

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
CHAMBRES DU TRAVAIL
EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 15 mars 1909, à 1 heure

PAR

H. NOYELLE

Président : M. R. JAY.

Suffragants : { MM. CAUWÈS, }
 TRUCHY, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
CHAMBRES DU TRAVAIL
EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 15 mars 1909, à 1 heure

PAR

H. NOYELLE



Président : M. R. JAY.

*Suffragants : { MM. CAUWÈS, } professeurs.
 { TRUCHY, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

BIBLIOGRAPHIE

Brochures publiées par la « Gesellschaft für soziale Reform » :

- Die Errichtung eines Reichsarbeitsamts, année 1901, n° 1.
- Referate und Verhandlungen über Arbeitskammern und Konsumvereine, année 1904, n° 16.
- Die Vertretung der Angestellten in Arbeitskammern, année 1905, n° 19.
- Vorschläge zur Gestaltung der Arbeitskammern in Deutschland, année 1906, n° 21.

Articles de la « Soziale Praxis » :

XIV^e année, p. 1180 et 1295.

XV^e année, p. 81, 108, 137.

XVII^e année, p. 553, 622, 636, 659, 689, 718, 734, 771, 830, 900.

XVIII^e année, p. 235, 265, 321, 383, 393, 395, 401, 417, 427.

Ouvrages spéciaux :

- *Soziale Tagesfragen*, n° 2-3. Bedeutung und Organisation der Arbeitskammern.

Bernard Harms. — Arbeitskammern und Kaufmannskammern.

- Deutsche Arbeitskammern.

Erzberger. — Die Industrie=Arbeitskammern im Reichstage.

Karl Sohlich. — Technische Angestellte in Arbeitskammern.

INTRODUCTION

Les « chambres du travail » se présentent en Allemagne, où elles ne sont encore qu'à l'état de projet, comme les organes de la « représentation légale des intérêts du travail. » C'est là du moins, croyons-nous, la définition la plus exacte et la plus précise qu'on en puisse donner. Nous l'empruntons à M. Bernhard Harms dont l'autorité s'est établie par des ouvrages et des articles importants sur la question, et elle nous paraît, au surplus, se dégager sous cette forme des discussions qui se sont déroulées tant au Reichstag que dans les Congrès et assemblées divers, et encore même des projets déposés et des commentaires qui les ont accompagnés. Elle est, en somme, la définition accréditée aujourd'hui, la définition officielle, pourrait-on dire, et les quelques controverses qu'elle a suscitées et que nous exposerons au moment voulu, n'ont jamais pris un développement notable. Elles révèlent néanmoins que les partis politiques qui ont soutenu et qui soutiennent encore la cause des chambres du travail ne conçoivent pas de la même manière la « représentation des intérêts du travail ». Il semble bien que tous ne poursuivent pas le même but, et si les divergences de vues ne se sont pas manifestées sur la définition de l'organe à créer, elles se manifestent

clairement dans les projets, et mieux encore, dans les motions imprécises dont le Reichstag a été saisi. Presque tous affirment la nécessité de représenter les intérêts du travail, et tous se sont mis à peu près d'accord sur la forme à donner aux chambres du travail. Ce seront des chambres mixtes, composées d'ouvriers et de patrons, les uns et les autres en nombre égal. Mais qu'entend-on exactement par « intérêts du travail » et dans quelle mesure la représentation de ces intérêts sera-t-elle assurée ?

Les intérêts du travail sont-ils ceux des ouvriers exclusivement, et les chambres du travail seront-elles créées dans l'intérêt des seuls ouvriers ? Ou au contraire les intérêts du travail sont-ils les intérêts de tous ceux qui coopèrent à l'œuvre économique ? — Sans doute, les patrons sont intéressés à voir se rétablir la paix sociale troublée par l'antagonisme des intérêts économiques, et dans ce sens, les chambres du travail pourront servir les intérêts des patrons, dans la mesure où elles aideront à faire l'accord, mais elles ne seront pas l'organe de « représentation des intérêts des patrons ». C'est du moins ce que pensent les socialistes à l'encontre des partis modérés.

La divergence d'opinion se marque, en outre, dans l'extension à donner à la représentation des intérêts du travail. Les socialistes voudraient une représentation totale de classe : les partis modérés ne proposent qu'une représentation des ouvriers de l'industrie.

Nous n'avons pas à prendre parti dans cette lutte de tendances. Nous devons seulement signaler que si les partis politiques les plus opposés travaillent à la création de chambres du travail, leurs efforts cependant ne portent pas sur le même point.

Il reste curieux néanmoins que la question de la représentation des intérêts du travail ait réuni tant de suffrages divers. Ne peut-on y voir la preuve qu'elle répond à un besoin certain, puisqu'il est reconnu par des hommes que leurs préférences politiques ne disposent pas à s'entendre ? Et il y a quelque temps déjà que ce besoin se fait sentir.

La question des chambres du travail a été discutée au Reichstag depuis trente années.

C'est à l'opposition du gouvernement qu'elle doit de n'avoir pas abouti. Sollicité par de nombreuses motions et mis parfois en présence de projets très étudiés, le gouvernement impérial a longtemps fait attendre sa collaboration.

En 1890 pourtant, un rescrit annonçait que la question était inscrite au programme officiel, mais dix-huit années passèrent encore avant que la promesse eût reçu exécution, et en 1908 seulement un projet fut déposé par le gouvernement. Il n'est donc pas excessif de dire que la question des chambres du travail est à l'ordre du jour. Sera-t-elle résolue, et l'Allemagne organisera-t-elle bientôt, comme l'ont fait la Belgique, la Hollande, la Suisse et la France, une représentation légale

des intérêts du travail ? Il serait téméraire de se livrer à des pronostics. Le succès de la réforme tient à des causes multiples qui procèdent de la politique autant que de l'économie sociale. Nous n'avons aucune qualité pour les démêler.

Mais si nous ne saurions dire les chances de succès de la réforme projetée, il conviendrait par contre que nous essayions d'en montrer la légitimité. Elle se déduit tout entière de l'ordre économique et social actuel.

Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, il faut reconnaître qu'il existe dans le monde économique moderne deux classes antagonistes : la classe des patrons et la classe des ouvriers. Quelle est leur situation respective vis-à-vis des pouvoirs publics ? Quel est à ce point de vue leur statut social ? Très différents comme leurs forces sont inégales : d'un côté, nous voyons les patrons représentés par les chambres du commerce et de l'industrie, de l'agriculture, des métiers. De l'autre côté, nous voyons les ouvriers isolés, éparpillés en quelque sorte et dépourvus de représentation économique collective. Pourquoi cette inégalité de traitement ? Comment justifier cette anomalie ? Alors que les droits politiques sont semblables depuis qu'a été reconnue l'égalité juridique des individus, alors qu'il n'existe plus politiquement de classes, pourquoi celles-ci subsistent-elles en fait dans le monde économique ?

Nous ne pouvons pas nous livrer, dans l'introduction à une étude aussi modeste, à des considérations philo-

sophiques et sociales très étendues. Ce serait donner à ce chapitre liminaire un développement disproportionné à l'importance du sujet qu'il doit simplement annoncer et présenter. Aussi bien, toute réforme sociale se rattache à des principes fondamentaux qu'il n'est pas possible, pratiquement, de remettre chaque fois en question, et nous avons d'autant moins de raisons d'y venir que nous ne saurions rien apporter de nouveau et qui n'ait été dit. Nous nous bornons à indiquer une inégalité, une anomalie qui est dans les faits et, comme telle, incontestable. Nous ajoutons que les chambres du travail auraient pour effet de la corriger. C'est en cela qu'elles paraissent légitimes et opportunes à leurs instigateurs, et si elles ont trouvé des adversaires, nous n'avons pas vu que ceux-ci aient jamais discuté leur principe. Ils ne disent pas que patrons et ouvriers sont également armés pour la lutte, que l'opposition organique de leurs intérêts les contraint à soutenir. Ils disent ou ils pensent que les inégalités de force économique doivent être maintenues. Ils combattent les chambres du travail parce qu'ils veulent que l'ordre social du passé se poursuive. La loi de l'évolution universelle n'existe pas pour eux et ils s'attardent à déplorer que leurs préférences ne soient pas satisfaites et que le présent ne soit pas identique au passé. Ils veulent arrêter la marche des hommes et des choses vers un avenir nouveau.

On comprend alors que leur hostilité doive être ir-

réductible. Et pourtant, des chambres du travail mixtes seraient peut-être de nature à calmer leurs alarmes. Sans doute elles sont faites pour aider à l'émancipation de la classe ouvrière, et les partisans de l'hégémonie patronale demeureront irréconciliables avec l'institution nouvelle sur ce point. Mais ne pourraient-ils trouver une compensation dans le rôle pacificateur qu'elles sont susceptibles de jouer ? Ouvriers et patrons jusqu'alors étrangers les uns aux autres, et pour cela même ennemis, trouveront dans les chambres du travail un admirable moyen de se connaître et de s'entendre. Nous verrons que les défenseurs les plus résolus de ces chambres les destinent à un emploi nullement révolutionnaire, et qu'il n'est pas jusqu'aux socialistes qui n'aient le souci de réaliser la paix par la libre discussion.

Et pour cette raison, les chambres du travail ont réuni, nous l'avons dit, un grand nombre de suffrages divers. En même temps qu'elles seront l'organe de la représentation des intérêts du travail, elles pourront être un organe de paix.

Plan. — Nous avons divisé notre étude en trois parties pour examiner successivement les chambres du travail dans la doctrine, puis au Reichstag, et nous avons réservé une troisième partie pour le projet actuel du gouvernement.

Quelques observations sont nécessaires pour justifier

notre plan qui n'adopte pas l'ordre chronologique. Voici ce que nous entendons par là :

Le plus souvent, une réforme est préparée dans la doctrine avant de se présenter devant les assemblées législatives. Or, pour les chambres du travail, il n'en fut pas ainsi. C'est au Reichstag que pour la première fois, la question se posa en 1876, et les publicistes ne l'étudièrent que beaucoup plus tard. Il faut donc entendre ici par doctrine, non pas l'ensemble des études théoriques qui furent faites sur la question, par des économistes, en dehors du Reichstag, mais l'ensemble des principes qui se dégagent des discussions soutenues au Parlement depuis 1876, et hors du Parlement à partir de 1900 surtout. C'est en effet en 1900 que fut créée la « Société pour la réforme sociale » à qui nous devons de nombreuses publications sur les chambres du travail.

M. Harms dit quelque part, dans un ouvrage sur les chambres du travail en Allemagne : « Les représentants de la science économique allemande ont observé jusqu'ici (1904), à l'égard de la question des chambres du travail une attitude étrangement passive. » Cette observation précise ce que nous avons entendu par « doctrine ».

Chronologiquement nous aurions dû, par suite, étudier en premier lieu les chambres du travail au Reichstag, mais il est évident qu'alors, notre deuxième partie (les Chambres du travail dans la doctrine) eût perdu

beaucoup de son intérêt. Placée la première, elle offre l'avantage d'éclairer la question et de rendre moins aride et moins obscure la lecture des projets et motions qui forment la substance de la seconde partie. Adoptant cette méthode, nous avons à craindre, il est vrai, de nous répéter dans les commentaires qui suivent ces projets et motions, et nous avons dû nous efforcer de ne point donner dans cet écueil.

Nous croyons y avoir réussi en faisant de la première partie une sorte de corps de doctrine où ne sont étudiées que les questions principales et purement théoriques, tandis que la deuxième partie contient, avec les documents, des commentaires relatifs à l'opportunité de l'institution proposée.

La troisième partie se justifie, croyons-nous, d'elle-même. Il importait de marquer nettement la situation actuelle de la question devant le Reichstag.

PREMIÈRE PARTIE

LES CHAMBRES DU TRAVAIL DANS LA DOCTRINE

CHAPITRE PREMIER

TERMINOLOGIE (1).

Nous n'aurons pas de peine, croyons-nous, à justifier l'utilité de ce chapitre préliminaire. Nulle part, autant qu'en ces questions d'économies sociale, il n'est nécessaire de définir les mots dont on fait usage, si l'on veut prévenir l'équivoque et les confusions qu'elle entraîne. Maintes divergences d'opinions ne sont qu'apparentes et tiennent, en réalité, au langage dans lequel elles sont exprimées. Bien des controverses fort animées et non des moins longues, ne sont, à y regarder de près, que de pures et stériles logomachies.

(1) Nous tirons les définitions données en ce chapitre, des différents ouvrages et périodiques indiqués aux « sources » et plus particulièrement du livre du docteur Harms « *Arbeitskammern in Deutschland* ».

C'est donc pour éviter cet écueil que nous avons décidé de faire précéder notre étude d'une série de définitions tirées de l'usage.

La précaution se recommande d'autant plus qu'au danger inhérent à l'imprécision naturelle des mots techniques, s'ajoute, dans notre sujet, la difficulté d'une traduction exacte, et nous allons vérifier en effet que la traduction littérale la plus rigoureuse ne donne pas, ce qui importe essentiellement, l'équivalence de signification.

C'est qu'aussi bien, on ne saurait ici recourir au critérium de l'étymologie. Tel mot qui, étymologiquement, a tel sens précis, reçoit de l'usage une destination qui lui communique un autre sens, bien différent parfois du premier. Et ce sens d'usage n'étant pas le même dans deux langues différentes, le traducteur se trouve contraint de recourir à l'équivalence d'expression. Mais encore doit-il justifier son choix. C'est là l'objet même du présent chapitre.

Nous avons, dans notre introduction, défini la chambre du travail « l'organe de la représentation légale du travail ». Ce n'est pas encore ici le lieu de procéder à l'analyse de cette définition, d'en discuter les termes, ni d'aborder les controverses déjà signalées dans l'introduction. Notamment, nous ne discuterons pas, dans ce chapitre, le point de savoir si les chambres du travail représentent ou doivent représenter les intérêts du travail en général ou spécialement des ouvriers. Nous

admettrons qu'elles représentent indifféremment les uns et les autres et nous considérerons la définition comme admise, sauf à revenir bientôt sur les opinions diverses qui la concernent. Faisant ici de simples observations terminologiques, nous nous bornerons à caractériser cette expression pour la distinguer d'autres expressions qui pourraient être, à tort, considérées comme synonymes.

Nous disons donc que les chambres du travail sont des organes créés par la loi et destinés à représenter les intérêts des ouvriers. Dès ici, une première observation est nécessaire. Le mot « chambre » signifie quelque chose de très particulier et qu'il est important de préciser.

« Chambre », en allemand « Kammer », indique, nous enseigne M. Harms, et son opinion est naturellement conforme à l'usage, chambre indique une « représentation » véritable, en ce sens que les chambres du travail sont composées de représentants choisis parmi ceux et par ceux dont elles représentent les intérêts. Leurs membres sont donc des délégués, des députés de la classe sociale représentée. C'est en cela qu'elles se distinguent des « Offices du travail », en allemand « Arbeitsämter ».

L'« Office » (Amt) est d'une tout autre nature. Il est un organe administratif, une émanation de l'autorité publique. Les membres de l'Office du travail sont nommés par les pouvoirs publics. Ils sont donc des fonc-

tionnaires préposés à la défense, à la protection des intérêts du travail, mais ils ne sont pas véritablement des représentants. La distinction n'est pas frivole ni purement académique. Elle implique une différence essentielle dans la destination de ces institutions. Il nous est difficile de démontrer dès maintenant que leurs devoirs ne sauraient être les mêmes identiquement, mais la suite de ce travail en apportera la preuve. Les attributions que sont susceptibles de recevoir les chambres du travail ont une importance à laquelle n'atteignent pas les Offices du travail.

Il y a lieu, d'autre part, de signaler que la traduction prête à une équivoque. Ce que nous appelons en France « conseils du travail » (1) est exactement ce qui est

(1) Quand nous disons que les « conseils du travail » français créés par le décret Millerand de 1900 et devenus les « conseils consultatifs du travail » dans la loi du 17 juillet 1908, sont exactement ce qui est désigné en Allemagne « Arbeitskammern », nous n'entendons pas dire que l'organisation des uns et des autres est identique, mais seulement que ces deux institutions sont de même nature et formées l'une et l'autre pour représenter le travail.

L'article 1^{er} de ladite loi (17 juillet 1908) dispose : « Il peut être créé, par décret rendu en Conseil d'Etat, sous le nom de conseils consultatifs du travail, partout où l'utilité en sera reconnue, soit à la demande des intéressés, soit d'office, après avis du conseil général, des chambres du commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures du département, des conseils composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers. Leur mission est d'être les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants ; — de donner, soit d'office, soit sur la demande du gouvernement, des avis sur toutes les questions qui concernent ces intérêts ; — de répondre aux demandes d'enquêtes ordonnées par le gouvernement. »

Ces conseils sont divisés en deux sections, l'une ouvrière, l'autre

désigné en Allemagne « Arbeitskammern » et que nous avons traduit « chambres du travail ». Nous avons bien pensé, en premier lieu, qu'il pourrait être plus simple de traduire par équivalence et sans souci de la lettre, mais à la réflexion il nous a paru meilleur de préférer la traduction littérale, et cela pour deux raisons. La première est que traduire « Arbeitskammern » par « conseils du travail » eût été nous interdire de traduire « Arbeitsräte » par ce mot. Or, il existe aussi en Allemagne des « Arbeitsräte » (conseils du travail) dont nous n'aurons pas précisément à nous occuper, mais qui seront occasionnellement cités dans un projet de loi. Ces « conseils du travail », au sens allemand, sont formés de spécialistes, d'experts, appelés par les patrons pour aider au règlement des conditions du travail dans certaines industries et dans certaines circonstances (1). On pourrait imaginer, par exemple, la formation de tels conseils, lors de l'élaboration d'un contrat collectif pour fixer un tarif des prix. Mais ils n'ont rien de comparable aux chambres ni même aux offices du travail. Leurs membres sont choisis par les patrons qui les consultent et ils ne touchent, ni de près, ni de loin à la représentation ouvrière.

patronale, chacune pouvant délibérer séparément (art. 2).

L'article 3 décide qu'il pourra y avoir autant de conseils que de professions.

Nous verrons que ce sont là les traits caractéristiques des « Arbeitskammern » allemandes.

(1) Cf. Harms, *op. cit.*, p. 7.

Une deuxième raison nous a déterminé à ne pas désigner les chambres du travail par l'institution française correspondante. Nous estimons que le mot chambre est plus adéquat à l'objet ; il révèle mieux l'idée de représentation et il fait la contre-partie des chambres du commerce, des chambres de l'agriculture, etc... Il entre dans une série qu'il complète.

Une autre caractéristique des chambres du travail est à mentionner. Les chambres du travail, composées de représentants choisis parmi ceux et par ceux dont elles doivent protéger les intérêts, sont néanmoins créées par la volonté du législateur. Elles doivent leur existence et leur organisation à un texte législatif. Une représentation ouvrière issue de l'initiative privée ne serait pas conforme à la conception des chambres du travail. Le mot « chambre » ne conviendrait donc pas à toute autre organisation professionnelle, même licite, mais non établie par une loi spéciale.

Les chambres du travail représentent donc, dans les conditions indiquées, les intérêts du travail. Mais si l'on va au fond de cette formule un peu trop générale « intérêts du travail », on perçoit immédiatement une difficulté à laquelle nous avons déjà fait allusion et que nous aurons à exposer tout au long. Quelques législateurs, ne voyant dans les « intérêts du travail » que les intérêts des « ouvriers », ont préconisé la formation d'« Arbeiterkammern » que nous traduisons « chambres des ouvriers ». Sans nous arrêter à examiner ici une ques-

tion de fonds extrêmement intéressante et tout à fait capitale, nous donnerons simplement le sens des deux mots en marquant la différence.

Les « chambres du travail » sont mixtes ; elles contiennent des représentants patronaux et ouvriers. On pourrait les concevoir recrutées de diverses manières, par exemple formées en nombre inégal de patrons et d'ouvriers, ou aussi les représentants patronaux étant choisis par les ouvriers et réciproquement, mais en fait, tous les projets et propositions que nous avons examinés comportent la représentation en nombre égal des patrons et des ouvriers, les uns et les autres élus par leurs pairs.

Les « chambres des ouvriers », au contraire des précédentes seraient composées de l'élément ouvrier à l'exclusion de l'élément patronal.

Il nous semble avoir précisé suffisamment le sens de ces termes « chambres du travail », « chambre des ouvriers », « offices du travail », « conseils du travail » pour ne pas insister plus longuement.

Il nous reste à définir quelques mots, pour compléter ces remarques terminologiques.

On entend par « Office impérial du travail » (Reichsarbeitsamt) un organe de centralisation des chambres du travail. Comme le nom l'indique, l'Office impérial du travail ne procède pas de la nature des chambres du travail, telles que nous les avons définies. Il est sans doute le couronnement de cette organisation représen-

tative des intérêts ouvriers, mais il n'émane pas, quant à lui, de la représentation ouvrière. Il est un « office », donc un organe administratif.

On pourrait imaginer sans doute une « Chambre impériale du travail » remplissant la même mission et constituée en véritable « chambre », mais aucun projet, à notre connaissance, n'a mis en avant une pareille institution.

Enfin, il nous reste à dire ce qu'il convient d'entendre par « comités ouvriers », en allemand « Arbeiterausschüsse ». Nous leur consacrerons quelques développements dans la troisième partie de ce travail. Ils sont en effet intéressants à plus d'un titre et notamment parce qu'ils constituent, du moins certains d'entre eux, une véritable représentation des intérêts ouvriers. Ils sont composés de délégués ouvriers et ils ont, en principe, le même objet que les chambres. Non obligatoires jusqu'en 1905, ils le sont devenus en Prusse, dans les mines. Les comités ouvriers des mines prussiennes sont donc comme le prototype des chambres du travail. Ils en contiennent les principes essentiels. Ils en diffèrent en ce qu'ils sont rattachés à des établissements particuliers. Il existe un comité dans chaque mine comptant plus de cent ouvriers, et leur fonction est assez étroitement limitée, mais susceptible d'être étendue.

CHAPITRE II

Y A-T-IL LIEU D'ORGANISER UNE REPRÉSENTATION SPÉCIALE DU TRAVAIL ?

En d'autres termes, l'institution des chambres du travail répond-elle à un besoin réel, ou encore, existe-t-il des intérêts spéciaux au travail et qu'il convienne de faire représenter ?

Nous aurons à examiner, dans la troisième partie de cette étude, quand nous nous occuperons du projet présenté par le gouvernement impérial, si l'objet des chambres du travail n'a pas, en quelque sorte, diminué de volume, si les attributions qu'on avait pensé conférer à ces Chambres depuis quelque trente années ne se sont pas trouvées remplies par d'autres organes créés ou modifiés peu à peu, et si, par suite, les chambres du travail n'ont pas perdu en partie leur raison d'être.

Mais, nous plaçant ici à un point de vue doctrinal et moins concret, nous voulons plutôt nous demander si, en thèse générale, il y a lieu de créer un organe spécial pour représenter le travail.

Ce n'est pas que cette question ait été beaucoup discutée au Reichstag ni hors du Reichstag. Mais deux

auteurs l'ont posée et y ont répondu d'ailleurs de manière très différente. Ce sont, d'une part, M. Harms (1), et d'autre part M. Erzberger (2). Et l'importance primordiale de la question nous incite à l'exposer en détail.

M. Erzberger examine plus particulièrement ce point dans sa préface, mais il manifeste son opinion dès le titre de son ouvrage, qu'il désigne : *Chambre de l'industrie, dites Chambres du travail*. Et M. Erzberger s'emploie à défendre ce nom de baptême qu'il recommande.

Pour M. Erzberger, il semble bien qu'il n'y ait point en effet d'intérêts spéciaux au travail. Nous devons reconnaître qu'il ne le dit point expressément, mais il se refuse à considérer les chambres du travail comme un organe constitué pour défendre les intérêts des ouvriers. Il entend assimiler ces chambres aux chambres du commerce, de l'agriculture et aux chambres des métiers (3). Il dit en effet (4) : « Nous avons déjà des chambres agricoles, etc... dans lesquelles le travail est représenté ; ce qui nous manque, ce sont des chambres de l'industrie (5). »

(1) M. Harms étudie ce point particulier dans un chapitre de son ouvrage *Deutsche Arbeitskammern*. Cf. chap. IV, p. 62 à 66.

(2) C'est dans l'introduction de son livre *Die Industrie-Arbeitskammern im Reichstage* que M. Erzberger développe son opinion.

(3) Les chambres des métiers sont les organes chargés de représenter la petite industrie. Leurs fonctions sont celles des chambres du commerce et autres.

(4) Cf. Erzberger, *op. cit.*, « Vorwort ».

(5) En Allemagne comme en France, l'industrie, n'a pas, il est vrai,

Et ailleurs (1), « Dans l'institution nouvelle, il s'agit de la représentation de l'industrie, et c'est alors de « chambres de l'industrie » qu'il convient de parler. »

Et encore d'autre part (2) : « Seuls les socialistes demandent des chambres du travail ; ils désirent pour tous les patrons et ouvriers, sans distinction d'industries, une chambre commune et celle-ci peut, en effet, porter le nom de chambres du travail. Mais, en dehors de la Sociale Démocratie, personne ne souhaite ce mélange qui ne permettrait aucune organisation, et c'est pourquoi nous demandons, à notre tour, qu'il soit créé des chambres de l'industrie, car alors, l'agriculture, les métiers, le commerce et l'industrie auront une représentation de leurs intérêts. »

En réalité les socialistes ne sont pas les seuls qui aient proposé la création de chambres mixtes, c'est-à-dire composées de patrons et d'ouvriers. Nous verrons que les partis les plus divers sont acquis à cette forme de représentation, mais il ne s'ensuit pas, comme le soutient M. Erzberger, que les chambres du travail (mixtes) ne soient autre chose que des chambres de l'industrie. Peut-être quelques législateurs, parmi les auteurs de projets, tentent-ils de créer cette confusion ; M. Erzberger semble le croire quand il affirme que « en

de chambres propres, mais elle trouve sa représentation dans les chambres du commerce.

(1) Cf. Erzberger, *ibid.*

(2) *Ibid.*

dehors de la Sociale Démocratie, personne ne souhaite ce mélange, etc... », mais l'examen des projets mis en avant de 1878 à 1908 démontrera que les chambres du travail ont toujours été tenues pour un organe de représentation du travail, et déclarées telles.

M. Harms (1), après avoir posé cette question : Y a-t-il des intérêts spéciaux du travail ? y répond affirmativement.

« Oui, évidemment, puisque les intérêts des ouvriers s'opposent parfois à ceux des patrons.

« Il y a antagonisme, donc intérêts différents. »

Que sont donc les chambres du commerce, de l'agriculture, des métiers ? Que représentent-elles ? Les intérêts des patrons et des ouvriers ? Oui et non. Elles représentent les intérêts collectifs du commerce, de l'agriculture, de la petite industrie, considérés comme entités économiques. Et en cela, elles représentent sans doute l'intérêt général commun des patrons et des ouvriers qui sont intéressés les uns et les autres, mais inégalement à la prospérité du commerce national. Mais elles ne représentent pas les intérêts particuliers et spéciaux des patrons, d'une part, et des ouvriers, d'une autre part ! Nous osons même dire que ces chambres servent infiniment plus les intérêts des patrons que ceux

(1) Cf. *Deutsche Arbeitskammern*, p. 63 et sq. — La même opinion se trouve implicitement contenue dans un rescrit impérial du mois de février 1890, qui a inspiré nombre de projets postérieurs. Nous donnons le texte de ce document capital. Cf. p. 106.

des ouvriers. Que ceux-ci ne puissent être indifférents à la prospérité économique du pays où ils vivent, nous l'avons reconnu ! Mais soutiendra-t-on que la prospérité économique nationale engendre forcément le bien-être de la classe ouvrière ? N'est-il pas vrai, au contraire, que le bas prix de la main-d'œuvre soit une des causes principales de l'essor de l'industrie nationale ? Et ne peut-on dire alors que les intérêts des patrons, liés manifestement à la prospérité nationale, sont beaucoup mieux défendus que les intérêts ouvriers dans les Chambres du commerce et autres ?

Il importe que nous précisions notre pensée. Nous n'entendons pas prétendre que patrons et ouvriers soient voués à une lutte perpétuelle, séparés qu'ils seraient par des antagonismes d'intérêts irréductibles. Nous pensons le contraire ; nous pensons que l'accord est possible et désirable dans l'intérêt commun. Mais il est indispensable que les deux parties soient également représentées.

Or, ce chapitre a pour objet, nous l'avons dit, de justifier la création d'organes spécialement destinés à représenter les intérêts du travail, c'est-à-dire des ouvriers !

A ceux qui nous disent : « ces intérêts sont représentés dans les chambres du commerce, etc... et ils seront représentés dans les chambres de l'industrie quand celles-ci auront été créées », nous répondons : les intérêts ouvriers ne sont pas représentés dans les chambres

du commerce et autres; les chambres du travail ne doivent pas être des chambres de l'industrie (1). Les chambres du travail doivent représenter les intérêts propres aux salariés, qu'ils soient ouvriers de l'industrie ou de l'agriculture ou employés de commerce.

Cependant, nous nous hâtons de reconnaître que M. Erzberger peut soutenir avec une apparence de raison que certains projets relatifs à la constitution de chambres du travail tendent, en réalité, à la création de chambres de l'industrie. Mais il n'y a là, disons-nous, qu'une apparence, et il nous semble que M. Erzberger subit plutôt l'attraction d'une préférence personnelle qu'il ne voit véritablement dans lesdits projets des éléments d'une représentation nouvelle de l'industrie.

Nous verrons, au chapitre VI, que l'on n'est point d'accord sur le point de savoir si tous les salariés indistinctement devront être admis à se faire représenter dans les chambres du travail.

Quelques propositions ne visent que les ouvriers de l'industrie (2). Et l'on comprend alors que M. Erzberger veuille trouver là une preuve que l'on se propose de créer des chambres de l'industrie.

(1) Nous montrerons dans notre deuxième partie, voire même dans les chapitres suivants, que l'objet de la chambre du travail est bien celui que nous indiquons.

(2) C'est là notamment l'opinion de M. B. Harms. — Cf. *Deutsche Arbeitskammern*, p. 72 et sq., et *Arbeitskammern und Kaufmannskammern*, pp. 38 à 51.

Une autre disposition, contenue celle-ci dans presque tous les projets élaborés jusqu'à ce jour, peut aider à soutenir la même thèse. Nous allons voir dans le chapitre prochain que deux systèmes se sont opposés. On s'est demandé s'il convenait de former les chambres du travail d'éléments exclusivement ouvriers (1) ou des deux éléments patronal et ouvrier. Les tenants du premier système se sont à peu près tous ralliés au second. Ce sont donc des chambres mixtes qu'il est question de créer.

Les chambres du travail devenant ainsi un groupement de patrons et d'ouvriers de l'industrie, il n'est plus invraisemblable de voir en elles des chambres analogues aux chambres du commerce et dans lesquelles on aurait introduit l'élément ouvrier.

Pure apparence d'ailleurs, nous le répétons. L'objet des chambres du travail est tout autre ; nous n'aurons pas de peine à le démontrer en nous appuyant sur les textes proposés, sur les opinions d'auteurs qualifiés et sur les commentaires produits au Reichstag.

(1) Cf. chap. I^{er}. Terminologie. Distinction entre les *Arbeitskammern* et les *Arbeiterkammern*.

CHAPITRE III

CHAMBRES DU TRAVAIL OU CHAMBRES DES OUVRIERS ?

En pure logique, ce sont des chambres des ouvriers qu'il faudrait établir. Organes de la représentation des intérêts des salariés, les chambres dites du travail devraient être composées exclusivement de représentants des salariés. C'est là, peut-on dire, la conception initiale et telle qu'elle se dégage des observations réunies dans le précédent chapitre.

Elle compte d'ailleurs encore quelques partisans, mais aucun projet récent ne l'adopte.

Il nous paraît qu'elle est quelque peu simpliste et systématique ; nous verrons bientôt pourquoi.

Prenons connaissance tout d'abord des arguments invoqués pour sa défense. Nous les trouvons dans le compte rendu de l'assemblée générale de la Société pour la réforme sociale, tenue en 1904 (1).

M. Wirminghaus (2) en donne deux. Il donne en pre-

(1) Deux rapports furent présentés à cette assemblée, l'un de M. Harms, l'autre de M. de Schulz, président du conseil de prud'-hommes de Berlin. Et après qu'il en eut été donné lecture, une discussion fut ouverte. C'est au cours de cette discussion que furent produites les opinions que nous citons ici.

(2) Cf. brochure de la *Gesellschaft für Soziale Reform*, année 1904, p. 57.

mier lieu une raison de principe et que nous résumons ainsi : « les industriels ont leur représentation propre dans les chambres du commerce, donc les ouvriers doivent en obtenir une qui leur soit propre. »

Argument systématique. Rien de plus logique sans doute, mais à première vue seulement. Il suffit de creuser un peu l'idée de représentation ouvrière et de considérer objectivement les intérêts ouvriers eux-mêmes pour abandonner tout aussitôt l'idée de chambres du travail qui se composeraient exclusivement d'ouvriers. Nous montrerons bientôt que l'intérêt des ouvriers bien entendu et l'objet même des chambres du travail commandent d'organiser des chambres mixtes.

Deuxième argument : « Le vote dans les chambres du travail sera toujours séparé, suivant la procédure recommandée par M. Harms (1). Or, on voudrait établir la fusion. Comment, dans ces conditions, se produirait-elle ? » L'objection nous paraît spécieuse.

La fusion ne saurait se produire mécaniquement, et il importe peu, au fond, que les votes soient mêlés ou séparés. Chacun votera comme il jugera bon et la fusion résultera des discussions qui auront précédé le vote. Si patrons et ouvriers se laissent inspirer par l'esprit de parti, la fusion ne se produira jamais, cela est

(1) Il ne faut pas perdre de vue que ces opinions sont exprimées à la suite des exposés faits par MM. Harms et de Schulz. C'est donc sur eux que s'appuient et M. Wirminghaus et les autres orateurs que nous citons.

entendu. Mais les chambres du travail sont créées en vue de permettre aux patrons et aux ouvriers de se connaître et de discuter librement et raisonnablement. Le succès dépend de leur attitude respective et de leur bonne volonté réciproque. La question n'est pas de savoir si les membres de ces chambres seront à la hauteur de leur tâche ; elle est de savoir quel est le meilleur moyen de protéger les intérêts du travail. Nous allons voir, en exposant les arguments de ceux qui préconisent les chambres mixtes, pourquoi celles-ci paraissent mieux adaptées au but qu'on se propose.

La même opinion est exprimée et défendue par M. Kohn, avocat de Dortmund (1).

Et M. Erkelenz (Arbeitersekretär) (2), de Düsseldorf (3), dit en termes analogues : « Il convient de donner aux ouvriers leur représentation propre, comme les patrons ont la leur. Quant aux intérêts communs aux patrons et aux ouvriers, qu'ils soient représentés ailleurs. Les ouvriers n'expriment leurs vœux librement que s'ils se sentent seuls et indépendants. »

Nous multiplierions inutilement les citations de ce genre qui n'apporteraient pas un argument de plus.

(1) Cf. *G. F. Soziale Reform, op. cit.*, p. 58-59.

(2) L'Arbeitersekretär dont nous ne trouvons pas une traduction équivalente, est un membre d'un « Arbeitersekretariat », institution définie par M. Harms dans son ouvrage sur les chambres de travail en Allemagne (p. 7), « un organe de renseignements ». Cet organe est créé par certains groupements ouvriers pour fournir à ces derniers des conseils et renseignements juridiques et autres.

(3) Cf. « *G. f. Soziale Reform* », *op. cit.*, p. 62.

Qu'il nous suffise de dire que les chambres du travail (chambres mixtes) eurent toujours beaucoup plus de partisans que les chambres des ouvriers. Nous verrons plus tard qu'au Reichstag, un très petit nombre de propositions furent faites qui impliquaient la création de chambres des ouvriers. Et à l'assemblée générale de la « Gesellschaft für Soziale Reform » de 1904, la grande majorité fut pour les chambres mixtes. MM. Harms et de Schulz d'abord, séparés sur d'autres points, se rencontrent pour défendre ces dernières. Leur opinion est partagée par MM. Bernhard, président de l'Association des conseillers prud'hommes patronaux de Berlin, Giesberts, arbeitersekretär de Gladbach et d'autres encore (1).

M. Hitze, membre du Reichstag, où il a eu depuis 1885, le rôle le plus actif dans les débats relatifs à cette question, M. Hitze qui, tour à tour, défendit les Chambres mixtes et les Chambres d'ouvriers, exprime l'opinion que « tous les systèmes préconisés ont leurs avantages et leurs inconvénients », et il déclare : « Ce que nous voulons surtout, c'est aboutir (2). »

Mais tout le monde ne pense pas qu'il y ait entre les avantages et les inconvénients des deux formes de représentation ouvrière cette équivalence parfaite qui rendrait impossible de préférer l'une à l'autre. Et il

(1) Cf. *ibid.*, p. 63.

(2) Cf. *ibid.*, p. 61.

nous semble que les partisans des chambres mixtes donnent de leur opinion une justification décisive.

Sans doute, il s'agit bien de créer une représentation des intérêts du travail, et nous avons montré dans le précédent chapitre que ceci devait s'entendre des intérêts des ouvriers. Les chambres du travail, avons-nous soutenu contre M. Erzberger et avec M. Harms, ne seront pas des chambres de l'industrie. Elles n'auront pas pour objet la défense des intérêts collectifs de l'industrie nationale, mais bien la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Pourquoi, dans ce cas, y admettre les patrons en face des ouvriers et en nombre égal ? Est-ce à dire que les intérêts des patrons et des ouvriers soient communs, et, les chambres du commerce, de l'agriculture et autres représentant les intérêts de ces entités économiques : commerce, agriculture, veut-on organiser par ailleurs une représentation du travail, considérée comme énergie humaine et produit par les patrons comme par les ouvriers ?

En aucune façon. Les intérêts des deux classes sociales que forment les employeurs et les salariés sont différents et souvent opposés. Ils possèdent dès aujourd'hui des organes de défense qui sont les syndicats professionnels.

Or, les chambres du travail n'ont rien de commun avec les syndicats, ou mieux, les chambres du travail ne feront pas double emploi avec les syndicats.

Elles auront à remplir un rôle double, et c'est ce qu'il importe de distinguer nettement.

Les chambres du travail sont destinées d'abord, à représenter les intérêts du travail *vis-à-vis des pouvoirs publics*. Si c'était là leur rôle unique, elles pourraient être composées exclusivement d'ouvriers. Nous dirons même qu'il serait désirable qu'elles ne contiennent pas d'autres éléments constitutifs.

Mais il leur revient un second rôle non moins important que le premier. Elles représentent, en outre, les intérêts du travail *vis-à-vis des patrons*. Dans ce dernier rôle, elles deviennent l'instrument des négociations entre patrons et ouvriers, et elles doivent par conséquent réunir les représentants des uns et des autres.

Est-ce ainsi que furent conçues, dès le principe, les chambres du travail ? Nous croyons bien que non. La première fois que la question de la représentation du travail fut posée au Reichstag, en 1876, par M. Moufang, député du Centre, il ne paraît pas qu'on ait songé à utiliser ainsi les chambres du travail. M. Moufang, demandait alors qu'on permît aux ouvriers « d'entrer en relation d'une manière quelconque avec les pouvoirs publics ou les autorités municipales (1) et le projet socialiste de 1877 définit ainsi l'objet de ces chambres : « Elles présenteront périodiquement aux pouvoirs pu-

(1) Cf. 2^e partie, chap. I^{er} et Erzberger, p. 3.

blics des mémoires qui seront publiés, et leur soumettront des propositions ; elles auront en outre à surveiller les établissements d'éducation professionnelle et les autres institutions concernant l'industrie (1).

Nous ne voulons pas anticiper sur notre deuxième partie ni esquisser l'historique de la question ; il nous semble meilleur de renvoyer à ces pages pour plus complète justification de l'opinion que nous exprimons ici. On y verra que les projets premiers en date ne précisent pas l'objet des chambres du travail, qu'ils ne parlent qu'en termes généraux de la représentation du travail et seulement vis-à-vis des pouvoirs publics. Et il est même curieux qu'on ait pourtant songé dès ce moment à organiser des chambres mixtes. Les partisans des chambres d'ouvriers paraissaient plus près de la logique et de la vérité.

Aujourd'hui, l'aspect de la question n'est plus le même ; l'idée de la représentation ouvrière est moins simpliste ; les Chambres du travail se voient attribuer deux rôles distincts.

Tous les projets, depuis 1885, l'attestent, et un rescrit impérial du mois de février 1890 consacre cette notion (2). Il conviendra, pour assurer la paix entre patrons et ouvriers, de prendre des mesures législatives qui fixeront le mode suivant lequel les ouvriers pourront, par l'intermédiaire de représentants investis

(1) Cf. 2^e partie, chap. I^{er} et Erzberger, p. 6.

(2) Cf. 2^e partie, *ibid.* et Erzberger, p. 39.

de leur confiance, participer au règlement de leurs affaires communes et être mis en situation de défendre leurs intérêts au moyen de conférences *avec leurs employeurs* et les différents organes de mon gouvernement ».

Et les auteurs les plus qualifiés de la doctrine professent l'opinion que les chambres du travail doivent être mixtes.

M. Harms le dit en ces termes : « Une exploitation industrielle quelconque ne pourra parvenir à sa plus haute activité que quand patrons et ouvriers vivront en bonne intelligence, travailleront en paix et se témoigneront une confiance réciproque. Atteindre ce but est dans l'intérêt commun des deux parties » (1). « Intérêt commun », nous dit-on après avoir soutenu que les intérêts patronaux et ouvriers étaient différents et opposés, et comme tels, ne se prêtaient pas à une représentation commune !

Il n'y a là qu'une contradiction littérale. Les chambres du travail sont la représentation des ouvriers ; elles seront créées pour eux seuls parce que leurs intérêts *particuliers* sont en conflit, dans maintes circonstances, avec les intérêts *particuliers* de leurs patrons.

Mais la lutte est préjudiciable à tous ; il est éminemment désirable pour tous que les conflits se règlent amialement et que les antagonismes se résolvent pa-

(1) Cf. Harms, *Deutsche Arbeitskammern*, p. 68.

cifiquement. C'est en cela qu'il existe entre patrons et ouvriers un *intérêt général commun* ; il réside dans la paix, dans l'harmonie de leurs rapports réciproques. Syndicats ouvriers et syndicats patronaux sont des instruments de guerre ; ils s'opposent et se combattent parce qu'ils défendent les intérêts *particuliers* de chacun. Les chambres du travail seront un organe de liaison et de paix ; elles seront l'expression de la solidarité longtemps méconnue, mais enfin révélée qui domine les tractations humaines.

Pour être bien appropriées à ce double objet : représentation des ouvriers vis-à-vis des pouvoirs publics et organisation de rapports réguliers entre ouvriers et patrons, les chambres du travail devront donc être mixtes.

Reste une objection pratique, nous dirions volontiers psychologique : Quelle sera l'attitude de ces représentants des deux classes ennemies ? Feront-ils la paix que le législateur veut leur donner mission d'assurer ? Les pessimistes ne le croient pas. Ont-ils de bonnes raisons de ne le point croire ? Ils ne les font pas connaître, et nous leur répondrons par le témoignage d'un homme particulièrement qualifié, M. de Schulz, président du conseil des prud'hommes de Berlin (1). « Nous devons reconnaître que lorsque commença de fonctionner le comité du conseil des prud'hommes chargé d'émettre des avis et propositions (2), les délibérations

(1) Cf. brochure de la *Gesellschaft für soziale Reform*, année 1904, p. 42.

(2) Sans entrer dans un examen détaillé des conseils de prud'-

furent le plus souvent tumultueuses, au point qu'il fallait renoncer à l'espoir d'établir un accord. Mais patrons et ouvriers ont fait leur éducation, et c'est aujourd'hui une joie pour nous, de présider les séances de ce comité. »

hommes (*Gewerbegerichte*) en Allemagne, il nous paraît utile d'indiquer, en quelques lignes, les traits caractéristiques de cette institution qui n'est pas identique, par son organisation, à l'institution française correspondante. Elle est régie par la loi du 27 juillet 1890. Les assesseurs sont élus comme chez nous, mais non pas le président. Celui-ci est nommé (art. 12) par le conseil municipal. L'intervention du conseil municipal s'explique par ce fait que les conseils de prud'hommes sont organisés par commune, et ne sont obligatoires que dans les communes de plus de 20.000 habitants. En matière de conciliation, et quand il ne s'agit pas d'une affaire en instance, mais d'arbitrage au sens le plus général du mot, le conseil de prud'hommes fonctionne d'une manière très spéciale (art. 62 à 74). Les assesseurs ordinaires disparaissent et sont remplacés, auprès du président, par les mandataires des parties et par des hommes de confiance choisis par les parties, en nombre variable, mais toujours équivalent.

Depuis le 16 janvier 1901, la loi de 1890 contient en outre un article 75 qui organise dans chaque conseil de prud'hommes un comité chargé d'émettre des avis et rapports.

Ce comité constitue une ébauche de la fonction de représentation attribuée aux chambres du travail. Il se compose d'un nombre égal d'ouvriers et de patrons, et c'est d'ailleurs à la suite des débats sur l'organisation des chambres du travail que sa création fut décidée.

CHAPITRE IV

ORGANISATION DES CHAMBRES DU TRAVAIL.

Les différents modes d'organisation des chambres du travail ressortent de la seule lecture des projets dont les textes sont réunis dans la deuxième partie de notre travail. Ce n'est point l'analyse ni le commentaire de ces textes que nous nous proposons de donner dans ce présent chapitre, mais simplement un exposé général des systèmes proposés. Nous suivons ainsi la méthode que nous avons tenté de justifier dans notre introduction et qui vise à rendre notre étude plus concise et plus claire.

L'organisation des chambres du travail est liée par un lien logique, à l'objet même de ces chambres. Comment donc organiser une institution qui aura pour fonction de représenter les intérêts du travail vis-à-vis des patrons et vis à vis des pouvoirs publics ?

Et tout d'abord, comment seront-elles composées ? La réponse à cette première question est contenue dans le chapitre précédent. Les chambres du travail seront composées de patrons et d'ouvriers, en nombre égal des uns et des autres. Cette parité se justifie par la nature collective de la représentation. C'est la classe ouvrière, d'une part et c'est la classe patronale d'autre

part qui seront représentées. Elles doivent l'être par conséquent en force égale. Jamais d'ailleurs aucune divergence d'opinion ne s'est produite sur ce point.

Mais si le problème de la composition des chambres du travail trouve sa solution dans leur définition même, pour ainsi dire, il est un autre aspect de la question qui n'a pas été envisagé dès l'origine et qui mérite infiniment de fixer l'attention.

Aussi longtemps qu'on se tient à l'idée générale de représentation des intérêts du travail, aucune difficulté sérieuse n'apparaît. Mais il en surgit une aussitôt qu'on aborde les projets de réalisation pratique.

Les « intérêts du travail » sont quelque chose de fort complexe. Il y a sans doute un *intérêt général* de la classe ouvrière et auquel conviendrait une *représentation générale* de cette classe. Mais il existe encore des intérêts professionnels *spéciaux* à certains ouvriers ou groupes d'ouvriers, et lorsqu'il s'agit de créer une institution économique et sociale plutôt que politique, les intérêts professionnels spéciaux doivent être pris en considération, tout autant que l'intérêt général de classe.

C'est ce qu'ont manqué à faire, semble-t-il, les socialistes dont les projets n'établissent point de distinction entre ces deux catégories d'intérêts.

Peut-être d'ailleurs les propositions déposées à l'origine (entre 1876 et 1885) par les autres partis politiques eussent-elles révélé la même lacune si elles avaient été

moins générales et vagues. A cette époque en effet, la conception des chambres du travail venait de se former; elle était liée à l'idée très informe aussi de représentation du travail. Comme on avait constaté que le besoin se faisait sentir d'assurer aux ouvriers la défense de leurs intérêts, on demandait qu'ils fussent représentés, sans autrement préciser encore.

Mais l'idée a été soumise depuis lors à une critique féconde. Ses adversaires l'ont analysée pour la combattre; ses partisans l'ont creusée pour la défendre. Elle y a gagné de se développer et de s'affermir en se complétant. Aujourd'hui, les « intérêts du travail » sont une notion moins élémentaire qu'à l'origine, mais aussi, nous l'avons dit, passablement complexe.

On distingue couramment les intérêts particuliers aux groupes professionnels d'ouvriers de l'intérêt général de classe, et tous les projets un peu développés, en dehors des projets socialistes, organisent la représentation de ces intérêts spéciaux, dans ce qu'ils appellent les « sections ». C'est même la base de l'organisation des chambres du travail, à l'heure actuelle. Le projet Hitze (1) et le projet du gouvernement (2) en font foi ainsi que les commentaires produits au Reichstag par le même M. Hitze (3), et l'opinion de certains auteurs (4).

(1) Cf. 2^e partie, chapitre VII.

(2) Cf. 3^e partie, chapitre II.

(3) Cf. Erzberger, p. 60-65.

(4) Cf. notamment : B. Harms, *Deutsche Arbeitskammern*, p. 80-81.

Chaque chambre dont le ressort est délimité suivant l'importance des industries régionales ou de toute autre manière (1), comporte donc un certain nombre de sections qui correspondent aux diverses catégories d'industries. Les ouvriers et les patrons de chacune de ces diverses catégories élisent les membres de leur section, et l'ensemble des sections forme la chambre du travail. Les délibérations auront lieu tantôt par section séparée, tantôt toutes sections réunies suivant que la question à débattre intéressera une catégorie particulière ou toutes les catégories représentées dans la chambre.

Ce système assure aux travaux des chambres du travail une efficacité pratique que l'absence de sections n'aurait pas permis d'espérer. C'est en somme dans les sections que patrons et ouvriers entreront en rapport ; c'est dans les sections que s'élaboreront les projets de réformes positives ; ce sont les sections qui constitueront le lien entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers. Et ce rôle capital, essentiel des sections sera mis plus encore en évidence quand nous examinerons dans le prochain chapitre les attributions des chambres du travail.

Mais si la représentation générale, collective, de la classe ouvrière ne doit pas être seule assurée, il convient pourtant de ne point la négliger. Ce n'est pas, semble-

(1) Le second projet socialiste de 1885 propose la création d'une chambre du travail dans tout district de plus de 200.000 et de moins de 400.000 habitants.

t-il, l'opinion du gouvernement dont le projet ne fait aucune place à une centralisation des sections et des chambres, mais c'est, en tout cas, l'opinion de presque tous les auteurs de projets et propositions (1).

Ceux-ci prévoient, en effet, la constitution de « chambres départementales » placées au-dessus des « chambres locales » que nous venons de décrire.

Les chambres départementales seraient formées de représentants délégués par les chambres locales. Elles auraient, au fond, les mêmes attributions que celles-ci, mais leur rôle se trouverait être, par la force même des choses, un peu différent. Alors que les chambres locales assureraient plus spécialement la représentation des intérêts du travail vis-à-vis des patrons, les chambres départementales, au contraire, constitueraient la représentation de ces mêmes intérêts vis-à-vis des pouvoirs publics.

Enfin, il serait établi, comme organe unique de centralisation, un Office impérial du travail, de formation administrative, véritable incarnation de la représentation ouvrière collective.

Telles sont les grandes lignes de l'organisation des chambres du travail et les principes fondamentaux sur lesquels repose l'institution.

Ce serait, on le voit, une organisation tout à fait nouvelle et autonome. Ce serait, à proprement parler, une innovation complète.

(1) Cf. 2^e partie.

Et c'est là ce qui a inquiété certains esprits. On a redouté les complications qu'entraîneraient les élections à faire, on s'est effrayé d'une réforme qui créait autant d'organes nouveaux, et on a cherché un moyen d'organiser la représentation des intérêts du travail en utilisant des organes déjà existants.

Nous verrons un peu plus tard qu'au Reichstag les deux procédés ont été soutenus, mais nous allons examiner dès maintenant leurs avantages et leurs inconvénients tels qu'ils ont été exposés par deux hommes également autorisés, MM. Harms et de Schultz (1).

Et d'abord, quelles institutions déjà existantes pourrait-on approprier à la fonction de représentation des intérêts ouvriers telle qu'on prétend l'organiser dans les chambres autonomes du travail ?

M. Harms en voit deux (2), mais nous devons avertir qu'il conclut, en dernière analyse, à l'organisation autonome des chambres du travail.

Deux institutions, néanmoins, lui paraissent, à première vue, pouvoir être adaptées au but poursuivi. Ce sont, d'une part, les chambres du commerce, de l'agri-

(1) L'opinion de M. de Schultz est développée dans un rapport que nous avons eu déjà l'occasion de mentionner et qui fut présenté à l'assemblée générale de la « Gesellschaft für soziale Reform » en 1904. — Cf. brochure, année 1904, p. 41 et sq. — La même brochure contient le rapport de M. Harms qui défendit l'opinion contraire, et nous trouvons en outre une étude fort détaillée de la question par M. Harms, dans son ouvrage : *Deutsche Arbeitskammern*, p. 72 et sq.

(2) Cf. Harms, *Deutsche Arbeitskammern*, II, p. 72.

culture et des métiers ; d'autre part, les conseils de prud'hommes.

a) *Chambres du commerce et autres.*

Il suffirait, semble-t-il, de leur adjoindre un comité composé exclusivement d'ouvriers pour en faire des chambres mixtes propres à garantir et défendre les intérêts du travail.

Mais M. Harms objecte que « ce système entraînerait la division des chambres du commerce, en chambres du commerce et en chambres de l'industrie. Or, commerçants et industriels ont intérêt à se retrouver dans les mêmes chambres (1).

D'autre part « on ne pourrait introduire dans ces chambres une représentation égale des patrons et des ouvriers, car ce serait changer entièrement leur caractère actuel et les rendre impropres à leur mission essentielle qui est de représenter le commerce, l'industrie, etc... (2). »

Devrait-on alors se borner à la formation d'un petit comité ? « Qu'y ferait-il ? Il serait trop faible et impuissant. Ce serait l'avortement de la réforme ! »

« C'est d'ailleurs ce qui a été fait pour les chambres des métiers. Les ouvriers ont été représentés, dit M. Harms, dans des comités spéciaux (*Gesellenausschüsse*). Comment y fonctionnent-ils ? Sont électeurs,

(1) Cf. *op. cit.*, 73.

(2) *Ibid.*

quelques-uns « seulement de ces ouvriers des métiers, le plus petit nombre, ceux qui sont membres des corporations. Mais les autres, très nombreux, ne sont point représentés. Et les droits, les attributions de ces comités, que sont-ils ? L'article 103 K du Code industriel dispose que le comité des ouvriers doit être consulté : 1° pour l'élaboration des règlements relatifs à l'apprentissage ; 2° pour les avis et les rapports sur les affaires qui intéressent la condition des ouvriers et des apprentis ; 3° pour les réclamations présentées contre les décisions du comité d'épreuve. Attributions déjà fort incomplètes en regard du rôle destiné aux chambres du travail, mais dont l'insuffisance s'aggrave de leur inutilité. L'action des comités est nulle. Les chambres des métiers ne tiennent aucun compte du vote des comités ouvriers (1). »

Et M. Harms conclut : « Le même sort serait fait, n'en doutons pas, à un comité ouvrier joint aux chambres du commerce..... Celles-ci ne peuvent poursuivre deux buts aussi différents. »

b) *Conseils de prud'hommes.*

M. Harms reconnaît que « beaucoup de circonstances leur sont favorables..... Ils comportent une représentation mixte et équivalente ; ils fonctionnent parfois comme bureaux de conciliation (2) ; ils ont le droit,

(1) Cf. *op. cit.*, p. 75.

(2) La fonction de conciliation dont nous parlons ici doit s'enten-

depuis 1901, d'émettre des avis et de présenter des propositions. Possédant déjà une partie des attributions qu'on se propose de conférer aux Chambres du travail, il vient naturellement à l'esprit, l'idée de compléter ce rôle. »

M. Harms pense néanmoins qu'il convient de rejeter ce procédé d'organisation.

Il poursuit : « Il est imprudent et mauvais de confondre le rôle judiciaire des Conseils de prud'hommes et même leur fonction de conciliation avec la fonction économique que constitue la rédaction de rapports et d'avis..... Cela est si vrai que les Conseils de prud'hommes ont fait très modérément usage du droit que leur a conféré la réforme de 1901. Les statistiques l'établissent..... Un tribunal doit se tenir à l'écart des luttes

de cas où les conseils de prud'hommes n'ont pas à juger. Il ne s'agit pas de la tentative de conciliation préalable à l'instance, mais de conciliation pure et simple. Or, une statistique présentée au Reichstag en 1901, lors de la discussion sur les chambres du travail, établit que si le rôle des conseils de prud'hommes est allé en se développant, en matière de conciliation, il n'a pas néanmoins atteint une très grande importance. Nous donnons ci dessous le tableau de cette statistique :

ANNÉES	Affaires soumises à l'arbitrage des conseils de prud'hommes	Cas où l'accord s'est produit	Cas où une sentence a été rendue	Cas où la sentence a été rejetée
1892. . . .	154	—	—	—
1893. . . .	217	3	—	—
1894. . . .	238	7	3	1
1895. . . .	253	13	3	—
1896. . . .	271	18	11	2
1897. . . .	276	12	4	2
1898. . . .	282	9	6	1
1899. . . .	292	16	5	2

d'intérêts. Moins il s'occupe de ces luttes, plus il gagne la confiance des justiciables » (1).

Et pour ces raisons, M. Harms va plus loin encore et déclare « dans les conflits importants qui éclatent entre ouvriers et patrons, la fonction de conciliation devrait être retirée aux Conseils de prud'hommes... On ne s'est malheureusement pas encore habitué en Allemagne, à distinguer les *lutttes de droits* et les *lutttes d'intérêts*. Il y a lutte de droits (ou différend juridique) quand il s'agit de l'interprétation d'un contrat, quelle que soit la forme de celui-ci. Un patron s'est-il engagé à payer tel salaire pour un temps déterminé, et prétend-il le réduire avant l'expiration du délai fixé ? L'ouvrier proteste ! Il y a différend juridique. De même si le point du litige concerne la durée du travail ou toute question prévue au règlement d'atelier... Mais il en va tout autrement pour les luttes d'intérêts (ou différends économiques). Ceux-ci naissent de ce que les ouvriers jugent insuffisant le salaire promis et payé, ou bien encore de ce qu'ils demandent la substitution du salaire à la journée, au salaire à la tâche, ou la réduction du temps de travail, etc... Il n'y a ici aucun *droit* à invoquer puisqu'il ne s'agit pas de la violation d'un contrat... Et alors, le seul moyen à employer est la grève. Et si on redoute la grève ou qu'elle ne réussisse point, le vaincu est le plus faible... Si la tentative de concilia-

(1) Cf. *op. cit.*, p. 76.

tion peut être dirigée par le Conseil de prud'hommes dans les différends juridiques, il ne devrait pas en être ainsi dans les différends économiques, où le Conseil de prud'hommes ne pourra pas juger après avoir tenté de concilier... et les Chambres du travail devraient seules intervenir dans les différends économiques (1). »

Et ainsi, M. Harms conclut, nous l'avons dit, non seulement à l'organisation autonome des Chambres du travail, mais encore à la suppression de la fonction de conciliation des Conseils de prud'hommes dans les cas où ceux-ci ne peuvent juger.

Une opinion toute contraire est défendue par M. de Schulz, président du Conseil des prud'hommes de Berlin (2).

Il nous sera facile de rapporter en quelques mots les « raisons » de M. de Schulz. Comme celles de M. Harms, dont elles sont opposées, elles consistent en appréciations générales qui n'ont peut-être pas la valeur d'arguments scientifiques ou d'observations de faits, et c'est ce qui rend le choix si difficile et ce qui permettait à M. Hitze de dire au Reichstag : « les deux procédés ont leurs avantages et leurs inconvénients » et de défendre tour à tour l'un et l'autre.

M. de Schulz préfère l'organisation de la représentation des intérêts du travail par extension des attributions

(1) Cf. *op. cit.*, p. 78-79.

(2) Cf. brochure de la *Gesellschaft für soziale Reform*, année 1904, p. 41 et sq.

tions conférées aux Conseils des prud'hommes parce que c'est là un moyen d'éviter les complications d'élections importantes, et en outre parce que « les Conseils de prud'hommes sont devenus très populaires. Ils possèdent la confiance des patrons et des ouvriers... réussissent à opérer de nombreuses conciliations... sont consultés à tout moment par les ouvriers et par les patrons. Ce serait une grave imprudence de diminuer les attributions des Conseils de prud'hommes, déjà éprouvés, pour les transmettre à une institution nouvelle... » (1). Et M. de Schulz ne voit pas bien, déclare-t-il, la force des raisons invoquées contre les Conseils de prud'hommes. « Celui qui rend la justice en ces matières, s'initie aux questions économiques ; il se prépare ainsi à la tâche que nous voulons lui voir attribuer. C'est donc une conclusion contraire qu'on devrait tirer. Cela est vrai pour le président et cela est vrai encore pour les assesseurs. Plus ils s'occupent de ces questions et plus grande est leur compétence et la confiance que leur accordent les intéressés... Et d'ailleurs, l'organisation autonome, infiniment plus compliquée, n'amènera pas de changement, en ce qui concerne les hommes. Les candidats possibles sont ceux déjà en fonction comme Conseillers prud'hommes !... (2). »

En ce qui concerne les rapports et les avis et propositions, M. de Schultz reconnaît que les Conseils de

(1) Cf. *op. cit.*, p. 44.

(2) Cf. *Ibid.*, p. 43.

prud'hommes ont fort peu usé de la faculté que leur confère l'article 75 de la loi qui les régit. « Mais il ne faut pas en conclure à leur impuissance. La faute en est aux pouvoirs publics qui ne les ont pas assez « souvent consultés, et si même le comité chargé de ce devoir a quelquefois manqué d'initiative, si son activité n'a pas été suffisante, il n'en résulte pas la preuve de l'incompétence des Conseils de prud'hommes en cette matière. Il faut, pour juger de l'aptitude des Conseils de prud'hommes à ces travaux, considérer non pas le nombre de leurs travaux, mais la qualité de ceux-ci. Or, les propositions émises n'en manquent pas (1). » Et M. de Schulz mentionne quelques projets élaborés en 1903 et 1904 par le Conseil des prud'hommes de Berlin, notamment sur le travail à domicile et sur le contrat collectif de travail. « Et, dit-il, les Conseils de prud'hommes sont beaucoup mieux qualifiés que des chambres autonomes pour rédiger ces propositions. L'expérience démontre qu'elles sont toutes pénétrées des enseignements tirés de l'activité judiciaire des Conseils de prud'hommes. C'est, en effet, à l'examen des difficultés que les membres du comité s'initient. Elles révèlent les lacunes et partant les besoins. Les conseillers prud'hommes voient les lois en action ; ils voient aussi les intérêts en conflit..... Le développement de ce comité permettrait une activité plus grande et en ferait un merveilleux organe (2). »

(1) Cf. *op. cit.*, p. 44 et sq.

(2) Cf. chapitre VII.

CHAPITRE V

DEVOIRS DES CHAMBRES DU TRAVAIL.

Nous ne comptons pas faire dans ce chapitre une nomenclature aride et sans intérêt des diverses attributions que sont susceptibles de recevoir les Chambres du travail. Ici encore, nous renverrons aux projets de loi qui donnent le détail de ces attributions (1). Mais après avoir précisé, dans l'Introduction à cette étude et dans les précédents chapitres le but, l'objet des Chambres du travail, nous voulons donner quelques explications sur deux points intéressants : le rôle des sections et la fonction de conciliation.

En dehors de la représentation générale de la classe ouvrière assurée par les chambres locales et départementales et par l'Office impérial du travail, il convient, avons-nous dit, de représenter les intérêts spéciaux des groupes professionnels d'ouvriers. Et c'est à cette fin qu'ont été imaginées les sections. C'est dans les sections seulement que peut se produire le contact entre patrons et ouvriers de la même industrie. Là seulement, ils pourront discuter utilement sur leurs intérêts réciproques, sur les questions positives de salaires, de temps

(1) Cf. 1^{re} partie et 2^e partie (projets et motions).

de travail et de réformes sociales. C'est dans la section que se fera, si elle doit se faire, sur la base de réformes concrètes, l'union, l'entente et la paix. C'est par les rapports noués dans les sections que pourront se dissiper peu à peu les préventions et les malentendus. C'est dans les sections que les ouvriers pourront être éclairés sur les conditions de l'industrie, et par suite, sur celles du travail, tandis que les patrons seront renseignés sur la situation matérielle et morale des ouvriers.

M. Harms observe : « Dans les sections, les ouvriers seront amenés, contraints même par la force des choses et de la logique, à préciser leurs revendications, à formuler leurs doléances, à dire ce qu'ils veulent . » Et il ajoute, à titre d'exemple : « Les ouvriers se placent aujourd'hui, dans la question des droits de douanes, au point de vue des consommateurs. Pourquoi ? Parce qu'il leur semble, à première vue et sans aller au fond des choses, que la question n'est pas même discutable. Le droit de douane augmente le prix des produits, donc le consommateur est lésé. Personne ne leur expose l'autre point de vue et ils ne connaissent la question que par les agitateurs politiques à dessein pessimistes et partiaux. Dans les sections des chambres du travail, les patrons pourront enseigner aux ouvriers la complexité des problèmes économiques et les difficultés de la concurrence (1). »

(1) Cf. Harms, *op. cit.*, p. 68.

Et M. Harms signale, à titre d'exemple encore, un autre rôle nécessaire des sections. « Les patrons font remarquer avec juste raison, que les réformes relatives à la durée du travail, au taux du salaire ne sauraient être accomplies dans une seule ou dans quelques fabriques, mais bien dans toutes simultanément, à cause de la concurrence qui oblige les patrons à produire dans les mêmes conditions, au meilleur marché. Il est donc indispensable de créer un tarif commun des salaires pour la même industrie. Grâce à la division en sections, les négociations pourront être engagées entre ouvriers et patrons de la même industrie pour chaque ressort de chambre du travail, et grâce à l'organisation de chambres départementales, on imagine très bien les sections correspondantes des chambres locales portant le résultat de leurs pourparlers aux chambres départementales. Il se créerait ainsi un tarif commun des salaires pour toute une région, pour tout un Etat, et même, grâce à l'Office impérial du travail, pour l'Empire (1). »

Il est à peine besoin de signaler que ce tarif commun des salaires (*Tarifgemeinschaft*) annonce le contrat collectif de travail (*Tarifvertrag*). Et il est curieux qu'aucun des instigateurs des Chambres du travail ne se soit attaché à montrer combien ces chambres seraient admirablement organisées pour servir au développement du contrat collectif. Les Chambres du travail mixtes,

(1) Cf. Harms, *op. cit.*, p. 91.

divisées en sections professionnelles et centralisées dans les Chambres départementales d'abord, puis dans l'Office impérial du travail ne pourraient manquer d'être, avant tout, créatrices de contrats collectifs. A quoi aboutiraient en effet les pourparlers et les négociations si ce n'est à un traité, à un contrat? Et, comme l'indique M. Harms dans les quelques lignes citées plus haut, les réformes touchant les salaires et la durée du travail ne pouvant être opérées isolément, ce sont toutes les industries d'une même région qui seraient entraînées aux mêmes concessions. C'est donc un contrat collectif ou des contrats collectifs qui sortiraient des Chambres du travail.

Le même auteur, M. Harms, partisan comme nous l'avons vu de l'organisation autonome de la représentation des intérêts du travail, donne sur la question de la conciliation quelques aperçus fort intéressants et que nous voulons rapporter.

L'opinion qu'il exprime en cette matière se rattache, il est bon de le rappeler, à la distinction fondamentale établie par lui entre les différends juridiques et les différends économiques (1).

« Si, dit-il, on se décidait à retirer aux Conseils de prud'hommes la fonction de conciliation dans les gros conflits économiques pour la transmettre aux Chambres du travail, ce sont les chambres locales qu'il faudrait

(1) Cf. chap. IV, p. 43 et Harms, *op. cit.*, p. 77-78.

en charger (1). » Et voici la procédure proposée par M. Harms : « Lorsque, dans une industrie, un conflit menace d'éclater, qui peut engendrer une grève ou un lock-out, il convient d'en informer la commission de la Chambre du travail (2) qui sera composée du président de la chambre comme président et de deux présidents de sections non intéressés au conflit. A ceux-ci seront adjoints deux membres de la chambre (un patron et un ouvrier) et enfin un membre choisi par les parties. Et s'il s'agit d'une grève ou d'un lock-out particulièrement importants, ces membres de la commission pourront, à l'unanimité, s'adjoindre d'autres représentants des parties (3). » Pour que cette proposition soit autre chose qu'un vœu platonique, il lui faut évidemment s'appuyer sur l'obligation légale de recourir à la conciliation. Aussi bien, M. Harms en reconnaît-il la nécessité ; il demande que ce principe de l'obligation soit adopté pour tous les cas où se trouvent en présence plus de dix personnes. Et comme toute obligation légale suppose une sanction, M. Harms demande que celle-ci se trouve sanctionnée. Il précise sa pensée dans un autre ouvrage (4) où il préconise en outre l'obligation de siéger, pour les Chambres du tra-

(1) Cf. Harms, *op. cit.*, p. 82.

(2) M. Harms fait remarquer ici que *bureau de conciliation* serait impropre à cause de la confusion qu'il déterminerait avec les Conseils de prud'hommes.

(3) Cf. Harms, *op. cit.*, p. 93.

(4) Cf. Harms, *Arbeitskammern und Kaufmannskammern*, p. 15-16.

vail. « Par obligation de siéger, dit-il, il faut entendre le devoir des membres de la chambre de participer réellement aux séances de cette chambre. Il s'est révélé à l'étranger que les parties sont enclines, et surtout celle qui se sent la plus forte, à désertier les séances quand une difficulté surgit. »

Et revenant à la première idée, M. Harms écrit : « Plus importante encore est l'obligation de négocier, dont la consécration légale signifierait que ni le patron ne peut prononcer un lock-out, ni les ouvriers déclarer une grève, avant qu'il ait été procédé à une tentative de conciliation devant une commission *ad hoc*... L'obligation de négocier paraît difficile à sanctionner, car les amendes semblent ici devoir être peu efficaces, mais si le législateur voulait reconnaître la capacité juridique des syndicats, il serait possible de décider qu'au cas où les ouvriers déclareraient la grève sans avoir préalablement recouru à la conciliation, la capacité juridique de leurs syndicats serait suspendue. Quant aux patrons, s'ils prononçaient le lock-out dans les mêmes conditions, la loi pourrait déclarer les ouvriers fondés à exiger le paiement de leurs salaires. »

CHAPITRE VI

Y A-T-IL LIEU D'ADMETTRE TOUS LES SALARIÉS DANS LES CHAMBRES DU TRAVAIL ?

En principe, il n'est pas discutable que la » représentation des intérêts du travail » suppose la représentation de tous les salariés, à quelque profession qu'ils appartiennent. Les socialistes l'entendent bien ainsi et tous leurs projets, du premier de 1877 au dernier très récent, embrassent la classe ouvrière dans son ensemble.

Mais à côté du principe absolu il y a l'opportunité. Les réformes sociales se font souvent au nom des principes, mais il est rare qu'elles soient engendrées par un principe. Une réforme est mûre quand elle est opportune, et non pas quand elle est reconnue juste. Il serait juste d'accorder à tous les salariés une représentation dans les Chambres du travail, mais cette réforme générale n'est pas encore mûre, semble-t-il.

C'est l'opinion d'un grand nombre d'hommes qui se sont occupés de la question.

Le projet Hitze (1) ne concerne que les ouvriers de l'industrie, et les projets et motions des partis modérés (2) ne visent également que ceux-ci. Le projet du

(1) Cf. 1^{re} partie, chap. VII.

(2) Cf. 2^e partie.

gouvernement contient la même restriction (1). La raison en est simple. Les ouvriers de l'industrie sont les plus nombreux et surtout les mieux organisés. Ce sont eux qui mènent ou qui déterminent le mouvement social. Ce sont les ouvriers de l'industrie qui ont créé par leur activité la nécessité de constituer à leur usage des Chambres du travail. Leur éducation est assez avancée pour qu'ils puissent tirer utilement parti d'un organe de représentation ouvrière.

M. Harms dit, à ce sujet, en 1904 : « Ce serait une erreur de créer des Chambres du travail dans tout l'Empire, suivant une division territoriale fixe et quasi-administrative. Il serait meilleur de les organiser d'abord suivant les régions industrielles. Construire dès maintenant des Chambres du travail pour l'agriculture me paraît très hasardé ! En tout cas, il ne saurait être question, alors que maints Etats de l'Empire ne connaissent point la liberté de coalition pour les ouvriers agricoles, de constituer une organisation uniforme des Chambres du travail... Il est douteux que les ouvriers agricoles possèdent aujourd'hui le degré de maturité et l'éducation nécessaires ! Construisons des Chambres du travail là où leur succès apparaît comme probable. En règle générale, il devrait être décidé que des Chambres du travail seront établies là où le besoin s'en fait sentir, et il revient non seulement aux pouvoirs publics, mais

(1) Cf. 3^e partie, chap. II.

aux intéressés (patrons et ouvriers) d'en faire connaître l'opportunité (1). »

Voici donc toute une catégorie d'ouvriers, ceux de l'agriculture, exclus momentanément de la représentation du travail. Mais entre ceux-ci et les ouvriers de l'industrie, il existe d'autres catégories, celle des employés en général, employés de commerce, clercs, domestiques, garçons de restaurants, etc. Devront-ils, ces salariés, être éliminés de la représentation ouvrière comme le sont les ouvriers agricoles et pour la même raison ?

Les projets cités plus haut ne leur font aucune place. Mais par contre leur cause est défendue par quelques publicistes. M. Harms écrit à leur sujet en 1906 (2) : « Depuis que la question des Chambres du travail a pris place au premier rang des questions de politique sociale, une autre catégorie de salariés a organisé une grosse agitation pour obtenir le bénéfice de cette institution. Les « employés » du commerce et de l'industrie dont les organisations ont fait de grands progrès, surtout dans les dernières années, protestent énergiquement contre leur exclusion des faveurs dispensées par la politique sociale aux seuls « ouvriers ». La question des Chambres du travail intéresse environ 2 millions de ces employés. Ce mouvement a pris aujourd'hui une extension telle qu'il n'est plus possible de l'ignorer. »

(1) Cf. Harms, *Deutsche Arbeitskammern*, p. 80.

(2) Cf. Harms, *Arbeitskammern und Kaufmannskam.*, p. 38.

Dans une petite brochure publiée par la « Société pour la réforme sociale » (1), M. Heinz Potthoff soutient aussi que les « employés », et non pas seulement les « ouvriers », doivent être admis dans les Chambres du travail. Il cite quelques paroles prononcées le 16 janvier 1901 au Reichstag par M. Hitze. « Tous les groupes économiques importants ont aujourd'hui leur représentation régulière et légale : l'agriculture, le commerce et l'industrie, les métiers ont leurs chambres », et il observe : « N'est-il pas remarquable qu'un homme aussi instruit des questions sociales puisse déclarer que tous les groupes économiques importants ont leur représentation légale, et demander qu'il en soit donné une aux ouvriers de l'industrie, sans même songer aux « employés » ».

M. Potthoff poursuit, « Les employés sont, eux aussi, des salariés. Ils dépendent, eux aussi, d'un patron et leur situation est aussi précaire..... Leurs gages s'élèvent de 60 à 200 marks par mois..... En vérité la situation des employés est plus mauvaise que celle des ouvriers (2). » M. Potthoff demande leur admission dans les Chambres du travail qui contiendront ainsi des patrons, des ouvriers et des employés, chaque groupe en nombre égal. Mais alors que devient le principe de la parité ? On aurait pu imaginer la fusion

(1) Cf. H. Potthoff, *Die Vertretung der Angestellten in Arbeitskammern*, p. 14-15.

(2) Cf. H. Potthoff, *op. cit.*, p. 21 à 23.

des ouvriers et des employés. Si on ne le fait pas, il va se trouver dans les chambres deux éléments de salariés contre un élément de patrons ! M. Potthoff s'oppose néanmoins à la fusion parce que les intérêts des « ouvriers » et des « employés » sont distincts. Rien de plus exact en effet, mais comment remédier à l'inconvénient que nous signalons ?

M. Paul Sohlich (1) propose un moyen qui est la représentation simultanée dans la même Chambre de quatre éléments distincts :

- 1° Les ouvriers de l'industrie ;
- 2° Les patrons de l'industrie ;
- 3° Les employés de commerce et autres ;
- 4° Les patrons de ceux-ci.

La parité est rétablie en effet, mais à quoi bon cette représentation distincte dans une même Chambre ?

Il nous semble infiniment plus logique d'adopter le système préconisé par M. Harms (2) qui déclare : « Je pense qu'une représentation mixte comprenant toutes les catégories de salariés, ouvriers et employés, serait une solution défectueuse de la question. Il serait plus expédient d'organiser une représentation distincte pour les ouvriers et pour les employés. »

Quelle sera l'organisation de ces Chambres du travail spéciales aux employés ? Ce sera la même que celle

(1) Cité par M. Harms. — Cf. « Arbeitskammern, etc. », p. 43.

(2) Cf. Harms, *op. cit.*, p. 45.

proposée pour les Chambres du travail affectées aux ouvriers de l'industrie.

Elles seront autonomes et formées en sections (1) suivant les groupes principaux d'employés (de commerce, de bureaux, d'hôtels, etc.).

Et pour rendre sa pensée sous une forme plus concise, M. Harms termine son ouvrage par l'énoncé de quelques règles fondamentales.

« Il sera créé dans l'Empire allemand, partout où il en sera besoin, des *chambres industrielles* du travail (Arbeitskammern) et des *chambres commerciales* du travail (Kaufmannskammern). »

« Les chambres industrielles du travail représentent les intérêts de toutes les catégories de patrons et d'ouvriers de l'industrie. Les chambres commerciales du travail représentent les intérêts de toutes les catégories de patrons et d'ouvriers du commerce. »

« Chaque chambre se compose d'autant de sections qu'il y a de groupes distincts. »

« Ces deux sortes de chambres ne seront pas organisées par annexion aux Conseils de prud'hommes, mais d'une manière autonome (2). »

(1) Cf. Harms, *op. cit.*, p. 49 et 50.

(2) A la question de la représentation, dans les Chambres du travail, des « employés » (Angestellte) se rattache celle de la représentation des « Techniker und Betriebsbeamte », c'est-à-dire des contremaîtres, surveillants et employés techniques. Il faut entendre, par ces derniers, des individus qui ne sont pas exactement des ingénieurs, mais des ouvriers d'un ordre supérieur, doués d'une ins-

CHAPITRE VII

DOCUMENTS.

Nous donnons, dans ce dernier chapitre qui clot la première partie de notre étude, trois documents qui nous paraissent offrir un réel intérêt. Ce ne sont pas des projets proprement dits et tels que ceux présentés au Reichstag, mais ce sont des sortes de rapports présentés en forme de projets. Le plan que nous avons adopté pour ce travail ne nous autorise pas, il est vrai, à les présenter ici, avant les projets parlementaires dont ils sont postérieurs en date, du moins pour la plupart ; mais puisqu'il conviendrait encore moins de les joindre à la seconde ou à la troisième partie de notre ouvrage, on nous pardonnera de les annexer à celle-ci, en raison de leur origine doctrinale.

truction professionnelle fort développée, quelque chose comme des ingénieurs de deuxième classe. Ils ont été exclus des Chambres du travail et les projets qui se sont occupés d'eux ont proposé leur représentation dans les chambres spéciales, et distinctes des Chambres du travail pour les ouvriers.

Le comité directeur de l'Association allemande des contremaîtres, et avec lui quelques auteurs, notamment M. Potthoff, ont protesté là contre et exprimé le vœu que les employés techniques et surveillants fussent représentés dans les Chambres du travail, au moins pour l'industrie (Cf. *Soziale Praxis*, n° du 14 janvier 1909).

1^o Projet de M. le professeur Hitze (1).

ART. 1^{er}. — Le rescrit impérial de février 1890 propose que « dans l'intérêt de la paix entre patrons et ouvriers, des mesures législatives soient prises qui assureraient aux ouvriers le moyen de participer, par l'intermédiaire de représentants investis de leur confiance, au règlement de leurs affaires communes, et qui les mettraient en mesure d'entrer en conférence avec leurs patrons et les organes du gouvernement pour présenter la défense de leurs intérêts. Une telle organisation permettrait aux ouvriers d'exprimer librement et en toute sécurité leurs vœux et leurs doléances et fournirait aux pouvoirs publics l'occasion d'entretenir avec les ouvriers des rapports directs et de s'enquérir à tout moment de leur condition. »

Cette représentation des ouvriers peut d'autant moins être refusée que, le commerce et l'industrie dans les Chambres du commerce, les métiers dans leurs chambres et l'agriculture dans les siennes, possèdent doré et déjà une représentation analogue.

ART. 2. — Si l'on veut aider, comme il est en effet désirable, à concilier les tendances et les désirs opposés des ouvriers et des patrons, il est important de réunir

(1) Le député du centre, M. Hitze, n'a pas présenté ce projet au Reichstag, mais à une assemblée générale de l'association « Arbeiterwohl », à Strasbourg, le 13 octobre 1898. — Cf. le périodique *Arbeiterwohl*, année 1898.

ceux-ci en une représentation commune pour qu'ils puissent délibérer ensemble et agir de concert.

ART. 3. — Les compagnons (1) de la petite industrie étant déjà représentés dans les comités corporatifs et dans les Chambres des métiers (2), les Chambres du travail seront réservées aux ouvriers de la grande industrie, c'est-à-dire aux fabriques comptant au minimum 20 ouvriers.

Néanmoins, si le travail à domicile se pratiquait sur une grande échelle dans une région déterminée, il pourrait être représenté dans la Chambre du travail.

Les employés de commerce ne pourraient être mieux représentés que dans les Chambres du commerce.

ART. 4. — Il sera créé des Chambres du travail locales dans les communes importantes et des Chambres de district (départementales) sur le modèle des chambres des métiers.

ART. 5. — Les Chambres du travail communales ont pour devoir :

A. — D'émettre des avis et propositions, soit sur la demande des pouvoirs publics, soit de leur propre mouvement.

I. — En ce qui concerne l'administration communale, ces avis peuvent avoir pour objet :

(1) C'est ainsi que nous croyons devoir traduire le mot allemand « Gesellen » en lui donnant le sens d'ouvrier appartenant à une corporation (Innung).

(2) Cf. Code industrie, titre VI.

Les moyens de transport (création, horaires, tarifs, durée du travail, mesures de protection, etc.).

L'établissement et l'organisation des caisses d'épargne (taux de l'intérêt, constitution et emploi du fonds de réserve, livrets d'épargne, etc.).

L'hygiène et le bien-être public (établissements de bains, bains populaires, places publiques et parcs).

Et particulièrement ce qui intéresse l'amélioration des logements ouvriers par la construction d'immeubles, etc.

La création de cours de perfectionnement, d'écoles ménagères, de collections industrielles et de musées, d'expositions, de cours du soir, de bibliothèques, etc.

Les devoirs de la commune en tant que patron ; admission et salaires des ouvriers et des fonctionnaires ; conditions d'adjudication des travaux municipaux (conditions imposées aux adjudicataires et relatives aux salaires, à la durée du travail, etc.).

L'établissement et la direction d'organes d'utilité générale (bureaux de placement, secours aux sans-travail, associations pour l'amélioration des habitations ouvrières).

L'application des articles 119 *a* et 105 *b* du Code industriel et les dispositions de l'assurance contre la maladie (règlements locaux pour le paiement des salaires, délais, paiement des mineurs, repos hebdomadaire, etc... extension de l'obligation à l'assurance contre la maladie par le moyen de règlements locaux, etc.

L'importance des devoirs sociaux qui incombent à l'administration communale rend désirable la constitution d'une commission sociale indépendante, à laquelle la Chambre du travail pourrait déléguer quelques-uns de ses membres.

II. — En ce qui concerne la police municipale et les autorités publiques inférieures, en tant qu'elles ont une mission sociale à remplir, les avis et propositions de la Chambre du travail pourront porter sur :

La dispense des mesures prescrites par les règlements de police rendus par application des articles 120 *a*-120 *c* du Code industriel et qui visent la protection de la santé physique et de la moralité dans les ateliers et usines (création de vestiaires et lavabos séparés pour l'un et l'autre sexe, de réfectoires et de préaux à l'usage des jeunes ouvriers pendant les heures de repos, etc.).

Les autorisations pour déroger aux règles de protection ouvrière telles que le repos hebdomadaire (art. 105 *f*) et la limitation du travail des femmes et des enfants (art. 138 *a*-139, etc.).

L'exécution des règlements pour l'inspection des maisons d'habitation.

III. — En ce qui concerne les groupements qui se proposent d'améliorer le sort des ouvriers (associations pour bureaux de placement, soins à domicile, éducation populaire, écoles ménagères, lutte contre l'abus des boissons alcooliques, etc.).

A ces associations aussi devraient être délégués des membres de la chambre locale du travail.

Les Chambres du travail ont en outre pour devoir :

B. — D'exposer et préciser la situation économique et sociale générale par des travaux de statistique, et par des enquêtes qui porteraient en particulier sur les points suivants :

Développement de l'industrie, condition des ouvriers, prix de la vie, taux et accroissement des salaires, etc...

Habitations : leur insuffisance, prix des loyers, effets et actions des lois fiscales, etc.

Conséquences, au point de vue sanitaire et moral de la durée du travail des enfants et des femmes, des rapports de famille, du travail des femmes mariées, de l'abus des boissons alcooliques, etc.

Effets et conséquences de la législation sociale sur les conditions de la vie, la santé, la vie de famille, le bien-être général ; lacunes, etc.

Événements économiques et sociaux importants : crises, progrès, grèves, lock-outs, etc.

C. — De rédiger des rapports périodiques sur les matières et les institutions ci-dessus mentionnées.

D. — D'adresser aux patrons et aux ouvriers les observations et représentations propres à faire régner entre eux la bonne harmonie, dans leur intérêt personnel et dans l'intérêt du progrès économique, social et moral.

ART. 6. — L'activité des chambres de district (départementales) s'exerce dans le même sens :

a) Avis et propositions.

b) Travaux de statistiques.

c) Rapports périodiques.

Avec seulement la différence que ces travaux s'adressent d'abord aux autorités du district, puis à celles des Etats particuliers, de l'Empire, et aux corps législatifs ; et qu'en outre, ils s'appuient sur les travaux des chambres communales.

ART. 7. — Il est nécessaire, si l'on veut que les Chambres du travail répondent complètement à leur destination, qu'elles puissent fournir des renseignements concrets et précis sur la condition de l'industrie et du travail, et il convient, par conséquent, de leur assurer un recrutement et une organisation nettement professionnels et de leur donner des sections pour les groupes industriels principaux.

ART. 8. — Les élections pour les Chambres du travail pourraient peut-être avoir lieu d'après les règles suivantes :

a) Il y aurait lieu de procéder tout d'abord, dans chaque ressort, à un classement des groupes principaux d'industries dont l'importance serait déterminée par le nombre des ouvriers y occupés ; et chacun de ces groupes aurait un nombre de représentants proportionné à son importance relative ;

b) Après que l'on aurait fixé combien chaque membre d'une section de la chambre communale représente d'ouvriers, les ouvriers des grands établissements qui comptent le nombre requis de travailleurs ou un mul-

multiple de ce nombre, éliraient directement leurs représentants, tout comme il est fait pour les membres du comité directeur des caisses de secours contre la maladie.

Dans les établissements qui ne compteraient point le nombre nécessaire d'ouvriers, il serait procédé de la même manière à l'élection de délégués, à raison de un délégué pour $1/20$ ou $1/10$ du nombre d'ouvriers exigé dans l'élection directe. Ces délégués seraient réunis par les autorités communales pour élire les représentants (membres de la chambre) attribués aux petits établissements.

Dans les usines où existent des comités ouvriers, ceux-ci enverront à la Chambre du travail leurs délégués nommés au suffrage universel, direct et secret.

Sont électeurs les ouvriers majeurs de 21 ans. Sont éligibles les ouvriers majeurs de 25 ans.

Les mineurs de 21 ans entrent pourtant en compte dans le calcul fait en vue de la répartition des représentants suivant les professions.

Les ouvrières sont électeurs mais non éligibles.

c) Les représentants des patrons peuvent être élus de la même manière, sauf pourtant cette différence que l'inégalité dans le droit de vote serait plus accentuée. Le chef d'un grand établissement industriel (comptant au moins le minimum d'ouvriers fixé) serait, de plein droit, membre de la Chambre communale, avec d'ailleurs une seule voix. Les chefs des petits établissements

éliraient leurs représentants avec droit de suffrage égal ou inégal et proportionné au nombre d'ouvriers qu'ils emploient.

d) Pour les Chambres de district (départementales) l'élection des membres aurait lieu, de même, par groupes d'industries principales, et les représentants à élire seraient répartis entre les Chambres communales. Les membres des Chambres communales éliraient alors, patrons et ouvriers par scrutins séparés, les membres de la chambre de district, soit par section, soit en commun, mais, en ce cas, suivant la répartition des candidats dans les groupes d'industries.

e) Pour éviter de trop nombreuses élections, il sera procédé à l'élection de suppléants en même temps qu'à celle des membres titulaires.

ART. 9. — Le président doit être neutre et doué d'énergie, de prudence et d'habileté ; il doit avoir la pleine intelligence de son rôle et remplir avec zèle sa mission de paix.

Les inspecteurs supérieurs des usines paraissent particulièrement qualifiés pour cette fonction. La nomination du président appartient aux gouvernements des Etats. Un secrétaire capable (et rémunéré) devra être adjoint au président.

Les délibérations des chambres sont publiques, en principe. Les frais seront supportés par l'Etat.

ART. 10. — Les sections peuvent délibérer isolément, sous la direction de leur président et avec l'autorisation

de la chambre, et prendre des décisions spéciales. Il peut, de même, être formé des comités permanents ou temporaires et pour un objet particulier.

ART. 11. — Des Chambres du travail communales devront être créées dans toutes les viles du district où l'industrie a pris un certain développement. Des chambres de district devront être créées à peu près dans chaque département.

ART. 12. — Les Chambres départementales seront reliées et centralisées dans un Office impérial du travail.

ART. 13. — La création de Chambres du travail aura pour effet :

a) D'orienter les ouvriers vers un but pratique et proche ;

b) De permettre aux patrons et aux ouvriers d'exprimer leurs réclamations et doléances respectives, ainsi que leurs vœux ;

c) De les préparer ainsi à s'estimer et à s'entendre ;

d) D'enseigner aux ouvriers qu'il faut compter avec les difficultés qui s'opposent à la réalisation de certaines réformes ;

e) De combattre l'action socialiste.

2° *Propositions élaborées par M. Harms et annexées au rapport présenté par lui à l'assemblée générale de la Société pour la réforme sociale en 1904* (1).

I. — Il n'existe pas d'objections fondamentales au développement de la représentation des intérêts économiques.

Les réformes sociales ne seront vraiment solides que lorsque les intéressés auront été associés à l'œuvre de protection sociale.

II. — Les organes qui assurent actuellement la représentation de certains intérêts économiques (chambres de commerce, d'agriculture, des métiers) ne sauraient être appelés à représenter comme il convient les intérêts spécifiques des ouvriers. Et c'est pourquoi, si l'Etat reconnaît le principe de la représentation des intérêts, il convient d'accorder, au nom de l'équité, aux ouvriers, citoyens égaux en droits à leurs patrons, une représentation spéciale de leurs intérêts propres (2).

III. — Il est particulièrement désirable que l'organe de cette représentation soit conçu de telle manière qu'il assure en même temps, et la représentation des intérêts spéciaux aux ouvriers, et celle des intérêts communs aux patrons et aux ouvriers tels qu'ils ressortent de leurs rapports réciproques. Il est donc expédient

(1) Cf. brochure n° 4 de la *Gesellschaft für soziale Reform*, 1904, p. 38.

(2) Cf. ch. II.

de créer, non pas des « Chambres des ouvriers » mais des « Chambres du travail » (1). Et cette double représentation des patrons (2) ne constitue pas une dérogation au principe de l'égalité des droits, car les chefs d'établissements industriels assument, vis-à-vis de l'industrie, des devoirs beaucoup plus étendus que ne le font les ouvriers, et partant, c'est à bon droit qu'ils occupent dans l'ordre économique une situation prédominante.

L'objection que les intérêts propres aux ouvriers ne trouveraient pas, dans ces chambres mixtes, une représentation suffisante est vaine, puisque le principe du vote séparé (3) permet aux ouvriers de veiller à la défense de leurs intérêts spéciaux.

IV. — Ce travail en commun des patrons et des ouvriers est éminemment possible. Il a pour objet de régler leurs rapports, notamment de créer des tarifs généraux de salaires et d'acheminer ainsi les deux parties à un accord par les moyens pacifiques. Ce résultat pourra être notablement facilité par l'organisation professionnelle des ouvriers et des patrons.

V. — L'annexion des Chambres du travail aux Conseils de prud'hommes (4) n'est pas désirable parce que

(1) Cf. chap. I, et aussi chap. III.

(2) L'auteur de ces propositions fait ici allusion à la représentation que les patrons trouvent déjà dans leurs Chambres de commerce.

(3) C'est-à-dire le vote par classe.

(4) Cf. chap. IV.

l'intérêt de la justice commande de séparer absolument les fonctions judiciaires des fonctions économique-politiques.

Et pour la même raison, il conviendrait de retirer aux Conseils de prud'hommes toutes leurs attributions extrajudiciaires (avis et conciliation) dans les conflits économiques pour qu'ils ne conservent, dans l'avenir, d'autre fonction que celle de statuer sur les difficultés juridiques (1).

Et pour éviter de nouvelles élections, il y aurait lieu d'insérer dans la loi sur les Conseils de prud'hommes une disposition nouvelle arrêtant que les assesseurs de ces conseils seront, de droit, membres de la Chambre du travail correspondant à leur ressort (2). Cette disposition ne diminuerait point l'indépendance des deux institutions.

VI. — En ce qui concerne l'organisation des Chambres du travail autonomes, les règles suivantes paraissent recommandables.

1° L'industrie seule sera représentée dans les Chambres du travail (3).

(1) Cf. sur cette distinction, chap. IV.

(2) La préoccupation de M. Harms est évidente. Il veut éviter les difficultés qu'entraîneraient les élections (cf. chap. VII). Mais il ne nous semble pas que cet expédient remédie à l'inconvénient redouté. D'abord le nombre des conseillers prud'hommes est inférieur au nombre de membres que comporte la Chambre du travail ; des élections complémentaires seraient donc indispensables. En second lieu les partisans de l'admission des femmes à la Chambre du travail ne sauraient accepter cette solution.

(3) Cf. chap. VI.

L'agriculture en est provisoirement exclue.

2° Dans toutes les régions industrielles, il sera créé des districts d'étendue moyenne, et une Chambre du travail sera établie dans chacun d'eux (1).

Chaque chambre comprend autant de sections qu'il existe de groupes similaires d'industries. La Chambre du travail est composée de l'ensemble des membres formant les sections ou de leurs délégués.

La section comprend cinq membres patrons et cinq membres ouvriers (2). Le nombre des membres de la Chambre du travail ne doit pas dépasser 40.

Le droit d'électorat et d'éligibilité appartient à tout patron et à tout ouvrier d'un établissement comptant plus de 10 salariés. En outre l'âge requis est de 25 ans pour l'électorat et de 30 ans pour l'éligibilité. Les femmes seront investies au moins du droit de vote, peut-être même du droit d'éligibilité.

L'élection aura lieu suivant les principes de la représentation proportionnelle. Les détails en seront réglés par une loi.

La présidence de chaque section est exercée pour une période de 6 mois, tour à tour par un patron et par un ouvrier. La présidence de la Chambre est assurée par un haut fonctionnaire de la commune où la chambre a son siège.

(1) Cf. chap. IV.

(2) Cf. chap. IV.

Ce fonctionnaire doit posséder une connaissance éprouvée des questions économiques et sociales.

3° Toutes les Chambres du travail d'un même Etat ressortiront à un « Office du travail ». Plusieurs Etats pourront même organiser un seul Office du travail qui leur sera commun. Présidents et membres de ces offices sont des fonctionnaires de l'Etat.

4° Cette organisation sera complétée et centralisée dans un « Office impérial du travail » qui relèvera du ministère de l'intérieur et dont les membres seront des fonctionnaires de l'Empire.

5° Les frais d'organisation seront supportés par l'Empire. Les locaux nécessaires seront mis à la disposition des Chambres du travail par les communes.

6° Il conviendrait de répartir les attributions comme suit.

a) Les sections sont le centre des négociations entre patrons et ouvriers ; elles doivent, en première ligne, élaborer les tarifs communs de salaires.

b) Les chambres sont, avant tout, l'organe destiné à émettre des avis. Elles seront consultées par les pouvoirs publics et spécialement par les municipalités. Elles auront ensuite à préparer les statistiques et elles pourront, éventuellement, centraliser le service des bureaux de placement.

Enfin, elles seront chargées de la conciliation dans les différends économiques.

c) Les attributions des Offices provinciaux se dédui-

sent de leur rôle d'autorités directrices. De même celles de l'office impérial.

En outre de ses devoirs administratifs, ce dernier est encore chargé de l'examen et de la préparation de tout ce qui concerne les projets de lois et de règlements. Enfin, il centralise le service des statistiques.

7° Pour assurer aux Chambres du travail un fonctionnement efficace, il est nécessaire de consacrer par un texte législatif les deux principes des séances obligatoires et de l'obligation des préliminaires de conciliation (1).

3° *Propositions annexées au rapport présenté par M. Schulz à la Société pour la réforme sociale en 1904* (2).

1° Il convient de créer des « Chambres du travail » et non point des « Chambres des ouvriers ».

2° Cette institution sera créée par voie d'annexion aux conseils de prud'hommes (3).

3° Les bureaux de conciliation resteront organisés dans les conseils de prud'hommes.

4° Les membres du conseil de prud'hommes, dont le comité devra former la chambre du travail, choisiront

(1) Nous savons (Cf. chap. V) ce qu'il faut entendre par cette double obligation.

(2) Le rapport de M. de Schulz, président du conseil de prud'hommes de Berlin, fut présenté à la même assemblée générale de la *Gesellschaft für Soziale Reform*, qui reçut le rapport de M. Harms. Ce rapport et ces propositions se trouvent dans la même brochure n° 4, de ladite société, année 1904, p. 56.

les membres complémentaires. La chambre du travail élaborera un règlement qui contiendra tous les détails intéressant ses attributions. Ce règlement devra recevoir l'approbation du conseil de prud'hommes. Une loi prescrira que toutes les associations patronales et ouvrières auront leurs représentants à la chambre du travail et que les présidents et secrétaires des associations ouvrières professionnelles y seront éligibles.

5° Il sera formé dans l'Office impérial du travail une section qui fonctionnera comme conseil de prud'hommes impérial et sera juridiction d'appel des conseils de prud'hommes et des commissions de conciliation corporatives.

DEUXIÈME PARTIE

LES CHAMBRES DU TRAVAIL AU REICHSTAG

CHAPITRE PREMIER

SESSION DE 1876-1877.

La question d'une représentation des intérêts des ouvriers de l'industrie a été proposée pour la première fois au Reichstag par un député du centre, le D^r Moufang, lors de la deuxième lecture du projet de loi sur les caisses de secours, le 8 février 1876 (1). C'est dans un discours où il déplorait que sept années après la promulgation du Code industriel, il y eût si peu de ré-

(1) Nous croyons devoir mentionner qu'une proposition analogue avait été faite en 1869 au Reichstag de l'Allemagne du Nord par le député national libéral Miquel, et dont l'objet paraît bien être celui des chambres du travail tel qu'on le conçoit aujourd'hui. Cette proposition faite en forme d'article additionnel au Code industriel se présentait sous la forme suivante : « Il est réservé aux lois des Etats de créer des chambres de l'industrie (Gewerbekammern) qui se composeront des représentants des ouvriers de l'industrie. Ces chambres auront mission de défendre les intérêts communs de ceux qu'elles représenteront ». Cette proposition n'eut pas de suite. Cf. Erzberger, *Die Industrie Kammern in Reichstag*, p. 1, note 1.

formes ouvrières accomplies, que M. Moufang propose, sans la préciser dans une motion, l'organisation de la « représentation des intérêts des ouvriers ».

« Qu'on les mette en mesure, dit-il, de discuter les intérêts positifs de leurs professions, et qu'on leur permette d'entrer en relations d'une manière quelconque avec les pouvoirs publics ou les autorités municipales. Aussi bien, n'existe-t-il pas des chambres du commerce, de l'agriculture et combien d'autres encore, de qui le ministre reçoit directement des informations relatives à leurs affaires et qu'il consulte dans les matières de leur compétence ? Il faudrait admettre cette même organisation pour les ouvriers et leur permettre de faire connaître leurs idées et leurs vœux.... »

Voilà l'idée première de la représentation des intérêts du travail : constituer des chambres qui représenteront la classe ouvrière devant les pouvoirs publics. Conception encore informe, voire même simple vœu. M. Moufang signale un besoin plutôt qu'il ne propose une réforme. Ce vœu ne fut d'ailleurs pas entendu. « Les conditions politiques d'alors, dit M. Erzberger, et la situation du centre ne le permettaient point (1). »

C'est le 19 mars 1877 que, pour la première fois, le Reichstag fut saisi d'une proposition véritable, celle du comte de Galen, aussi député du centre. Mais pour avoir formulé une proposition, le comte de Galen ne précisait

(1) Cf. Erzberger, p. 4.

pas davantage sa pensée. Il demandait seulement qu'il fût procédé à une enquête sur la situation des ouvriers et qu'un projet de loi fût ensuite élaboré, qui organiserait une représentation des intérêts du travail (1). « Cette proposition, rapporte M. Erzberger, fut dédaigneusement repoussée. »

Trois semaines plus tard, le 11 avril, le groupe socialiste parlementaire se présentait à son tour avec un projet d'organisation de la représentation du travail, signé d'ailleurs, en outre des socialistes, de trois députés du centre (2).

Ce projet se rapporte à la création d'un Office impérial d'hygiène, de conseils de prud'hommes et de chambres du travail. Conçu dans un but de protection ouvrière, il semble bien n'avoir par là qu'un seul objet, mais ses dispositions particulières en révèlent trois distinctes.

Nous n'avons rien à dire pour le moment des conseils de prud'hommes qui ont fait l'objet d'une loi spéciale portant la date du 27 juillet 1890, non plus que de l'Office impérial d'hygiène, encore qu'il y ait là un organe susceptible d'être rattaché aux chambres du travail. Mais la conception primitive des chambres du travail est plus étroite, et ce serait à la fois manquer à la vérité

(1) *Ibid.*, p. 5.

(2) Le droit constitutionnel allemand veut que tout projet émanant des membres du Reichstag soit revêtu de la signature de 15 députés au moins. Le parti socialiste ne comptant alors que 12 représentants eut à s'assurer l'appoint de trois députés du centre.

historique et compromettre l'intérêt de cette étude que de ne point s'attacher à montrer telle qu'elle s'est exprimée, la pensée des premiers instigateurs de l'institution. Or, ceux-ci proposaient la création simultanée mais distincte d'un office d'hygiène d'une part, de conseils de prud'hommes d'autre part, et en troisième lieu de chambres du travail dont ils fixaient l'objet en ces termes (1) :

« Les chambres du travail sont appelées à représenter les intérêts du travail et de l'industrie (2) ; elles présenteront périodiquement aux pouvoirs publics des mémoires qui seront rendus publics, et leur soumettront des propositions ; elles auront, en outre, à surveiller les établissements d'éducation professionnelle et les autres institutions concernant l'industrie.

« Leurs membres sont élus pour trois années, au suffrage universel direct et secret, au premier tour de scrutin, à la majorité relative.

« Sont électeurs, tous les chefs d'entreprises industrielles indépendantes, situées dans le district de la chambre du travail à

(1) Erzberger, p. 6.

(2) Il convient de signaler que les chambres du travail sont désignées, dans ce projet, non pas « Arbeitskammern », mais « Gewerbekammern », c'est-à-dire, littéralement, chambres de l'industrie. Chargées, aux termes du projet, de représenter les intérêts du « travail et de l'industrie », elles ne semblent guère répondre à la définition que nous en donnons dans le chapitre II. Mais notre définition est forcément générale et peut ne pas s'appliquer à tel projet particulier. Nous croyons bien d'ailleurs que les socialistes ne parlent ici que de l'industrie, parce que la situation des ouvriers de l'industrie les préoccupe spécialement. En tout cas les chambres qu'ils proposent de créer ne sauraient être tenues pour l'équivalent, dans l'industrie, des chambres du commerce, puisqu'elles comportent une représentation des ouvriers que nous ne trouvons pas dans celles-ci.

former, et tous les ouvriers et ouvrières occupés dans ces mêmes établissements.

« Les chambres du travail devront être composées pour moitié de patrons et pour moitié de salariés.

« Les membres des Chambres du travail recevront une indemnité journalière.

« Les frais seront supportés par l'Etat.

« Les détails relatifs au nombre des membres et à leur élection, à l'organisation, aux sessions et à la compétence territoriale des Chambres du travail seront fixés par une loi d'empire. »

L'institution des chambres du travail commence à prendre forme. Nous trouvons dans ce projet des indications plus précises et plus nombreuses.

D'abord, l'objet des chambres du travail est nettement indiqué ; leur moyen d'action est spécifié : c'est par voie de mémoires et propositions qu'elles exerceront leur activité. Plus encore, elles reçoivent une attribution nouvelle ; contrôle ou surveillance des cours professionnels. Dans quelle mesure et comment interviendront-elles ? On ne le dit pas, mais les projets suivants seront plus explicites. L'idée est née, elle se développera dans l'avenir.

Le système électoral est trop sommairement esquissé pour comporter une étude spéciale. Il est seulement intéressant de constater qu'il consacre le principe des chambres mixtes et celui du suffrage universel.

Le projet socialiste ne suscita pas une bien vive dis-

cussion. L'exposé des motifs présenté par MM. Fritzsche et Bebel est assez obscur et nullement instructif (1). D'ailleurs la proposition fut renvoyée à une commission parlementaire qui ne rédigea point de rapport.

(1) Cf. Ersberger, p. 7 à 10.

CHAPITRE II

SESSION DE 1883-1884.

La question ne fut jamais reprise au Reichstag pendant les sept années qui suivirent ce premier mouvement. Mais le 12 mars 1884, une motion fut déposée par les partis du centre et conservateur. Il est curieux de noter que dès l'origine, les partis les plus opposés rivalisent de zèle pour organiser cette représentation du travail.

Mais si leur effort est également énergique et persistant, nous verrons qu'il n'est point solidaire, et qu'au contraire leurs mobiles sont très différents et que leurs projets s'opposent. Alors que les socialistes visent à créer une « organisation générale de la classe ouvrière », députés du centre, nationaux-libéraux et conservateurs s'allient pour faire des Chambres du travail une institution très peu révolutionnaire.

Nous donnons ici le texte de cette motion due à la coopération du centre et des conservateurs.

« Le chancelier de l'Empire est invité à soumettre au Reichstag un projet de loi (1) ayant pour objet la création de chambres

(1) La pratique de ces motions est fréquente au Reichstag. La présentation d'un projet de loi exigeant la réunion de 15 signatures, il est devenu d'usage courant, pour remédier à la difficulté que crée

du travail (Gerverbekammern; dans les Etats de l'Empire où elles n'existent pas encore, et qui fonctionneront, pour chaque industrie, en collaboration avec les corporations. »

Motion singulièrement imprécise et peut-être à dessein équivoque ! Y est-il question de chambres du travail proprement dites, ou de chambres de l'industrie suivant la formule de M. Erzberger ? Sans doute les socialistes eux-mêmes ont employé, dans leur premier projet, l'expression ambiguë de « Gerverbekammern », mais ils ont pris soin de définir ce qu'ils entendaient par là. Ici, aucune indication complémentaire, et par contre, une observation qui ajoute à l'incertitude. Ces « Gerverbekammern » devront être créées dans les Etats de l'Empire « où elles n'existent pas encore ».

Qu'est-ce à dire ? Jamais aucune chambre du travail n'a été créée en Allemagne, surtout à cette époque. Aucune allusion n'y est faite, à aucun moment, au cours des discussions qui, dans l'intervalle de 30 années, se sont produites au Reichstag. Il y existe, nous le savons, des chambres du commerce, mais pas même des chambres de l'industrie dont aucun texte ne parle. S'agirait-il alors de chambres du commerce dans lesquelles l'industrie s'est fait représenter ? Ce serait bien alors des chambres de l'industrie que cette motion demanderait, et non des chambres du travail !

Le parti national libéral dépose, lui aussi, sa motion :

cette exigence, de demander au gouvernement qu'il veuille présenter lui-même un projet sur l'objet qu'on lui indique.

« Le chancelier de l'Empire est invité à soumettre au Reichstag un projet de loi ayant pour objet la création de chambres du travail (Gewerbekammern) pour chaque industrie (1). »

Même laconisme, avec en moins, la confusion que fait naître l'indication complémentaire des conservateurs et députés du centre.

Le parti socialiste dépose, dans la même session, une motion conçue en termes fort curieux. Il demande au Reichstag de :

« Faire à la motion des conservateurs et députés du centre, l'addition suivante : inviter *en outre* le chancelier de l'Empire à soumettre au Reichstag un projet ayant pour objet la création de chambres des ouvriers (Arbeiterkammern) pour chaque industrie, et formées au suffrage universel, direct et secret (2). »

Les socialistes font par cette motion, une spirituelle réponse à la motion conservatrice et libérale. Ils déclarent s'y associer en la complétant, mais en la complétant, ils la transforment. Nous voulons bien créer des chambres de l'industrie, disent-ils, mais nous voulons aussi créer des chambres du travail, et nous demandons que celles-ci soient constituées de telle sorte qu'elles puissent contrebalancer l'influence des premières.

Le 11 juin, ces différentes motions vinrent en discussion. Conservateurs et députés du centre, d'une part, socialistes d'autre part, développèrent leurs motions, et les commentaires sont moins obscurs.

(1) Cf. Erzberger, p. 11.

(2) Cf. Erzberger, p. 11.

M. de Kleist-Retzow, conservateur, ne dissimule pas sa pensée. Par « *Gewerbekammern* » il entend bien « *chambres de l'industrie* ». Et il dit textuellement (1) : « *Travailleurs ne sont pas les seuls ouvriers, mais aussi les patrons, les paysans, les propriétaires ; travailleurs sont aussi les industriels et les commerçants ; travailleurs sont les professeurs, les journalistes, etc...* Et alors, conclut-il, c'est une chambre « *pour tout le monde* » (2) qu'il faudrait créer, une chambre où régnerait la confusion et le désordre. »

Et l'orateur ajoute, à titre documentaire : « *La loi prussienne de 1849 consacrait déjà une institution analogue. Elle disposait que les ouvriers de la grande industrie seraient représentés dans des conseils d'usine. Si mes souvenirs ne me trompent pas, la loi ne reçut jamais d'application. Les grands industriels ne voulurent point s'y soumettre parce qu'ils trouvaient déjà leur représentation dans les chambres du commerce, et cela sans avoir à subir ce mélange avec leurs ouvriers* (3). »

Voilà donc qui est net. M. de Kleist-Retzow ne veut point entendre parler d'une représentation quelconque du travail. Il veut créer des chambres pour l'industrie, comme il en existe pour le commerce et d'où les ouvriers,

(1) Cf. Erzberger, p. 12.

(2) En français dans le texte.

(3) Cf. Erzberger, p. 12.

sont exclus comme de fait ils le sont dans lesdites chambres du commerce !

Faut-il s'étonner alors que les socialistes, revenant sur les dispositions qu'ils montraient en 1877, aient abandonné la conception des chambres mixtes pour préconiser en 1884 des chambres d'ouvriers ? N'est-ce pas pour réagir contre l'exclusivisme excessif de leurs adversaires politiques qu'ils manifestent eux-mêmes un exclusivisme inverse mais égal.

La réponse de M. Kayser, député socialiste, est instructive, à cet égard : « *Si vous créez des chambres* pour le commerce et l'industrie, je dirai que les chambres pour les ouvriers sont doublement nécessaires. Les ouvriers n'ont pas de ministre qui veille spécialement sur leurs intérêts, comme en ont un les agriculteurs, les commerçants et industriels... Les chambres du travail auraient pour mission de veiller au respect des mesures de protection ouvrière. Elles pourraient être consultées en matière législative sur les questions qui concernent les ouvriers... » (1).

On n'en peut douter, c'est une tactique de défense qu'ont suivie les socialistes. Ils ne proposent les chambres des ouvriers que parce qu'on leur refuse les chambres du travail. Et il est important de le noter, car nous allons voir les socialistes revenir bientôt à l'idée des chambres du travail, c'est-à-dire des chambres mixtes qu'ils avaient tout d'abord acceptée, et ce faisant, ils ne commettront pas une contradiction.

(1) Cf. Erzberger, p. 13.

CHAPITRE III

SESSION DE 1884-1885.

Dès 1885 le parti socialiste dépose un nouveau projet, très important. Il demande l'addition au Code industriel des articles suivants :

Projet de loi sur la création d'un Office impérial du travail, d'offices provinciaux du travail, de chambres du travail (mixtes) et de tribunaux d'arbitrage (1).

ART. 131. — L'Office impérial du travail est chargé de veiller à l'application des dispositions relatives au contrôle et à l'exécution des règles et mesures édictées pour la protection des ouvriers et des apprentis occupés dans les établissements de toute nature.

L'Office impérial du travail a son siège à Berlin. Son organisation sera précisée par le Conseil fédéral.

ART. 132. — Il sera créé, au-dessous de l'Office impérial du travail des offices (provinciaux) du travail. Ceux-ci devront être organisés (avant le 1^{er} juillet 1886) par une loi d'Empire, dans des districts qui ne compteront pas moins de 200.000 habitants et pas plus de 400.000.

ART. 133. — Chaque office du travail sera composé d'un conseiller du travail et du nombre nécessaire d'adjoints ; ses décisions et résolutions seront prises collectivement.

Le conseiller du travail sera choisi par l'Office impérial du travail entre deux candidats présentés par la chambre du travail (V. 134).

(1) Ce projet est communément désigné des noms de deux de ses auteurs, Grillenberger, Bebel.

Les adjoints au conseiller du travail seront élus par les chambres du travail, à raison de la moitié par les patrons et de la moitié par les ouvriers.

Dans les districts où dominent les entreprises qui occupent des femmes, celles-ci devront être aussi élues comme adjointes.

ART. 133 *a*. — Les membres de l'Office impérial du travail et les conseillers du travail ou leurs adjoints ont le droit d'inspecter en tout temps et à toute heure les lieux de travail, qu'il s'agisse d'entreprises de l'Etat, ou d'établissements municipaux ou privés. Ils sont, en outre, investis du pouvoir d'indiquer les mesures qu'ils jugent propres à garantir la santé ou la vie des ouvriers. Ces mêmes fonctionnaires jouissent également, dans l'exercice de cette surveillance, des pouvoirs des autorités de police locales.

Dans la mesure où ces fonctionnaires se trouvent dans les limites de leur fonction de surveillance, les chefs d'entreprises et leurs ouvriers doivent se prêter à l'accomplissement de leur tâche.

Tout chef d'entreprise ou son représentant peut porter ses réclamations à l'égard d'un acte ou d'une décision d'un fonctionnaire agissant isolément, devant l'office du travail dans le délai de trois jours ; et, s'il s'agit d'actes ou de décisions de l'office du travail la réclamation devra être adressée dans les trois jours, à l'Office impérial du travail.

Chaque office du travail devra inspecter les exploitations de son district, au moins une fois l'an. Les chefs d'entreprise devront se prêter à cette inspection, à toute heure du jour et même de la nuit dès que leurs ateliers sont en activité.

Hors le cas où il se révèle des infractions aux lois, ces fonctionnaires sont tenus au secret sur les conditions commerciales et industrielles des établissements qu'ils visitent.

ART. 133 *b*. — Les autorités de police locale doivent protéger l'office du travail dans l'exercice de ses fonctions et suivre ses indications.

ART. 133 *c*. — L'office du travail organisera dans son ressort des bureaux de placement gratuits et leur donnera une centralisation. Il est autorisé à créer des filiales (bureaux auxiliaires) dans les

lieux où elles lui paraîtront utiles, et, s'il n'existe, dans ces lieux, aucune association industrielle susceptible d'assurer le service des bureaux, la police locale en aura la charge.

ART. 133 *d.* — Chaque office du travail devra publier un rapport annuel sur son activité, et des exemplaires de ce rapport seront distribués gratuitement aux membres des chambres du travail, à l'Office impérial du travail et aux pouvoirs publics de chaque Etat de l'Empire. Ce rapport sera soumis à l'approbation de la chambre du travail avant sa publication.

L'Office impérial du travail devra grouper ces rapports détaillés en un rapport général qui sera déposé au Conseil fédéral et au Reichstag.

Ces différents rapports devront être mis à la disposition du public à prix coûtant.

ART. 134. — A partir du 1^{er} juillet 1886 fonctionnera dans chaque district d'office du travail, une chambre du travail qui aura pour objet la représentation des intérêts des patrons et de leurs ouvriers (1) et qui prêtera son appui à l'office du travail, dans l'accomplissement de sa tâche.

Cette chambre du travail se composera de 24 membres au moins et de 36 au plus, suivant le nombre d'établissements à représenter, et le nombre des membres, pour chaque district, sera fixé par l'Office impérial du travail.

Les membres de la chambre du travail sont élus au suffrage universel, direct et secret, à la majorité relative, pour moitié par les patrons majeurs et choisis parmi ceux-ci ; pour l'autre moitié par les ouvriers majeurs et choisis parmi eux.

Chaque classe élit ses propres représentants. La durée du mandat est fixée à deux années. Elle commence et se termine avec l'année civile.

Il sera procédé en même temps à l'élection des suppléants.

(1) Les intérêts des « patrons et des ouvriers ». Ceci montre bien que les socialistes eux-mêmes admettent la solidarité des intérêts patronaux et ouvriers.

Seront suppléants, les candidats réunissant le plus de voix après les élus. Au cas d'égalité de voix, le sort décidera.

La fixation du jour des élections, qui devra être un dimanche ou un jour férié, appartient à l'Office impérial du travail. Celui-ci établira aussi la procédure à suivre.

Les patrons et les ouvriers doivent être représentés, pour partie égale dans les bureaux de vote. L'heure du scrutin devra être choisie de telle sorte que les ouvriers travaillant la nuit puissent y venir.

ART. 135. — Les chambres du travail, en outre des attributions qui leur sont définies dans les articles 160 *a* (fixation de la journée du travail), 110 (application du règlement d'atelier), et 121 (constitution de tribunaux d'arbitrage), auront à aider par leurs conseils ou leur appui, les offices du travail dans toutes les affaires qui intéressent la vie économique de leur district.

Il leur appartient notamment de relever les conséquences et effets des contrats maritimes et commerciaux, d'examiner ce qui concerne les douanes, les impôts, les taxes, et aussi les taux des salaires, le coût de la vie, le prix des loyers, les conditions de la concurrence ; de s'intéresser aux établissements industriels et aux écoles professionnelles ; de s'occuper des collections et modèles d'échantillons, des questions d'habitation, et de celles qui intéressent la santé et la mortalité chez les populations ouvrières. Elles ont, en outre, qualité pour formuler des réclamations aux autorités compétentes sur les inconvénients relatifs à la vie industrielle ; pour présenter des avis sur les mesures et les projets de loi qui concerneraient la vie économique de leur district. Elles remplissent enfin l'office de juridiction d'appel des sentences rendues par les tribunaux d'arbitrage (V. 137).

ART. 135 *a*. — Les chambres du travail auront, en outre, à fixer un minimum de salaire pour tous les ouvriers. Les réclamations que suscitera cette question seront examinées par le Congrès des chambres du travail.

ART. 136. — La présidence de la chambre du travail appartient au conseiller du travail, et, en cas d'empêchement de celui-ci,

à l'un de ses adjoints. Hors les cas où la Chambre du travail siège comme juridiction d'appel des Tribunaux d'arbitrage, le président ne jouit point du droit de suffrage. Toute proposition sur laquelle se produira un partage des voix sera rejetée.

Le président doit convoquer les membres de la chambre au moins une fois par mois, et lui proposer un ordre du jour ; il doit faire de même sur la demande d'au moins 1/3 des membres. Les chambres du travail sont maîtresses de leur règlement. Leurs séances sont publiques.

ART. 137. — Dans un but de conciliation, les difficultés survenant entre patrons et ouvriers seront tranchées, sauf appel, par un tribunal arbitral constitué par chaque chambre du travail dans son sein et composé de deux patrons et de deux ouvriers. La chambre du travail déterminera la procédure à suivre devant ce tribunal, et elle pourra distribuer entre plusieurs lieux de son district, le siège de ce tribunal.

Le tribunal d'arbitrage sera présidé par le conseiller du travail ou l'un de ses adjoints. La chambre du travail arrêtera le règlement du tribunal. Ses séances seront publiques.

ART. 138. — Les membres des chambres du travail et des tribunaux d'arbitrage recevront une indemnité de déplacement et de séjour.

ART. 139. — L'Office impérial du travail aura le devoir d'appeler chaque année à une réunion générale les représentants de toutes les chambres du travail pour délibérer en commun sur les intérêts économiques généraux.

Chaque chambre du travail déléguera un représentant patron et un représentant ouvrier à cette réunion générale. L'élection de ces délégués se fera séparément dans chaque groupe.

Des membres de l'Office impérial du travail dirigeront cette délibération commune. Ils n'auront point droit de suffrage. Cette assemblée fixera elle-même son règlement et l'ordre du jour des séances qui seront publiques.

ART. 140. — Les membres de ce Congrès des chambres du travail recevront une indemnité de déplacement et de séjour.

ART. 141. — Les frais d'organisation des services créés par les articles 131 à 140 seront supportés par l'Etat ; ils figureront dans le budget de l'Empire.

ART. 142. — Les travaux préparatoires nécessités par l'établissement des offices du travail, et aussi par l'organisation et la direction des premières élections aux chambres du travail seront effectués par le conseil fédéral.

Les socialistes ont fourni là un plan complet, détaillé, précis. Leur projet marque un grand pas en avant vers l'organisation des chambres du travail. On avait jusqu'alors émis des vœux, manifesté des tendances ; le projet socialiste de 1885 contient, lui, une description minutieuse de l'organe à créer.

C'est un document qui pouvait servir de base à une discussion sérieuse. Elle n'eut pas lieu. M. Hartmann, conservateur, dénonça ce projet comme une tentative dangereuse d'organisation « puissante et souveraine du travail » (1).

L'un des signataires, M. Bebel, s'empessa de reconnaître que son parti ne voulait pas autre chose (2). Il déclara : « Si nous étions en situation d'obtenir cette organisation, nous abandonnerions volontiers temporairement toutes les autres réformes de notre programme..... Nous voulons qu'enfin il existe dans tout l'Empire allemand une organisation complète, unifiée, homogène, pour la surveillance de tout le travail. Voilà en quelques mots le but avoué de notre projet.

(1) Cf. Erzberger, p. 18 à 20.

(2) Cf. Erzberger, p. 19.

Il est peut-être à regretter que les auteurs du projet n'aient point eu souci de rassurer leurs adversaires et se soient contentés d'affirmer énergiquement leur intention.

Les conservateurs s'effrayaient peut-être à tort de voir créer une organisation générale du travail, et les socialistes n'auraient pas eu de peine, semble-t-il, à démontrer qu'une telle organisation ne recélait pas un danger révolutionnaire.

Que demandent-ils ? Des chambres mixtes, ce qui implique une volonté de coopération pacifique des ouvriers et des patrons. Et ils placent à côté des chambres du travail, organe de libre représentation, des offices du travail, organes administratifs !

N'est-il pas alors excessif de suspecter leurs intentions ?

Et quel objet donnent-ils aux chambres du travail ? La lecture de l'article 135 de leur projet le révèle pleinement. Ils font des chambres du travail une institution de surveillance et de protection. Assurer l'application des lois et règlements, exprimer les vœux de la classe ouvrière, rédiger des propositions et des avis, former des tribunaux mixtes qui tranchent les difficultés survenant entre patrons et ouvriers. C'est là, en somme tout l'objet des chambres du travail.

Telle attribution particulière pouvait inquiéter les partis modérés, notamment celle contenue en l'article 135 : la fixation du minimum de salaire.

Mais l'esprit général du projet ne nous paraît nullement révolutionnaire ni par conséquent de nature à justifier les appréhensions qu'il fit naître.

Toujours est-il que, renvoyé sans être plus longuement discuté, à une commission spéciale, il ne revint pas, en cette session, devant l'assemblée.

CHAPITRE IV

SESSION DE 1885-1886.

Les socialistes ne se découragèrent pourtant pas, et au mois de novembre de la même année, ils produisirent à nouveau leur précédent projet, sauf quelques modifications. C'est ainsi que le droit de vote des femmes devenait facultatif. Le projet ne disait plus que les femmes voteraient ou seraient élues dans les districts où dominent les établissements qui occupent des femmes, mais que dans ces mêmes districts, elles *pourraient* voter ou être élues. On se demande ce que signifie cette modification imprécise et qui décidera entre ces deux possibilités.

Mais une autre disposition nouvelle est à signaler. L'article 135 *a*, aux termes duquel « les chambres du travail auront à fixer le minimum de salaires de tous les ouvriers », prend une forme nouvelle qui diminue singulièrement son importance. Il devient moins impératif et dispose que « les chambres du travail auront à fixer le minimum de salaire des ouvriers de leur ressort, *sur la demande des intéressés* ».

Il faudrait dire sans doute ce qu'on entend par les intéressés ». Ce pourraient être les ouvriers seulement,

et dans ce cas l'amendement n'a aucun effet, mais si « les intéressés » sont les patrons et les ouvriers, comme il est probable, l'intervention de la chambre du travail ne se pouvant produire qu'après entente des deux parties, son rôle ne saurait plus inquiéter personne. Il se réduirait à une négociation entre patrons et ouvriers.

Le projet ainsi modifié fut déposé en même temps que d'autres qui émanaient des partis du centre et conservateur et dont l'objet était le repos dominical, la fixation de la journée du travail, le travail des femmes et des enfants.

« L'intérêt primordial de ces questions, dit M. Erzberger (1), relégua au second plan la représentation des intérêts du travail. »

Cependant quelques députés s'occupèrent incidemment des chambres du travail et des critiques furent adressées au projet socialiste.

M. Lohren, conservateur, déclara le projet Auer « absolument inacceptable » (2). « Il ne s'agit de rien moins, dit-il, que de l'organisation d'un Etat ouvrier. Les socialistes prétendent diviser l'Empire allemand en districts de 200.000 à 400.000 habitants, dirigés par un office et une chambre du travail. A quoi tend une pareille proposition ? M. Bebel nous l'a fait connaître clairement. Il nous a dit le 11 mars dernier : mes amis et moi reconnaissons volontiers que l'idée dominante de notre

(1) Cf. Erzberger, p. 20.

(2) *Ibid.*, p. 21.

projet, c'est l'organisation du travail. Avec cette organisation nous serions en mesure de réaliser le reste de notre programme par les moyens législatifs ».

Organisation du travail et non plus représentation des intérêts du travail. Voilà le but et voilà le danger, dit-on ! Et les socialistes ne le contestent pas.

Un autre député socialiste, M. Pfannkuch, va même plus loin. Il proclame que le projet de son parti permettrait, s'il était adopté, d'atteindre le but communiste, par la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires (1).

Que valent ces déclarations de principe et quel mobile les inspire ? Il ne nous appartient pas de le rechercher, mais il nous sera bien permis de constater la contradiction du langage et du texte proposé. Il nous sera bien permis d'observer que les patrons sont associés à l'œuvre d'organisation du travail et qu'alors le communisme ne s'établira pas sans leur consentement.

M. Lohren, qui dénonce la menace socialiste, entend néanmoins accorder aux ouvriers une juste protection de leurs intérêts. « Mais, dit-il (2), ce n'est point dans les ouvrages de Louis Blanc ni de Karl Marx que nous puiserons, mais bien dans la vieille législation prussienne, dans ses anciennes institutions et ordonnances. Nous chercherons, notamment dans les lois sur les

(1) Cf. Erzberger, p. 22.

(2) *Ibid.*

corporations (1) pour la petite industrie, et dans les lois minières, pour la grande industrie. »

La divergence de vues se marque ici fort nettement. Les conservateurs et modérés accorderaient volontiers une représentation partielle, fragmentaire en quelque sorte, aux intérêts du travail. Les socialistes veulent beaucoup plus ; ils veulent une représentation générale de la classe ouvrière ; ils veulent une « organisation unifiée, homogène », suivant l'expression de M. Bebel.

Les uns font une concession, qu'ils jugent nécessaire et partant opportune, aux revendications ouvrières ; les autres travaillent à l'établissement du « régime constitutionnel de l'industrie ».

D'autres députés firent connaître leur sentiment sur la question.

M. Hitze, député du centre, s'éleva contre cette opinion que la fixation d'un minimum de salaire est une conception d'essence socialiste et il en donna pour preuve qu'elle est adoptée, dans bien des cas, dans l'industrie (2). Mais il combattit néanmoins le projet de création des chambres du travail (3). « A quoi bon,

(1) Cf. Erzberger, p. 22.

(2) *Ibid.*, p. 23.

(3) Il nous faut signaler que M. Hitze n'est pas resté longtemps hostile aux chambres du travail, et qu'il devint au contraire l'un de leurs plus zélés instigateurs. L'opinion qu'il exprime en cette session de 1885-1886 prouve déjà que s'il est hostile à la création de ces organes nouveaux, il ne l'est point à l'idée de la représentation des intérêts, tout au contraire, et nous le verrons bientôt défendre chaleureusement cette idée sans jamais préférer exclusivement un mode particulier de représentation.

dit-il en substance, nous hâter de créer une institution nouvelle pour une fonction qu'assurent déjà les *Berufsgenossenschaften* (1) et les corporations ? Ne veillent-elles pas, respectivement, sur les intérêts des apprentis, sur la santé et la vie des ouvriers ? Pourquoi n'étendrions-nous pas purement et simplement les attributions de ces organes dores et déjà existants et éprouvés ? Ils pourraient être chargés de fixer le minimum de salaire et la durée légale du travail, d'organiser les bureaux de placement. Ils seraient les meilleurs organes pour la rédaction des rapports et avis, et pour effectuer des travaux de statistique, comme, de fait, ils le font déjà. Laissons aux associations professionnelles le temps de s'organiser, de s'affermir, et plus tard nous élargirons leurs attributions. »

Un autre député, M. Baumbach, libéral, fait la critique du minimum de salaire (2). « Le minimum de salaire implique nécessairement le régime socialiste. Il est, sans doute, possible de contraindre les patrons à payer un salaire minimum, mais comment les contraindre à faire travailler ? C'est là une disposition logique pour les socialistes qui ne connaissent qu'un patron, l'Etat, mais dans la société économique actuelle, c'est un non-sens, une impossibilité.

(1) Les *Berufsgenossenschaften* sont les organes de représentation des assurances ouvrières contre les accidents. Ils sont investis de la personnalité juridique (Elster, *Dictionnaire de science sociale*).

(2) Cf. Erzberger, p. 24.

L'un des auteurs du projet, le député socialiste Auer, répond aux critiques, particulièrement à celles de M. Lohren, qu'il taxe d'exagération ; et il s'efforce de calmer les craintes suscitées chez ses adversaires par les inquiétantes déclarations de principe, de MM. Bebel et Pfannkuck. Comment redouter, fait-il remarquer, que la révolution et le communisme sortent des chambres du travail, où, côte à côte, en nombre égal, travailleront et combattront pour leurs intérêts, ouvriers et patrons ? Le désordre commencerait-il, là où finit l'omnipotence patronale ? Les ouvriers sont-ils si intraitables, si déraisonnables ? N'ont-ils pas, au contraire, donné maintes preuves de leur esprit d'ordre, d'organisation et d'équité, notamment dans les tribunaux industriels d'arbitrage ? Le plus sûr moyen d'enrayer les tendances révolutionnaires, c'est de diminuer les causes d'excitation, c'est de faire une plus large place aux droits naturels de la classe ouvrière.

Du minimum de salaire, M. Auer dit ce qu'en disait M. Hitze, membre du centre, et dont il invoque le témoignage non suspect. Il ajoute qu'un minimum de salaire fixé d'accord, après discussion des deux parties, ne saurait être tenu pour une mesure arbitraire et révolutionnaire. Il aurait l'excellent effet de supprimer la concurrence immorale (*Schmutz-Konkurrenz*).

Au surplus, la représentation du travail procède d'un principe fondamental : la classe ouvrière a droit à

sa représentation dans l'Etat, tout comme une autre classe (1).

Tous les projets, ceux du centre sur le repos hebdomadaire, sur le travail des femmes et des enfants, celui des socialistes sur les chambres du travail, furent renvoyés à une commission. Les avis s'y opposèrent, mais en fin de compte, l'opinion de la majorité fut défavorable aux chambres du travail. Entre autres raisons déclarées, on fit observer que le but proposé ne pourrait être atteint, car il faudrait aux représentants ouvriers, pour accomplir leur tâche, une foule de connaissances qu'ils ne possèdent point. Cette raison ou ce prétexte fut ajouté aux autres considérations énoncées en séance publique et le projet fut écarté. La commission vota la la motion suivante :

Le Reichstag décide :

I. De rejeter les dispositions contenues aux articles 131 à 142 du projet Auer et collègues ;

II. De ratifier les résolutions suivantes que lui propose sa commission (2).

Ces deux résolutions tendent à obtenir :

1° L'augmentation du nombre des fonctionnaires préposés à la surveillance des établissements industriels (art. 139 *b* du Code industriel) comme complément de garantie pour les ouvriers ;

2° Un projet de loi établissant des conseils de prud'hommes obligatoires, et disposant que les assesseurs seront des représentants patronaux et ouvriers élus par scrutins séparés, au suffrage universel, direct et secret.

(1) Cf. Erzberger, p. 28.

(2) Cf. Erzberger, p. 33.

C'est donc un nouvel et total échec pour les chambres du travail. Le principe de la représentation générale des intérêts du travail ne réussit pas à triompher des scrupules des modérés.

Les 15, 17 et 24 mars 1886, la motion revint en deuxième lecture et de nouveau la discussion s'engagea. Il nous faut rapporter une critique nouvelle formulée par M. de Hertling (1). Dans le projet, dit-il, il est question de professions de toute nature, et les chambres du travail seront donc appelées à représenter les ouvriers et employés de toutes ces professions. Ouvriers industriels, ouvriers agricoles, employés de commerce, etc... tous les salariés, sans aucune distinction, seront électeurs aux chambres du travail, et celles-ci représenteront leurs intérêts, mais quels intérêts ? Il y a là des intérêts bien différents ! Les ouvriers, les employés, les domestiques n'ont pas des intérêts identiques à défendre !

Et M. de Hertling conclut au rejet de cette conception, informe et irréalisable ! Il n'y trouve pas, dit-il, les éléments d'une organisation, « si ce n'est d'une organisation *politique*, de désordre et de révolution, etc... ».

Il faut reconnaître, en se plaçant, bien entendu, au point de vue purement économique et pratique, que cette remarque de M. de Hertling ne manque pas de justesse. Tout au plus, peut-on dire que la conclusion dépasse les prémisses. Le reproche touche le projet so-

(1) Cf. Erzberger, p. 35-36.

cialiste, il ne devrait pas toucher le principe de la représentation des intérêts.

Le projet socialiste est imparfait, et tel quel, nous semble inacceptable. On ne voit pas bien les chambres du travail fonctionnant dans un ressort ou district où sont exercées les industries, les professions les plus variées ; recevant dans leur sein les éléments les plus divers, les plus hétérogènes, et ayant mission de délibérer sur les intérêts du mineur, du laboureur, du commis, du domestique.

Et l'on comprend l'appréhension des modérés, ou tout au moins leur suspicion. Ce projet socialiste peut paraître inspiré par l'idée dominante de fournir à la classe ouvrière collective, opposée à la classe patronale, une organisation politique de combat. Nous avons fait observer que, par ailleurs, notamment par le caractère mixte des chambres du travail et par la création d'offices du travail, le projet se présentait comme une réforme économique et pacifique. Mais nous avons aussi noté que certaines déclarations socialistes contredisaient l'esprit du texte, et donnaient aliment aux craintes déjà trop promptes à naître dans les partis conservateurs.

A ces déclarations menaçantes s'ajoute évidemment, pour les confirmer, le caractère de représentation générale et collective du projet que M. de Hertling incrimine.

Nous avons vu, dans la partie doctrinale de cette étude, quel moyen les socialistes auraient eu de rendre

leur projet plus pratique et plus réalisable, en même temps que plus acceptable pour leurs adversaires politiques. Ils auraient pu organiser des sections spéciales dans chaque chambre. Mais il n'en fut pas alors question, et, comme nous l'avons dit, le projet fut rejeté par la commission, puis par le Reichstag (1).

(1) Cf. Erzberger, p. 37.

CHAPITRE V

SESSION DE 1890-1892.

Quatre années plus tard, le même projet socialiste réapparaît avec, il est vrai, une modification nouvelle : il n'y est plus question de la fixation du minimum de salaire.

Mais il ne vint pas en discussion.

La question de la représentation des intérêts du travail entre dans une nouvelle phase avec le rescrit impérial du 4 février 1890. Nous donnons le texte de ce document qui va inspirer, dans la suite, la plupart des motions et projets nouveaux.

« Pour assurer la paix entre patrons et ouvriers, il conviendra de prendre des dispositions législatives qui fixeront le mode suivant lequel les ouvriers pourront, par l'intermédiaire de représentants investis de leur confiance, participer au règlement de leurs affaires communes et être mis en situation de défendre leurs intérêts au moyen de conférences avec leurs employeurs et les différents organes de mon gouvernement.

« Les ouvriers pourront ainsi exprimer librement et en toute sécurité leurs vœux et leurs doléances ; et, d'autre part, les pouvoirs publics pourront par là même, demeurer en contact avec les travailleurs et s'enquérir à tout moment de leur condition. »

Ce rescrit est la définition, développée, des chambres du travail. Il fixe leur caractère essentiel, il consacre

leur principe fondamental, celui de la « représentation des intérêts des ouvriers ». Est c'est en cela qu'il est du plus haut intérêt.

La même année (1890) le Conseil fédéral saisissait le Reichstag d'un projet de loi sur les conseils de prud'hommes, projet qui touche à notre sujet par une série d'articles sur la capacité des conseils de prud'hommes comme organes de conciliation. Nous rapportons ces articles, et parce qu'ils attribuent à une autre institution une fonction réservée aux chambres du travail par leurs instigateurs, et parce qu'ils sont devenus, sauf quelques modifications, la loi actuellement en vigueur (1).

ART. 55. — Au cas de difficultés surgissant entre patrons et ouvriers à propos de la détermination des conditions du travail, le conseil de prud'hommes peut être appelé à fonctionner comme bureau de conciliation.

ART. 56. — Il remplira cette fonction quand les deux parties en feront la demande et que patrons et ouvriers (les premiers au nombre de trois au moins) désigneront des représentants pour assister aux débats devant le bureau de conciliation.

Ne pourront être choisis comme représentants que les individus âgés de vingt-cinq ans révolus, ayant l'exercice de leurs droits civiques et non pourvus d'un conseil judiciaire.

Néanmoins, s'il est impossible de réunir un nombre suffisant d'ouvriers de 25 ans, de plus jeunes pourront être admis (alinéa inséré par le Reichstag).

En principe, le nombre des représentants ne doit pas être supérieur à trois pour chaque partie. Mais le bureau de conciliation

(1) Cf. Erzberger, p. 40-41.

a la faculté d'en admettre un plus grand nombre. Il a, en outre, tous pouvoirs, pour juger si lesdits représentants offrent les qualités requises.

ART. 57. — Le conseil des prud'hommes siégeant comme bureau de conciliation doit être complété par quatre assesseurs pris en nombre égal parmi les ouvriers et les patrons. Les assesseurs sont appelés par le président si aucun règlement n'en décide autrement.

Le bureau de conciliation peut être formé d'hommes de confiance choisis, en nombre égal, par les patrons et les ouvriers. Ceci même sera obligatoire quand les représentants des deux parties le proposeront et désigneront les hommes de confiance.

Les assesseurs et hommes de confiance ne devront pas être parents des parties. S'il ne se trouvait pas un nombre suffisant de patrons et d'ouvriers désintéressés dans le litige, il serait pourvu à leur remplacement par des hommes de confiance choisis par les représentants des patrons et des ouvriers.

ART. 58. — Le bureau de conciliation devra, en vue du jugement, fixer le point litigieux et les circonstances de la cause avec l'aide des représentants des deux parties. Il est autorisé, pour éclairer les circonstances de la cause, à convoquer et entendre toute personne utile.

Chaque assesseur et homme de confiance a le droit de poser des questions aux représentants des parties et aux témoins, par l'intermédiaire du président.

ART. 59. — Après avoir obtenu les éclaircissements utiles, les parties seront entendues sur convocation à une entrevue commune et invitées à s'expliquer sur les prétentions de l'adversaire et sur les déclarations des témoins. Après quoi, il sera procédé à une tentative de conciliation entre les deux parties.

ART. 60. — S'il intervient un compromis, il en sera dressé procès-verbal, et une copie de celui-ci, signée par les membres du bureau et les représentants des parties, sera publiée.

ART. 61. — Si l'accord ne s'établit point, le bureau de conciliation rendra une sentence qui devra englober tous les points de la contestation.

Le vote de cette sentence aura lieu à la majorité relative. S'il arrivait que les voix se répartissent de telle sorte que toutes celles des assesseurs ouvriers fussent favorables aux ouvriers, et toutes celles des assesseurs patrons fussent favorables aux patrons, le président pourrait se récuser et déclarer que le bureau ne s'est pas prononcé.

ART. 62. — S'il se prononce et rend une sentence, celle-ci sera notifiée aux parties que l'on invitera à faire connaître, dans un délai déterminé, si elles entendent repousser la solution proposée.

Le défaut de réponse dans le délai sera interprété comme un acquiescement à la sentence.

A l'expiration du délai il sera procédé par le bureau de conciliation, à la publication de la sentence intervenue et à l'exposé des faits d'après les déclarations des parties. Le tout sera revêtu de la signature des membres du bureau.

ART. 63. — S'il n'y a eu ni accord, ni sentence, le président fera publier un procès-verbal de carence.

Voici donc le conseil de prud'hommes investi d'une fonction proposée pour les chambres du travail. Nous n'avons pas à faire ici les observations déjà exposées dans la doctrine. La fonction de conciliation appartient aux conseils de prud'hommes comme elle appartient aux justices de paix dans l'ordre civil. Serait-il meilleur que cette fonction fût assurée par les chambres du travail ? Nous avons vu quelles raisons peuvent être invoquées pour et contre ces opinions. Peut-être l'autorité des chambres du travail ferait-elle plus pour l'entente que l'autorité des conseils de prud'hommes. Il y aurait plus loin de la chambre du travail au conseil de prud'hommes que de la salle des conciliations à la salle d'audience, dans les mêmes conseils. Mais ce sont là de

pures hypothèses. Il est difficile de prévoir ce que donnerait une institution qui n'a jamais encore fonctionné.

La commission chargée d'examiner ce projet alla plus loin encore, et ajouta une nouvelle section ayant pour rubrique : « Rédaction de rapports par le conseil de prud'hommes (1).

Cette section fut votée et incorporée à la loi, puis insérée dans le Code industriel, sous la rubrique modifiée « Rapports et propositions des conseils de prud'hommes (2).

Nouvelle attribution donnée aux conseils de prud'hommes et que les chambres du travail paraissent plus qualifiées pour recevoir. Sur ce point encore nous avons présenté, en leur temps, les observations convenables, Disons seulement qu'il fut observé au Reichstag que la même compétence avait été inutilement conférée aux conseils de prud'hommes rhénans (3).

(1) Cf. Erzberger, p. 42.

(2) *Ibid.*, p. 42.

(3) *Ibid.*, p. 43.

CHAPITRE VI

SESSIONS (1893-1894, 1894-1895).

Le 16 novembre 1893 (1), le parti du centre reprend la question des chambres du travail et dépose cette motion signée notamment de M. Hitze :

« Le Reichstag invite les gouvernements des différents Etats de l'Empire à lui soumettre sans retard un projet de loi donnant aux ouvriers, conformément au rescrit impérial du 5 février 1890, une organisation régulière qui leur permette d'exprimer librement et en toute sécurité leurs vœux et leurs doléances et qui soit pour les pouvoirs publics un moyen de s'informer à tout moment de la condition des ouvriers, et d'entretenir avec eux des relations continues. »

Manifestation vaine, cette motion ne vint pas en discussion.

Aussi, dès le début de la session suivante, le 5 décembre 1894, la motion fut reprise, et, pour qu'elle ne demeurât pas sans réponse, comme la première fois, les députés Hitze et Lieber déposèrent, en outre, le 31 janvier 1895, une demande d'interpellation dont nous donnons le texte (2) :

(1) Cf. Erzberger, p. 45.

(2) *Ibid.*, p. 46.

« Les soussignés, membres du Reichstag, ont l'honneur de demander aux gouvernements des Etats de l'Empire :

1° Quelles dispositions législatives ils comptent prendre, en exécution du message impérial du 4 février 1890, « sur les formes suivant lesquelles il conviendrait de faire participer les ouvriers, par l'intermédiaire de représentants investis de leur confiance au règlement de leurs intérêts communs, et de leur permettre de veiller sur leurs intérêts au moyen de conférences avec leurs employeurs et les organes du gouvernement » ?

2° S'il y a lieu d'espérer le dépôt prochain d'un projet de loi concernant la reconnaissance légale des syndicats (1), et la création d'une représentation régulière des ouvriers (2) (chambres des ouvriers), en vue de permettre à ceux-ci « d'exprimer librement et en toute sécurité leurs vœux et leurs doléances aux pouvoirs publics » ?

Cette interpellation fut développée les 6, 7 et 8 février 1895. Elle donna lieu à des observations extrêmement intéressantes et telles, par leur ampleur, qu'il n'en avait jamais encore été fourni au Reichstag (3).

M. Hitze, particulièrement, fit une étude approfondie de la question en séance publique.

Il désigne les chambres « chambres du travail ou des ouvriers, comme on voudra les nommer », non pas qu'il manque à voir une différence entre ces deux formes, mais il n'y attache aucune importance.

(1) Les syndicats ne sont pas en effet organisés légalement en Allemagne. Ils ne sont pas régis par une loi spéciale comme en France la loi de 1884, et si leur développement ne paraît pas en avoir été gêné, il leur manque une faculté essentielle, la personnalité civile et la capacité juridique qu'elle implique.

(2) « Arbeiterkammer ». Les membres du centre vont, en somme, plus loin que les socialistes.

(3) Cf. Erzberger, p. 49 à 57.

Nous avons vu que dix ans plus tôt, en 1885, il affirmait ses préférences pour l'organisation de la représentation des intérêts par développement des institutions existantes. En 1895, sa demande d'interpellation contient le mot « chambre des ouvriers », et il déclare à la tribune qu'il admet indistinctement celles-ci ou les chambres dites du travail. Nous le verrons plus tard défendre ces dernières. Et c'est là, pensons-nous, un opportunisme un peu outré. Vouloir aboutir est un souci fort légitime et qui justifie sans doute le sacrifice de certaines préférences personnelles, mais encore faut-il ne point pousser ce sacrifice jusqu'à préconiser toute forme quelconque de représentation des intérêts ouvriers. Les diverses formes imaginées et proposées ne sont pas également bonnes, quoi qu'on en dise, et il importe, pour « aboutir » véritablement de créer une institution convenablement adaptée à son objet.

Mais nous n'avons plus à insister sur cette critique, ayant par avance étudié le côté théorique de la question. Nous devons purement et simplement rapporter les observations de M. Hitze.

Or, M. Hitze divise ses explications en quatre séries que nous respectons pour plus de clarté.

a) Question de l'annexion des chambres du travail aux conseils de prud'hommes ou de l'organisation autonome.

« J'ai montré, dit M. Hitze, que les conseils de prud'hommes pourraient être, au pis aller, aménagés en

chambres du travail. Mais je n'entends pas les tenir pour la forme normale de la représentation des intérêts du travail, au sens du rescrit impérial de 1890.

Tout d'abord, en effet, le ressort des conseils de prud'hommes est trop étroit. Il correspond à la commune, sauf au cas où plusieurs communes se réunissent pour en former un seul (1). Or les intérêts du travail qu'il convient de représenter débordent de ce cadre.

En second lieu, les conseils de prud'hommes ne sont pas obligatoires. L'article 1, alinéa 1 de la loi qui les régit, dispose que « des conseils de prud'hommes *pourront* être constitués », et il appartient à chaque commune de décréter leur création. Or, la représentation des intérêts ouvriers doit être obligatoire et générale pour atteindre le but que nous lui assignons.

En troisième lieu, les conseils de prud'hommes ne sont pas composés d'une manière suffisamment professionnelle (2). Leur président est un magistrat et les assesseurs élus sont, il est vrai, des patrons et des ouvriers, mais leur élection n'assure pas une exacte répartition des différentes professions. Or, les attributions des chambres du travail exigent une représentation rigoureusement professionnelle, et il importe que les minorités ne deviennent pas majorités.

(1) Cf. loi sur les conseils de prud'hommes (1901) (*Gewerbeordnung*), art. 1.

(2) Cf. *Gewerbeordnung*, loi sur les conseils de prud'hommes, art. 10, 11, 12, 13, 14.

Enfin, les conseils de prud'hommes sont, avant tout, des corps judiciaires, et comme tels, il importe de ne pas les mêler aux questions économiques et sociales qui, par bien des côtés, sont des questions politiques. Donner aux conseils de prud'hommes les attributions réservées aux chambres du travail, c'est préparer une confusion regrettable dont la justice pourra souffrir. »

Et M. Hitze conclut, sur ce point, à l'organisation d'une représentation des intérêts, générale et constituée en dehors des conseils de prud'hommes.

b) Question des chambres mixtes, dites du travail ou des chambres des ouvriers (1).

Après avoir déclaré qu'il accordait aux unes et aux autres une égale faveur, M. Hitze donne pourtant des raisons d'ordre psychologico-social susceptibles de le faire incliner pour les chambres des ouvriers qu'il mentionne dans sa demande d'interpellation. Il dit : « Je désirerais vivement que les ouvriers eussent par-dessus tout le sentiment qu'ils possèdent là leur représentation propre ; qu'ils sont chez eux, dans leurs chambres..... Les patrons sont représentés dans les chambres du commerce et autres, que les ouvriers le soient dans leurs chambres. Ils se sentiront plus à l'aise et travailleront mieux, ne dépendant que d'eux-mêmes. »

Considération assez subjective, dirons-nous, et qui ne nous paraît pas avoir la force d'un axiome. Cela est

(1) Cf. Erzberger, p. 47.

si vrai que M. Hitze reviendra bientôt aux chambres mixtes, et pour des raisons de même nature.

c) Les devoirs des chambres du travail (1).

« Elles seront un organe consultatif. Elles prépareront des projets de lois sociales ; elles feront des propositions, établiront des rapports annuels, et procéderont à des travaux de statistique. Il nous faut recourir à la collaboration des ouvriers si nous voulons obtenir des résultats féconds en matière de législation sociale. »

M. Hitze ne parle point de la fonction d'arbitrage. Il semble s'en tenir à la conception un peu abstraite et systématique des chambres du travail, organe de représentation ouvrière. Et il est vraiment curieux de comparer cet exposé au projet socialiste de 1885. Alors que ce dernier organise des chambres mixtes et leur destine un rôle éminemment pacificateur par les tribunaux d'arbitrage, les tendances des députés du centre représentés par M. Hitze, se révèlent, en 1895, beaucoup plus démocratiques.

Le chancelier de l'Empire, comte Hohenlohe-Schillingfürst répondit à cette interpellation qu'il ne pouvait déclarer pour le moment s'il fallait attendre le prochain dépôt du projet demandé, la question n'ayant pas encore été bien étudiée par le gouvernement (2).

D'autres orateurs prirent encore la parole.

M. Möller (3), national-libéral, se prononça pour les

(1) Cf. Erzberger, p. 48.

(2) Cf. Erzberger, p. 48.

(3) Cf. Erzberger, p. 49.

chambres mixtes, à cause, dit-il, de l'identité d'intérêts entre patrons et ouvriers. Il fit par ailleurs observer que les fonctions proposées pour les chambres du travail pourraient être assumées par d'autres organisations existantes.

Les socialistes n'ayant point pris part à cette discussion, M. Lieber, du centre, s'étonna de leur abstention (1). Et une controverse s'engagea, que son caractère purement parlementaire rend pour nous sans grand intérêt.

Mais elle donna naissance à une discussion sur l'interprétation à faire du message impérial de 1890, et le ministre du commerce, baron de Berlepsch vint déclarer, au nom du gouvernement prussien, que ledit rescrit visait bien une représentation nouvelle du travail et non pas la représentation partielle consacrée par différents textes législatifs et notamment par la loi sur les conseils de prud'hommes. Il en donne pour raison évidente que ce message était postérieur à ces textes. C'est donc bien la création d'une représentation plus complète que propose le rescrit de 1890, une représentation qui « permette aux travailleurs de participer au règlement de leurs affaires communes, et les mette en situation de veiller sur leurs intérêts, etc... ».

Aucun projet ne pouvant être joint à une interpellation (2), ces discussions ne pouvaient aboutir à un résultat positif. La question demeura donc en suspens.

(1) Cf. Erzberger, p. 50-51.

(2) Cf. Erzberger, p. 57.

CHAPITRE VII

SESSION 1898-1900.

Elle fut reprise quatre ans après.

Le 6 décembre 1898, le centre proposa, sous la signature de MM. Hitze et Lieber, la motion suivante (1) :

« Le Reichstag décide d'inviter les gouvernements des Etats de l'Empire, à lui soumettre le plus tôt possible un projet de loi portant création de chambres du travail (Arbeitskammern), en vue de « permettre aux ouvriers d'exprimer librement et en toute sécurité leurs vœux et doléances et de donner aux pouvoirs publics un moyen d'entretenir avec ceux-là des rapports réguliers, et de se renseigner sur leur condition. »

Le 12 décembre 1898, la fraction libérale dépose une autre motion signée de MM. Packnicke et Roesicke (2).

« Le Reichstag invite le chancelier de l'Empire à faire en sorte qu'il soit institué un Office impérial du travail, dont l'objet sera l'examen et le règlement des conditions du travail, en collaboration avec les représentants des patrons et des ouvriers. »

Et le 23 février 1899, les nationaux-libéraux faisaient proposer une motion additionnelle à la motion Hitze-Lieber (centre) et signée de MM. Bassermann, Hasse,

(1) Cf. Erzberger, p. 57.

(2) Cf. Erzberger, p. 58.

etc., dans les termes que voici (1). « Le Reichstag décide d'inviter les gouvernements des Etats de l'Empire :

I. — « A arrêter, dans l'intérêt de la paix entre ouvriers et patrons, telles dispositions législatives qui fixeront les formes suivant lesquelles les ouvriers pourront, par l'intermédiaire de représentants investis de leur confiance, participer au règlement de leurs affaires communes et être mis en situation de défendre leurs intérêts, au moyen de conférences avec leurs employeurs et les organes du gouvernement. »

Dans ce but :

II. — Ajouter à la motion de MM. Lieber et Hitze que les pouvoirs publics devront être chargés, par une disposition spéciale, complétant la loi du 29 juillet 1890 sur les conseils de prud'hommes, de veiller à l'application de l'article 6 de cette loi qui ordonne la création de sections dans les régions industrielles.

Et ces sections qui seront formées d'ouvriers et de patrons auront pour objet :

a) De créer, si les circonstances le permettent, des caisses de secours contre le chômage.

b) De remettre aux pouvoirs publics centraux et communaux des avis sur les mesures favorables aux progrès de l'industrie, et des rapports annuels.

c) D'émettre des vœux et des propositions relatifs aux conditions d'hygiène et aux questions d'habitations ouvrières.

III. — Étendre les fonctions d'arbitrage des conseils de prud'hommes, dans les cas de conflits entre ouvriers et patrons, jusqu'à établir l'obligation légale de la tentative de conciliation.

Ces trois motions (centrale, nationale-libérale, libérale) furent développées et discutées les 26 avril, 3 et 4 mai 1899, puis renvoyées à une commission dont le rapport ne fut jamais discuté (2).

(1) Cf. Erzberger, p. 58.

(2) Cf. Erzberger, p. 59.

Mais les débats ne manquèrent pas d'ampleur et des observations intéressantes furent présentées.

Notamment M. Hitze abandonnant son opinion antérieure sur l'organisation des chambres du travail, déclara, sans autrement expliquer ce revirement : « Nous voulons des chambres du travail et non pas des chambres des ouvriers. Patrons et ouvriers devront s'y trouver réunis (1). » M. Hitze ne nous dit pas pourquoi il désire moins que les ouvriers se sentent « chez eux », « dans leurs chambres », et aient le sentiment qu'ils possèdent leur représentation propre ! Par contre, il nous donne d'excellentes raisons pour justifier sa préférence nouvelle. On avait soutenu (2) que les intérêts des patrons et des ouvriers étaient identiques. M. Hitze le conteste. « Ils sont différents, dit-il, mais ils ne sont pas séparés, ni surtout opposés ; leurs intérêts sont *solidaires* ; il n'est pas de bonne réforme sociale dans une industrie florissante. C'est la poule qui pond les œufs. Mais il n'est point d'industrie florissante sans une classe ouvrière solide et forte, au moral comme au physique. Il y a, sans doute, des intérêts différents. Les chambres du travail, où se produiront des délibérations en commun, s'emploieront à les concilier, et pour représenter d'ailleurs, ces intérêts différents, il convient d'établir, en dehors des chambres du travail, des organisations qui aient spécialement pour objet la défense

(1) Cf. Erzberger, p. 59.

(2) Cf. chap. II.

de ces intérêts. C'est pourquoi notre motion demande, la reconnaissance légale des syndicats (1). »

Voilà qui éclaire la notion jusqu'alors confuse de la représentation des intérêts du travail. La situation de l'organe nouveau est clairement déterminée. Il y aura d'une part les syndicats patronaux, d'autre part les syndicats ouvriers, les uns et les autres représentant les intérêts différents des patrons et des ouvriers. Il y aura en outre, entre ces deux groupes, les chambres du travail, organe de liaison, institution de paix.

Et alors on ne conçoit plus que les chambres du travail ne soient point mixtes. Leur composition est commandée par leur destination même. Créées pour la sauvegarde des intérêts solidaires des ouvriers et des patrons, elles doivent être formées de ces deux éléments. Et M. Hitze montre les avantages du travail en commun des patrons et des ouvriers.

C'est la première fois qu'au Reichstag, la question est exposée avec autant de détails. On s'était borné jusqu'alors à émettre des idées générales et un peu vagues. M. Hitze aborde l'organisation concrète. Il se sert ici du projet présenté par lui-même à l'assemblée générale de l'association « Arbeiterwohl » à Strasbourg, l'année précédente. Ayant donné le texte de ce projet-plan dans le dernier chapitre de notre première partie, et exposé dans les chapitres précédents de cette même

(1) Cf. Erzberger, p. 61.

partie la question générale de l'organisation des chambres du travail, nous nous bornerons à rapporter ici pour mémoire et aussi pour montrer l'évolution complète de la question au Reichstag, les grandes lignes du discours de M. Hitze.

L'orateur a soin d'avertir que ses propositions n'ont d'autorité que celle que leur communique l'autorité de l'association « Arbeiterwohl », et qu'elles n'engagent nullement le parti du centre qui ne les a pas encore discutées.

Le projet Hitze distingue, nous l'avons vu, des *chambres locales* et des *chambres départementales* (ou chambres de district).

« Les premières, dit l'auteur du projet, seraient chargées des intérêts locaux et c'est en elles que s'établiraient les relations de patrons à ouvriers. Elles sont donc nécessaires au lieu même de la situation des établissements industriels à représenter. Elles pourraient être des sections du conseil de prud'hommes (1). » M. Hitze avait donné antérieurement d'excellentes raisons de repousser l'idée d'organisation des chambres du travail par les conseils de prud'hommes. Il nous fournit aujourd'hui une raison de préférer l'opinion contraire : « Les chambres du travail seraient plus faciles à constituer avec des éléments déjà existants (2). »

Quant aux chambres départementales, elles seraient

(1) Cf. Erzberger, p. 61.

(2) *Ibid.*, p. 62.

« une représentation plus haute et plus générale d'intérêts plus collectifs... Etant plus riches, plus puissantes, elles recevraient des attributions plus importantes » (1).

Mais comme il convient de procéder avec circonspection et de ne point s'engager dans une réforme hasardeuse, « on pourrait peut-être commencer par les chambres locales et attendre de pouvoir juger leurs résultats avant d'aller plus loin » (2).

Enfin « ces deux catégories de chambres trouveraient leur centralisation dans un Office impérial du travail » (3).

M. Hitze reproduit en outre les dispositions du projet qui contiennent l'énumération des devoirs éventuels à confier aux chambres du travail. Devoirs de surveillance, mission d'étude, élaboration de projets, émission d'avis, et l'orateur signale l'intérêt de cette collaboration des ouvriers et des patrons. Les ouvriers surtout seraient initiés aux difficultés que contiennent les questions économiques et sociales. Leur éducation se ferait peu à peu. Ils prendraient à ces travaux le goût des réformes pratiques et positives ; leur esprit se disciplinerait, leurs revendications se préciseraient. C'en serait fini des malentendus que créent l'ignorance et la défiance.

Et à titre d'exemple, M. Hitze observe : « On veut que les ouvriers soient entendus dans l'élaboration des

(1) Cf. Erzberger, p. 62.

(2) *Ibid.*, p. 63.

(3) *Ibid.*

règlements d'ateliers. Ne serait-il pas meilleur qu'un règlement normal fût discuté et arrêté dans les chambres du travail (1) ? » Et encore : « Les chambres du travail établiraient aussi entre les ouvriers et les pouvoirs publics, la communication nécessaire qui n'existe pas encore, ou seulement d'une manière accidentelle (2). » Cette organisation aurait un autre effet, très désirable « en permettant la discussion en commun des patrons et des ouvriers, elle communiquerait aux lois sociales un caractère pratique qui leur manque trop souvent, et remédierait à ce défaut de nos lois que l'on exprime en disant qu'elles sont trop « bureaucratiques ». Ces lois sont faites en dehors du peuple, et insuffisamment inspirées de son intérêt véritable. Par les chambres du travail, elles deviendraient mieux adaptées, plus vivantes (3). »

A défaut de ces chambres, que se produit-il ? « Lorsqu'on a voulu consulter la classe ouvrière, en certaines circonstances, notamment pour la question du repos hebdomadaire, qu'a-t-on fait ? Ce que seulement on pouvait faire, à savoir : demander à toutes les organisations professionnelles de déléguer des représentants pour exprimer leur avis. Or, ces organisations sont, pour la majorité, socialistes, et on ne pouvait ainsi compter sur une consultation vraiment générale (4). »

(1) Cf. Erzberger, p. 64.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 65.

(4) *Ibid.*, p. 65.

Est-ce à dire que les chambres du travail renverseront l'hégémonie socialiste actuellement établie, au dire de M. Hitze, dans les associations professionnelles ouvrières ? Pourquoi les socialistes forment-ils la majorité dans ces associations ? Sans doute parce qu'ils déploient plus d'activité que les autres, et rien ne permet de penser, semble-t-il, que les électeurs aux chambres du travail ne seront pas aussi socialistes en majorité (1).

M. Hitze s'occupe ensuite de la division des chambres du travail en sections : « Les chambres du travail doivent représenter à la fois, la classe ouvrière et les professions diverses » (2) et il conclut à la formation de sections spéciales.

La motion libérale est défendue par M. Paknicke qui n'entend attribuer à l'Office impérial du travail qu'un rôle fort restreint « établir des statistiques pour mettre en lumière la condition des ouvriers » (3). Il le définit par une expression que nous croyons devoir traduire littéralement, « un observatoire du travail » (4),

Le baron de Stumm reproche au centre de « favoriser singulièrement les revendications socialistes » (5). Et il n'est pas plus favorable au projet des nationaux

(1) Il est tout à fait curieux de remarquer l'accueil si différent que les partis modérés font aux chambres du travail. Les uns voient dans ces organes une conception socialiste, les autres au contraire un moyen de combattre le socialisme.

(2) Cf. Erzberger, p. 65.

(3) *Ibid.*, p. 66.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

libéraux. Il estime que les conseils de prud'hommes sont l'institution la moins appropriée au rôle qu'on veut leur donner par surcroît : « Les conseils de prud'hommes sont faits pour juger les différends qui naissent entre patrons et ouvriers. C'est là, non pas simplement leur fonction principale, mais bien leur fonction exclusive » (1), et ils ne sauraient être adaptés à un autre emploi. C'est la condamnation du principe d'abord, et aussi des moyens !

Au nom du parti libéral démocratique (freisinnige Volkspartei), M. Wiemer déclare ne point se rallier à l'organisation des chambres du travail par extension des conseils de prud'hommes. Il reprend à son compte les arguments invoqués quelques années plus tôt par M. Hitze, à savoir que les conseils de prud'hommes ont un ressort trop étroit, qu'ils ne sont pas obligatoires et que leurs fonctions judiciaires sont incompatibles avec les attributions économiques et sociales qu'on entend leur conférer. « Le président du conseil des prud'hommes est un magistrat, un jurisconsulte, mal préparé par son expérience professionnelle et toute spéciale à remplir la tâche si délicate et si différente qui revient au président de la chambre du travail. Celui-ci doit être, avant tout, un homme formé à la vie pratique (2). »

D'autres orateurs prennent la parole, mais nous ne rapporterons rien de leurs propos, soit qu'ils ne fassent

(1) Cf. Erzberger, p. 66.

(2) *Ibid.*, p. 68.

que reproduire brièvement des opinions déjà exposées, soit qu'ils constituent des controverses politiques entre partis adverses.

Le 4 mai 1899, ces différentes motions furent portées devant une commission spéciale dont le rapport fut terminé le 21 mai 1900. Ce rapport ne vint pas en discussion publique, mais les travaux de la commission avaient abouti à une sorte de compromis, à un projet commun voté à la majorité de 15 contre 5 voix, et qui semble devoir contenter un peu tout le monde.

I. Les gouvernements des Etats de l'Empire sont invités (1) :

a) A préparer, pour assurer la paix entre patrons et ouvriers, une loi qui détermine dans quelles formes les ouvriers peuvent être admis à participer, par l'intermédiaire de représentants investis de leur confiance, au règlement de leurs affaires communes, et comment il convient de les mettre en relation directe et régulière avec leurs patrons et les pouvoirs publics pour présenter la défense de leurs intérêts.

b) A examiner s'il ne serait pas expédient, pour atteindre ce but, de développer les conseils de prud'hommes tels qu'ils fonctionnent d'après la loi du 29 juillet 1890. en utilisant notamment les articles 9 (création de sections : fabriques, métiers, travail à domicile), 61 à 69 (bureaux de conciliation) et 70 (avis et propositions) de cette loi.

II. — Le chancelier de l'Empire est invité à faire en sorte qu'il soit institué un Office impérial du travail qui aura pour mission l'examen et la détermination des conditions du travail dans l'Empire allemand, en collaboration avec les représentants des patrons et des ouvriers.

(1) Cf. Erzberger, p. 70-71.

Ces motions sont, en somme, beaucoup moins intéressantes par elles-mêmes, que par les discussions qu'elles suscitent. Elles ne disent rien de précis, et ce compromis en particulier nous paraît assez vain. C'est un vœu, une manifestation parlementaire en faveur d'une institution mal définie de représentation ouvrière.

Partisans des chambres mixtes et partisans des chambres d'ouvriers ; partisans de l'organisation autonome et partisans de l'annexion aux conseils de prud'hommes se sont mis d'accord pour demander au gouvernement un projet de loi. Mais il est vraisemblable que les divergences de vues renaîtront quand le moment viendra de se prononcer sur un texte précis.

Au cours de cette même session, le 27 novembre 1899, un nouveau projet socialiste fut déposé. Le parti socialiste s'était abstenu, nous l'avons remarqué, de prendre part aux controverses nées au cours des années précédentes. Il n'entendait pas sans doute s'associer à des motions imprécises qui ne le satisfaisaient point. Et après quelque dix années de recueillement, il intervient de nouveau, mais avec un projet très détaillé (1).

Projet de loi concernant la création d'un Office impérial du travail, d'offices du travail, de chambres du travail et de bureaux de conciliation.

TITRE I^{er}. — *Office impérial du travail.*

ART. 1^{er}. — Il est fondé un Office impérial du travail, dont l'or-

(1) Cf. Erzberger, p. 71.

ganisation sera fixée par une loi. A la tête de l'Office impérial du travail sera placé un conseiller du travail.

L'Office impérial du travail aura son siège à Berlin.

ART. 2. — L'Office impérial du travail aura pour attributions :

De rendre des décrets contenant des prescriptions relatives à la protection de la santé des salariés occupés dans les établissements de toute sorte (commerce, transport, exploitations agricoles et forestières, pêche, navigation, mines et même travail à domicile).

De même, il édictera des prescriptions et règlements sur les fonctions des offices provinciaux du travail (titre II, art. 4), il assurera le contrôle de ceux-ci et statuera sur les réclamations portées contre leurs décisions et leurs actes.

Il organisera et dirigera les organes créés en vue d'étudier les conditions du travail et de la vie des individus mentionnés à l'alinéa 2 du présent article.

Il émettra et publiera des rapports sur les institutions à créer ; rédigera un résumé synthétique des rapports annuels des offices du travail, lequel résumé sera déposé au Conseil fédéral et au Reichstag. Il publiera des informations sur le mouvement du travail (grèves et lock-outs), sur les salaires, les conciliations et sur toute matière sociale analogue.

ART. 3. — Une fois par an, l'Office impérial du travail réunira les représentants des offices provinciaux (titre II, art. 4) et des chambres du travail (Titre III, art. 12), à raison, pour ces dernières d'un délégué au moins pour les patrons et d'un pour les ouvriers, choisis par chaque classe, en une session où les problèmes à résoudre seront étudiés.

TITRE II. — *Offices du travail.*

ART. 4. — Il sera formé, en règle générale, un office du travail dans le ressort de toute autorité administrative supérieure (département).

Quand il y aura lieu d'étendre ce ressort au-delà des limites d'un Etat, l'autorisation des gouvernements intéressés sera nécessaire.

Si l'autorisation est accordée, les pouvoirs qui appartenaient à ces autorités seront transférés à celles de l'Etat où l'office du travail aura son siège.

Les offices du travail dépendent de l'Office impérial.

ART. 5. — Chaque office départemental sera composé d'un conseiller du travail, président, et d'au moins deux adjoints.

Le conseiller est nommé par les pouvoirs publics de l'Etat où l'office a son siège. Les adjoints au conseiller seront élus par les chambres du travail (t. III, art. 12) pour une période de 5 années par scrutins séparés, la moitié par les représentants des patrons, l'autre moitié par les représentants des ouvriers.

Quand plus de deux adjoints seront nécessaires, il sera procédé par les ouvriers d'abord, à des élections nouvelles (1).

Si, dans le ressort de la chambre du travail, plus de deux tiers des personnes mentionnées à l'article 2, alinéa 2 sont du sexe féminin, l'un des adjoints de l'office sera une femme.

ART. 6. — Il appartient à chaque office du travail :

D'exécuter les ordonnances et prescriptions de l'Office impérial du travail.

De surveiller les établissements soumis à cette loi conformément aux dispositions et ordonnances de l'Office impérial. Chaque établissement devra être inspecté au moins une fois l'an ;

D'organiser des bureaux de placement dans l'étendue de leur district ;

De convoquer les membres des chambres du travail aux séances qui seront présidées par un conseiller ou un suppléant ;

De créer un bureau de conciliation (t. IV, art. 28).

De publier un rapport annuel sur son activité officielle. Des exemplaires de ce rapport seront communiqués à l'Office impérial du travail, aux pouvoirs publics des Etats, aux membres des assemblées législatives de l'Etat où l'office a son siège, et aux membres de la chambre du travail correspondante.

(1) C'est là, semble-t-il, un privilège accordé aux ouvriers qui éliront le 3^e adjoint quand il en sera besoin de 3. Les patrons éliraient un 4^e si un 4^e était nécessaire.

ART. 7. — Les devoirs assignés aux autorités administratives supérieures par les articles 103 *a* à 103 *i* ; 115 à 119 *b* ; 120 *a* à 120 *e* ; 134 à 139 *a* ; 154 et 154 *a* du Code industriel (1) passeront aux offices départementaux, après leur constitution.

De même, les autorités administratives inférieures (sous-préfectures et cantons) qui relevaient des autorités administratives supérieures avant la création des offices du travail, dépendront de l'office du travail de leur district pour les fonctions qu'elles remplissent, aux termes des mêmes dispositions du Code industriel.

ART. 8. — Les chefs d'établissements soumis au contrôle de l'office du travail devront se prêter à cette surveillance, même la nuit et les dimanches et jours fériés.

Les patrons sont tenus de faire aux fonctionnaires de l'office du travail ou à ses délégués, de même qu'aux agents de la police, toutes déclarations relatives à la situation de leurs employés.

La nature de ces déclarations, ainsi que leur forme seront précisées, soit par le chancelier, soit par le Conseil fédéral, soit encore par l'Office impérial du travail ou par les pouvoirs publics des Etats.

ART. 9. — L'office du travail a le droit d'édicter des règlements pour la protection des salariés qui travaillent dans les établissements soumis à son contrôle.

Et il a, en outre, le droit de fixer des amendes pouvant s'élever à 300 marks ou des peines d'emprisonnement jusqu'à 6 semaines, contre les infractions à ces règlements.

ART. 10. — Les patrons ou leurs représentants peuvent appeler des décisions d'un fonctionnaire ou délégué de l'office du travail, dans un délai de deux semaines, à l'office du travail.

Contre les décisions de l'office du travail, le même délai de

(1) Ces articles sont relatifs à :

103 *a* à 103 *i* : repos hebdomadaire.

115 à 119 *b* : paiement des salaires.

120 *a* à 120 *e* : dispositions concernant la sécurité des ouvriers et l'hygiène à l'atelier, etc.

deux semaines est impartie pour former une réclamation devant l'Office impérial.

ART. 11. — La chambre du travail déterminera l'organisation du bureau de placement pour l'étendue de son ressort.

Les dispositions essentielles relatives à la direction et à l'administration du bureau de placement, l'engagement et le congé des salariés seront fixés par un règlement de l'office du travail, et ce règlement aura besoin, pour être valable, de l'agrément de la chambre du travail.

Les gages et salaires des individus occupés dans les bureaux de placement seront fixés par l'Office impérial du travail. Celui-ci devra également opérer la centralisation des bureaux de placement.

Les services des bureaux de placement sont gratuits. Les communes dans lesquelles sera établi un bureau de placement devront mettre gratuitement à sa disposition les locaux nécessaires, et lui assurer à leurs frais, le chauffage, l'éclairage, et le nettoyage de ces locaux.

TITRE III. — *Chambres du travail.*

ART. 12. — Dans chaque district où se trouve un office du travail, il sera érigé une chambre du travail dont le nombre des membres sera fixé par l'Office impérial du travail, et cela, d'après l'étendue du district et le nombre des industries ; il ne sera pas inférieur néanmoins à 50.

Le nombre des membres de chaque chambre du travail sera déterminé par l'Office impérial.

ART. 13. — Les membres de la chambre du travail seront élus par scrutins séparés, la moitié par les patrons majeurs ou leurs fondés de pouvoirs, l'autre moitié par les salariés majeurs (art. 2, alinéa 2) au suffrage universel, direct et secret, à la majorité relative. En même temps, il sera procédé à l'élection de suppléants pour la moitié des membres de chaque classe.

Les individus des deux sexes sont également électeurs.

Si la série des remplaçants s'épuise, l'Office impérial devra

ordonner des élections complémentaires. Au cas d'égalité de voix, le sort décidera.

ART. 14. — Le mandat des membres de la chambre du travail¹ et de leurs suppléants a une durée de deux années ; il commence avec l'année civile.

ART. 15. — Ne sont ni électeurs, ni éligibles les personnes mineures privées de l'exercice de leurs droits civiques ou pourvues d'un conseil judiciaire.

ART. 16. — L'élection a lieu un dimanche et dans le courant du mois d'octobre de l'année dans laquelle expire le mandat des membres sortants

L'Office impérial du travail fixe le jour de l'élection et aussi la manière et la forme de la validation des électeurs,² et les règles sous lesquelles auront lieu les opérations électorales.

ART. 17. — L'heure du vote et l'étendue de la circonscription électorale seront fixées de telle sorte que les ouvriers de jour et de nuit puissent participer à l'élection. Les chefs d'entreprises devront accorder à ceux de leurs ouvriers investis du droit de vote, le temps convenable pour l'exercice de leur droit.

Quiconque empêchera l'exercice du droit de vote sera puni d'une amende de 20 à 100 marks par personne empêchée. L'amende sera fixée par l'office du travail compétent.

ART. 18. — L'office du travail compétent devra organiser des comités électoraux pour chaque circonscription électorale. Ces comités seront formés d'électeurs des classes participant à l'élection.

Dans ces comités, les patrons et les ouvriers seront représentés en nombre égal.

ART. 19. — Toute protestation des électeurs contre la validité d'une élection n'est recevable que dans le délai de deux semaines à courir de l'élection.

La chambre du travail examine la protestation soulevée et doit, si elle prononce l'invalidation, appeler en remplacement la personne qui vient avec le plus grand nombre de voix après les élus.

S'il s'agit d'une protestation contre l'élection totale, l'examen

sera fait par l'Office impérial, et, s'il y a déclaration d'invalidation, il devra ordonner nouvelle élection dans le délai de deux semaines.

ART. 20. — Aussitôt qu'un membre de la chambre du travail quitte le district définitivement, ou encore lorsqu'il passe dans l'autre classe que celle qu'il représente, ou lorsqu'il se produit l'un des faits prévus à l'article 15 de la présente loi, son mandat expire.

ART. 21. — Les séances des chambres du travail sont publiques. L'ordre du jour est rendu public.

La chambre du travail arrête elle-même son règlement.

Le conseiller du travail ou son suppléant qui doit appartenir à l'office du travail, préside la chambre du travail. Il établit l'ordre du jour des séances, si la chambre du travail ne prend elle-même une décision à cet égard.

ART. 22. — Le président est tenu de convoquer la chambre du travail à une réunion, au moins une fois par trimestre, et il doit la réunir en séance extraordinaire si le tiers au moins des membres le demandent en faisant connaître l'objet sur lequel ils veulent délibérer. Il devra être répondu à cette demande dans les quinze jours qui suivront sa remise au président.

ART. 23. — La chambre du travail prend ses décisions à la majorité relative ; l'égalité des voix équivaut à un vote négatif ; la chambre est en nombre pour délibérer quand au moins la moitié des membres de chaque classe est présente. Les membres qui manquent une séance sans produire des excuses suffisantes pourront être frappés, par le président, d'une amende de 5 à 20 marks.

Le président et les autres membres de l'office du travail qui assistent aux séances de la chambre ont seulement voix consultative.

ART. 24. — La chambre du travail assiste l'office du travail dans l'accomplissement de ses devoirs, et particulièrement dans ses travaux de statistique. Elle a le droit d'opérer, dans son ressort, des recherches sur les appointements et salaires, sur les formes du travail, la durée du travail, les moyens d'existence, le

prix des loyers. De même peut-elle ouvrir des enquêtes sur l'effet des règlements et des lois, notamment sur les conséquences des traités de commerce, sur les droits de douanes, sur les impôts et les taxes, et en outre, porter à la connaissance de l'Office impérial, des pouvoirs publics et des assemblées législatives, les réclamations qui se produisent dans la vie industrielle, et les imperfections auxquelles il y a lieu de remédier.

Elle peut en outre faire des propositions et présenter des avis.

A la demande, soit du chancelier, soit du Conseil fédéral, soit de l'Office impérial ou de l'office départemental ou des pouvoirs publics de l'Etat de son district, la chambre du travail est tenue de fournir des avis sur les questions économiques et sociales.

Elle peut former dans son sein des comités qui seront composés de représentants patronaux et ouvriers. La présidence en sera confiée à un membre de l'office du travail.

ART. 25. — Pour ses travaux et investigations, la chambre du travail a le droit d'exiger des réponses positives aux questions qu'elle adresse aux chefs d'établissements et à leurs salariés. En cas de refus, ces derniers pourront être frappés par elle d'une amende pouvant aller jusqu'à 300 marks.

ART. 26. — Les membres¹ des chambres du travail reçoivent pour les séances auxquelles ils assistent, et pour la perte de temps qui résulte des travaux et délibérations une indemnité de déplacement et de séjour; de même pour leur participation à la réunion à laquelle ils sont appelés par l'Office impérial (art. 3) et par les bureaux de conciliation (titre IV, art. 27). Le taux de l'indemnité qui sera égale pour tous les membres, est fixé par l'Office impérial.

TITRE IV. — *Bureaux de conciliation.*

ART. 27. — Au cas où, entre les patrons ou leurs mandataires et leurs ouvriers, des difficultés naissent des conditions du travail l'office départemental du travail et la chambre du travail fonctionnent, en collaboration (1), comme bureaux de conciliation, sur

(1) La nature de cette collaboration est révélée à l'article suivant.

la demande de l'une des deux parties en conflit, et cela dans le cas seulement où il n'y a point de conseil de prud'hommes compétent (1).

ART. 28. — La chambre du travail désigne à l'avance et pour chaque classe par vote séparé, un certain nombre de ses membres qui formeront, le cas échéant, le bureau de conciliation présidé par le conseiller du travail ou son suppléant.

ART. 29. — Le président appellera donc, le moment venu, deux patrons et deux ouvriers, choisis parmi les membres de la chambre désignés à cet effet, et qui ne doivent avoir aucun intérêt direct dans le différend.

Pour les délibérations du bureau de conciliation, les dispositions de la loi sur les conseils de prud'hommes du 29 juillet 1890, sont applicables.

TITRE V. — *Dispositions finales.*

ART. 30. — Les frais qu'entraînera l'exécution de cette loi seront supportés par l'Empire, et inscrits au budget annuel.

ART. 31. — Les alinéas 3, 4, 5 de l'article 139 *b* et l'alinéa 3 de l'article 155 du Code industriel sont abrogés (2).

On ne peut manquer d'être frappé du caractère positif et pratique de ce nouveau projet. Quelques-unes des dispositions qu'il contient peuvent sembler exorbitantes, tel le droit conféré aux chambres ou aux offices du travail de prononcer des amendes et parfois une peine d'emprisonnement. C'est les investir d'un pouvoir véritablement judiciaire. D'autres articles prêteraient peut-

(1) Les socialistes n'entendent donc faire des chambres du travail un organe de conciliation qu'accessoirement. Nous verrons qu'à la session suivante ils ont pris le parti de faire de la conciliation une attribution régulière et importante des chambres du travail.

(2) Ces articles sont relatifs au contrôle exercé sur les ateliers par les inspecteurs du travail ou autres autorités publiques.

être aussi à la critique, à celle du moins des partis modérés, mais nous croyons pouvoir dire, comme nous l'avons dit du projet de 1885, que l'accusation de vouloir fonder un organe révolutionnaire n'est aucunement justifiée.

Dans ce projet de 1900, comme dans celui de 1885, les socialistes placent à côté des chambres du travail mixtes, un organe administratif qui est l'office du travail, et ils donnent la présidence de chaque chambre au conseiller du travail, c'est-à-dire à un fonctionnaire. C'est donc, à n'en point douter, une organisation économique de la classe ouvrière qu'ils veulent créer, et non une organisation politique d'agitation et de révolution. Ils veulent, il est vrai, une représentation générale de la classe ouvrière, et non pas seulement des salariés de l'industrie. Est-ce là un danger ?

Les ouvriers de l'industrie sont de beaucoup les plus nombreux, et il faut bien admettre que l'organisation de chambres industrielles du travail, préparera celle de chambres agricoles et commerciales du travail. Et ce sera logique et équitable.

Les socialistes du Reichstag ne veulent pas procéder à une réforme progressive. Il leur paraît inutile de tenter une expérience partielle. Peut-être ont-ils trop grande hâte et risquent-ils un échec. C'est affaire d'appréciation et on peut tenir leur méthode pour mauvaise, mais il nous paraît injuste, ou au moins injustifié de suspecter leurs intentions et à plus forte raison leurs projets.

Ils encourent, par contre, un autre reproche que nous avons formulé déjà lors du dépôt de leur premier projet. Ils n'ont pas prévu la création de sections dans chaque chambre du travail, et en cela l'organisation qu'ils préconisent est confuse et peut-être impraticable.

Mais le projet socialiste de 1900 n'eut pas même l'honneur d'une discussion publique, et par suite ne fut pas renvoyé à une commission.

Le Reichstag ne se rendit pas à l'invitation à laquelle il était convié, de discuter sur des articles précis la réforme à l'ordre du jour.

CHAPITRE VIII

SESSION 1900-1903.

Dès le début de la deuxième session de 1900-1903, la question de la représentation des intérêts du travail fut reprise (1).

Le centre et les nationaux-libéraux s'unirent pour déposer une motion commune correspondant au compromis élaboré dans la session précédente par la commission. En voici le texte, très semblable à celui de ce compromis.

« Le Reichstag décide d'inviter les gouvernements des Etats de l'Empire :

« 1° A prendre, pour assurer la paix entre ouvriers et patrons, telles dispositions législatives qui détermineront les formes dans lesquelles les ouvriers pourront, par l'intermédiaire de représentants investis de leur confiance, participer au règlement de leurs affaires communes, et être mis à même de défendre leurs intérêts en conférant avec leurs employeurs et avec les organes du gouvernement.

« 2° A examiner plus spécialement de quelle manière les conseils de prud'hommes pourraient être adaptés à cet emploi, et s'il ne conviendrait pas d'étendre leurs attributions, en ce qui concerne notamment les articles 9 (création de sections, etc.), 61 à 69

(1) Cf. Erzberger, p. 77.

(bureaux de conciliation) et 70 (avis et propositions) de la loi du 29 juillet 1890 (1). »

Les libéraux, de leur côté, déposèrent la motion suivante :

« Le Reichstag invite le chancelier de l'Empire à faire en sorte qu'il soit constitué un Office impérial du travail ayant pour mission d'examiner et de régler, de concert avec les représentants des patrons et des ouvriers, les conditions du travail dans l'Empire (2). »

Et les socialistes présentèrent à nouveau leur projet de 1900, dont les trois premiers titres et le dernier sont une réédition du projet précédent. Le titre IV, au contraire, en fut notablement remanié. En voici le texte nouveau :

TITRE IV. — *Bureaux de conciliation.*

« ART. 28. — Au cas de difficultés entre patrons et ouvriers, sur les conditions du travail, l'Office départemental du travail, en collaboration avec la chambre du travail correspondante, fonctionneront comme bureau de conciliation, *à la demande de l'une des parties en cause* (3).

ART. 29. — La chambre du travail désignera d'avance, et cela pour chaque classe, par scrutins séparés, un certain nombre de ses membres avec lesquels, le moment venu, il sera constitué, sous

(1) Cf. Erzberger, p. 78.

(2) *Ibid.*

(3) Le texte primitif faisait de ces bureaux de conciliation un complément des conseils de prud'hommes. Ils n'étaient appelés à fonctionner qu'à défaut de ceux-ci.

La modification est donc importante.

la présidence du conseiller du travail ou de son suppléant, un bureau de conciliation.

ART. 30. — Le président choisira, parmi les membres ainsi désignés à l'avance, deux représentants des patrons et deux représentants des ouvriers, dont aucun ne devra être directement intéressé au litige.

ART. 31. — Aussitôt que le conseiller du travail ou son suppléant aura été saisi par l'une des parties d'une demande de conciliation, il devra inviter l'autre partie à prendre part à une discussion commune.

Si cette autre partie accepte, le bureau de conciliation engage les deux parties à choisir leurs représentants dont le nombre ne sera pas inférieur à deux pour chacune d'elles.

ART. 32. — Si cette deuxième partie refuse de répondre à l'invitation du bureau de conciliation, celui-ci n'en devra pas moins examiner les causes du litige. Il devra ensuite rendre une sentence et la publier en faisant connaître lequel des antagonistes s'est refusé à la tentative de conciliation, et les motifs qu'il lui aura donnés de son refus.

ART. 33. — Ne pourront être choisis pour représentants des parties en conflit que les individus majeurs, ayant l'exercice de leurs droits civiques et non pourvus d'un conseil judiciaire. Le bureau de conciliation statuera librement sur la validation des représentants choisis.

ART. 34. — Le bureau de conciliation pourra être complété en appelant des personnes de confiance qui ne devront être ni parentes ni alliées des parties et qui, choisies par celles-ci, viendront en nombre égal.

ART. 35. — Le bureau de conciliation précisera, d'après les déclarations des représentants des deux parties, la nature du litige et les circonstances de la cause. Il est autorisé en outre, à faire citer des témoins et à consulter des experts pour éclairer les points obscurs.

Le président du bureau est investi du droit de prononcer une amende pouvant s'élever à 100 marks, contre les témoins et les

experts qui n'ont pas répondu à son appel ou qui refusent de l'éclairer. Sa décision est sans appel.

Tout assesseur a le droit de poser des questions, par l'intermédiaire du président, aux représentants des parties en cause et aux témoins et experts.

ART. 36. — Après avoir précisé les circonstances du litige, le bureau invitera les parties à fournir contradictoirement des explications sur leurs prétentions respectives, et sur les dépositions des témoins. Après quoi il sera procédé à une tentative de conciliation.

ART. 37. — S'il intervient un accord, celui-ci sera publié avec les signatures des membres du bureau et des représentants des deux parties.

ART. 38. — Si l'entente ne se fait point, le bureau de conciliation rendra une sentence qui englobera tous les points du litige.

La sentence sera prise à la majorité relative.

Si les voix se divisent de telle manière que celles des patrons aillent aux patrons et vice versa, il sera déclaré qu'aucune sentence n'a été rendue.

ART. 39. — Si la sentence est rendue, les représentants des deux parties seront invités à faire connaître, dans un délai déterminé, s'ils entendent y acquiescer ou non. Le délai expiré, le bureau fera publier la sentence et les explications y annexées, le tout revêtu de la signature de tous les membres.

ART. 40. — S'il n'intervient ni accord ni sentence, le président du bureau le fera publier (1).

Ce projet, dans son ensemble, demeura en suspens, comme la première fois.

La motion commune, du centre et des nationaux-libéraux, eut un sort plus heureux.

(1) Cf. Erzberger, p. 78 à 80.

Elle vint en discussion publique le 16 janvier 1901 et fut adoptée à une grosse majorité (1).

Nous relevons encore dans le discours de M. Hitze quelques observations dignes d'être rapportées.

Il rappelle d'abord que la motion comprend deux parties et que les votes dans la commission ont porté sur chacune séparément, la première obtenant l'unanimité, la seconde 15 voix contre 5.

« Nous avons d'abord imaginé, dit-il, l'organisation de chambres des ouvriers. Mais M. de Heyl et ses amis (nationaux-libéraux) ayant estimé que l'annexion de l'organe nouveau aux conseils de prud'hommes, constituait un meilleur moyen d'atteindre le même but, nous avons abandonné notre conception primitive et nous sommes ralliés au parti national-libéral pour proposer aux gouvernements fédérés ce mode de représentation (2). »

Et pour justifier sans doute ses fréquentes oscillations, M. Hitze observe que ce n'est point là une proposition ferme et définitive, mais une simple indication à examiner pour ce qu'elle vaut. Ce que nous voulons, dit-il, c'est « aboutir..... quant au moyen, nous sommes prêts à le discuter (3). »

« Le premier et principal avantage de ce moyen c'est qu'il se rattache à une organisation préexistante. Point

(1) Cf. Erzberger, p. 81.

(2) Cf. Erzberger, p. 83.

(3) Cf. Erzberger, p. 84.

ne serait besoin de créer un organe nouveau ; il suffirait d'élargir les conseils de prud'hommes pour les approprier à leurs fonctions nouvelles. « Ceux-ci ont fait leurs preuves ; ils ont gagné la confiance des ouvriers..... Dans les conseils de prud'hommes, ouvriers et patrons travaillent de concert ; ils sont habitués aux délibérations communes sous la direction d'un président neutre.... La jurisprudence est la meilleure école pour enseigner les devoirs administratifs qui incomberont aux chambres du travail... Les conseils de prud'hommes sont déjà investis de fonctions que nos premiers projets voulaient donner aux chambres du travail. Ils fonctionnent comme bureaux de conciliation, et les difficultés dont ils connaissent et qu'ils ont tâche de résoudre, dont par conséquent ils pénètrent les causes, ne les préparent-elles pas admirablement à émettre des avis et des propositions ? Et il serait intéressant, à ce sujet, que, comme le demandent les socialistes, ces avis et propositions puissent être adressés, non seulement aux pouvoirs publics, mais bien aussi aux assemblées législatives (1). »

Et plus loin : « Il conviendrait, en tant que les conseils de prud'hommes agissent comme bureaux de conciliation, d'étendre leurs pouvoirs, en ce sens que, ne pouvant aujourd'hui être saisis que sur la demande des deux parties, il conviendrait de décider que la demande d'une seule partie les saisira, et même, qu'ils pourront inter-

(1) Cf. Erzberger, p. 84.

venir de leur propre initiative pour procéder à une tentative de conciliation. Et la raison fondamentale, de ce droit d'intervention est claire. On ne peut aujourd'hui considérer une grève comme une affaire privée qui n'intéresse que les parties aux prises.

Toute grève a des répercussions économiques considérables et il est par conséquent de l'intérêt public de conjurer ces événements, ou au moins de les enrayer le plus tôt possible par les moyens pacifiques. C'est là une atteinte à la liberté individuelle que les parties doivent supporter, « quand bien même elles ne croiraient pas au succès d'une tentative de cette sorte ». Et il y aurait à ce droit d'intervention spontanée une autre raison fort importante : quand l'une des parties propose la conciliation, elle paraît donner une preuve de sa faiblesse, et elle peut craindre de paraître révéler, par une bonne volonté qu'on ne croit pas aisément désintéressée, la conscience de ses torts. De sorte que, pour ne point faire naître ce soupçon, les parties s'abstiennent, alors même qu'elles se sentent disposées par ailleurs à recourir à la conciliation. Le remède est dans le droit d'intervention spontanée des conseils de prud'hommes.

« Quant à la charge d'émettre des avis et des propositions, elle entraînerait aussi des modifications dans les conseils de prud'hommes. Il apparut à la commission que l'on pourrait créer des sections dans ces conseils, au moins pour les groupes principaux : fabriques, métiers, travail à domicile. Aujourd'hui déjà la création

de ces divisions est permise, mais elle n'est que très rarement pratiquée. Il est évident que les intérêts de la grande industrie sont parfois opposés à ceux de la petite industrie, et qu'en tout cas ils en sont différents. Et il est nécessaire que patrons et ouvriers de la grande industrie d'une part, et de la petite industrie d'autre part, puissent se réunir pour délibérer sur leurs intérêts spéciaux.

On pourrait transférer aux sections des métiers (petite industrie) les attributions arbitrales conférées actuellement aux petits tribunaux d'arbitrage des corporations (1).

(1) Les corporations (Innungen) sont, en Allemagne, une survivance partielle de l'ancien régime économique. Le Code industriel du 21 juin 1869, en consacrant la liberté de l'industrie, n'abolit point les corporations, et son titre VI leur est spécialement consacré. Mais il faut bien dire que les corporations, telles qu'elles fonctionnent d'après le Code industriel, sont très différentes de ce qu'elles étaient antérieurement. Elles ont perdu leurs deux caractères essentiels : elles sont libres, ne possèdent plus aucun droit de monopole et nul n'est contraint de s'y affilier ou d'y demeurer affilié. Ainsi mutilées, les corporations devaient fatalement s'affaiblir. Elles n'y manquèrent pas, et une loi du 18 juillet 1881 leur rendit un peu de vitalité en leur concédant une situation privilégiée ; elle leur attribuait une représentation, une autorité, un droit de réglementation et de juridiction propres, notamment en matière d'apprentissage.

Une autre loi, du 23 avril 1886 accorda la personnalité civile aux unions de corporations (Innungsverbände).

En vertu de la loi du 6 juillet 1887, l'autorité administrative supérieure fut investie du droit d'obliger les patrons non affiliés, et les compagnons qu'ils occupent, à participer à certaines dépenses des corporations, eu égard au profit qu'ils retirent de certaines institutions corporatives : auberges d'ouvriers, écoles professionnelles, tribunaux d'arbitres.

Ces diverses mesures ne satisfirent point complètement les par-

Et pour répondre aux objections soulevées par les adversaires de ce système, M. Hitze déclare : « Les conseils de prud'hommes sont des institutions communales ; on a dit que leur ressort était trop étroit pour le rôle nouveau qu'on propose de leur donner ; en réalité ce ressort est assez étendu en ce qui concerne la fonction de conciliation, mais pour autant que les conseils de prud'hommes seront appelés à émettre des avis et des propositions, il conviendra d'agrandir leur ressort. Cela est nécessaire pour communiquer à leurs travaux plus d'importance et plus d'unité. Cela est nécessaire encore parce que de petites organisations manquent d'hommes et de ressources.

« La pensée directrice de ces projets, c'est que tous les groupes économiques importants ont leur représentation (agriculture, commerce et industrie, métiers).

Et dans ces chambres des métiers sont représentés non seulement les patrons, mais encore les ouvriers (Gesellen) (1). Il est donc équitable de donner aux

tisans du régime corporatif qui ne cessèrent de réclamer de nouvelles réformes.

Leurs efforts aboutirent à la promulgation d'une dernière loi, en date du 26 juillet 1897, qui crée des corporations obligatoires (Zwangsinnungen). L'obligation est d'ailleurs subordonnée à une décision des autorités administratives supérieures, prise conformément à l'avis de la majorité des artisans qui sont consultés par un vote préalable.

Enfin, la même loi de 1897 organise des chambres de métiers (Handwerkskammern) « pour représenter les intérêts des métiers de leur circonscription ». Celles-ci sont créées par une ordonnance de l'administration centrale de l'Etat.

(1) Ceci est exact en partie. Quelques ouvriers seulement sont

ouvriers aussi leur représentation. La classe ouvrière est consciente et veut être traitée en égale des autres. C'est le devoir d'une politique prévoyante de répondre aux efforts de cette classe laborieuse.... Nous vivons en un temps de lutttes d'intérêts. Au premier plan sont en conflit les intérêts des patrons et des ouvriers, intérêts souvent opposés, et la conscience de cette opposition conduit aux organisations spéciales et séparées. Les associations ouvrières se multiplient d'un côté, les associations patronales se multiplient d'un autre côté ; les unes s'opposent aux autres et elles se considèrent réciproquement avec défiance et hostilité. Il y a, de ce fait, un double devoir pour les pouvoirs publics de créer des organes de rapprochement, d'union et de paix.... Tous ceux qui tiennent pour solidaires ces intérêts différents doivent aider à la constitution des chambres du travail.... Notre projet n'est pas un projet politique. Nous voyons des chambres du travail en Hollande et en Belgique. Or, en Hollande la loi est sortie d'un projet conservateur, et en Belgique d'un projet national-libéral. Et je sais en outre qu'en Belgique le projet reçut l'approbation de tous les partis (1). »

Cette motion fut généralement bien accueillie de

admis dans les chambres des métiers où ils forment un comité spécial d'ailleurs, sans aucune influence. C'est du moins l'opinion de M. Harms.

(1) Cf. Erzberger, p. 85.

tous. Mais le débat fut orienté plus particulièrement vers la réforme des conseils de prud'hommes, et on s'occupa dans cette loi du titre qui concerne les bureaux de conciliation.

M. Trimborn, député du centre, proposa la création de conseils de prud'hommes dans toutes les communes de plus de 20.000 habitants (1), et l'adoption d'un article 62 *a* ainsi conçu (2).

ART. 62 *a*. — Si la demande de conciliation est faite par l'une des deux parties, le président du Conseil de prud'hommes devra en donner connaissance à des personnes qu'il sait investies de la confiance de l'autre partie, et s'efforcera en même temps, dans la mesure du possible, de vaincre la résistance de celle-ci.

Le président est autorisé à convoquer et entendre les parties intéressées au litige, et leur « infliger, au cas où elles ne répondraient pas à son appel, une amende pouvant s'élever à 100 marks. Les parties seront admises à se pourvoir contre cette amende, conformément aux dispositions du Code de procédure civile.

Les socialistes, dont le projet avait été méconnu, ne se découragèrent pas et déposèrent un nouveau projet sur les conseils de prud'hommes. Il tendait à rendre ceux-ci obligatoires pour toute l'Allemagne et proposait une modification de l'article 62, dans les termes suivants (3).

ART. 62. — Si la demande de conciliation est faite par l'une

(1) La loi de 1890 sur les conseils de prud'hommes ne rendait ceux-ci obligatoires que dans les communes de plus de 50.000 habitants.

(2) Cf. Erzberger, p. 85-86.

(3) Cf. Erzberger, p. 86.

seulement des parties, le président du conseil des prud'hommes devra en donner connaissance à des personnes qu'il sait investies de la confiance de l'autre partie, et en même temps s'efforcera, dans la mesure du possible, de vaincre la résistance de cette dernière. Si elle persiste à résister, le bureau de conciliation devra rendre une sentence publique qui révélera le nom de la partie défaillante à la tentative de conciliation, et les motifs connus de son abstention.

Et dans tous les cas de difficultés prévus par l'article 64, le président du conseil des prud'hommes doit s'entremettre pour amener les parties à recourir aux bons offices du bureau de conciliation (1).

Le président peut convoquer et entendre les parties intéressées au litige, et il est également autorisé à leur infliger, si elles ne répondent pas à sa convocation, une amende qui pourra s'élever à 100 marks. Il peut, en outre, ordonner la publication de leur refus.

Les parties seront admises à se pourvoir contre l'amende suivant les dispositions du Code de procédure civile.

ART. 70. — Les conseils de prud'hommes devront émettre des avis sur les questions industrielles quand la demande leur en sera faite, par les pouvoirs publics ou par le conseil municipal. Pour l'élaboration de ces avis et pour leur rédaction, des comités devront être formés au sein des conseils de prud'hommes. Ces comités seront nécessairement composés d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, pour autant qu'il s'agira de questions intéressant les uns et les autres.

De même, les conseils des prud'hommes ont le droit d'adresser *proprio motu* aux pouvoirs publics et aux conseils municipaux toutes propositions touchant les questions industrielles et qui concernent les établissements situés dans leur ressort respectif.

Les présidents des conseils des prud'hommes seront tenus de

(1) C'est en somme la formule législative des principes défendus par M. Hitze, et en plus, les sanctions nécessaires.

réunir ces comités quand le quart de leurs assesseurs le demandera.

Les conseils de prud'hommes ont aussi le droit d'adresser des pétitions, des propositions et des avis aux assemblées législatives, sur les projets de lois.

Ce projet socialiste venant après l'échec de l'autre grand projet, montre admirablement l'esprit d'opportunisme qui anime le parti dans cette question de réforme sociale. Contraints d'abandonner leurs ambitieux projets d'une organisation puissante, générale et unifiée, d'une organisation proprement économique et sociale de la classe ouvrière, les socialistes s'y résignent et ne se réfugient point dans l'opposition stérile. Ne pouvant obtenir tout, ils ne déclarent pas ne plus rien vouloir. Ils associent au contraire leurs efforts à ceux des partis modérés, et ne pouvant accélérer à leur gré, la marche des réformes, ils suivent la lente évolution que la loi de la majorité leur impose.

Les 11 et 16 janvier 1901 eut lieu la première lecture de ces projets. Le député socialiste Tutzauer soutint celui de son parti. Nous ne trouvons rien dans ses observations qui puisse enrichir nos connaissances (1).

Par contre, M. Trimborn, du centre, apporte dans son discours quelques indications nouvelles et partant, intéressantes.

Signalant que, d'après le texte de la loi sur les con-

(1) Cf. Erzberger, p. 37.

seils des prud'hommes, ces juridictions ne sont pas autorisées expressément à agir comme organes de conciliation hors les cas où elles sont saisies d'une demande des deux parties, il fait observer que pourtant, « de circulaires ministérielles et de statuts de conseils de prud'hommes, aussi bien que de nombreux commentaires doctrinaux, il ressort que l'esprit de cette loi n'est pas contraire à l'intervention spontanée du président dans les grèves. Son intervention est donc dorénavant et déjà possible sur la demande de l'une seule des parties, même à défaut de toute demande ». Mais, constate M. Trimborn, « la pratique n'a pas suivi cette interprétation de l'esprit de la loi, et jamais les présidents des prud'hommes ne sont intervenus sans y avoir été invités par les deux parties en cause » (1). Et M. Trimborn demande que ce droit important soit reconnu expressément dans le texte de la loi. Il l'appuie de considérations qui nous paraissent être d'un grand poids.

« Dans notre projet, le président reçoit le droit, au cas de grève, de convoquer et d'entendre les deux parties en conflit, et cela sous la sanction d'une amende de 100 marks à infliger aux parties défaillantes.

C'est la consécration légale du principe de la tentative obligatoire de conciliation (2) que notre législation n'a pas connue jusqu'alors en cette matière. Des objec-

(1) Cf. Erzberger, p. 88.

(2) Nous avons vu, dans la doctrine, ce principe défendu par M. Harms. Cf. 1^{re} partie, chap. V.

tions ont été formulées contre ce principe dans la commission, objections qui ont été repoussées, il est vrai, par la majorité. Cette majorité s'est dit évidemment . Quand le conseil des prud'hommes est saisi d'un procès entre le patron A et l'ouvrier X, il a le droit de contraindre les deux parties à se soumettre aux préliminaires de la conciliation. Pourquoi n'aurait-il pas ce même droit lorsqu'il voit aux prises, non plus deux individus, mais deux groupes d'individus, souvent fort importants. Ces grandes grèves sont une véritable calamité publique, et le droit de tenter une conciliation entre gens exaspérés par la lutte d'intérêts qu'ils soutiennent, serait précisément proscrit » (1) ?

Ne peut-on faire remarquer, sans être hostile à ce principe de la tentative obligatoire de conciliation, que la comparaison faite ici par l'honorable député du Reichstag n'est pas concluante ?

Il y a une différence essentielle entre les deux situations juxtaposées. Lorsqu'un conseil de prud'hommes est saisi d'un procès véritable et qui entre dans sa compétence, il voit comparaître devant lui deux parties, deux individus généralement, qui invoquent des droits. La demande porte sur un engagement ou le suppose. Le tribunal possède des éléments sur lesquels baser son jugement. Il doit trancher un différend juridique. L'ouvrier demandeur ne réclame pas une augmentation

(1) Cf. Erzberger, p. 88.

de salaire, ou la réintégration d'un de ses camarades congédié, ou une diminution de la durée du travail. Il demande au tribunal de condamner son patron à lui payer des gages pour la période du délai-congé ; ou encore de lui verser une indemnité pour un préjudice causé, ou, d'une manière plus générale de respecter les clauses du contrat exprès ou tacite qu'il a passé avec lui.

Dans une grève, au contraire, de quelle nature est le différend ? Juridique ? En aucune façon. Du moins les grèves ne sont pas toujours, ne sont pas souvent des différends d'ordre juridique. Quand des ouvriers déclarent la grève pour obtenir un supplément de salaire ou une réduction des heures de travail ou toute autre chose qui ne dérive point d'un engagement antérieur, le conflit n'est pas juridique et un tribunal ne saurait en être saisi.

Et c'est maintenant qu'apparaît la différence signalée. Dans le premier cas, il y a procès ; les parties ont recours au tribunal. Que celui-ci tente d'amener une entente avant de rendre le jugement qu'on lui demande, rien de plus nature.

Dans le second cas, au contraire, il y a guerre. Il y a guerre, précisément parce que les parties sont empêchées d'invoquer des engagements et des droits juridiques. On pourra sans doute décider que leur liberté subira une restriction et que, dans l'intérêt économique général elles devront, avant de déclarer la guerre, se prêter à des négociations dirigées par une autorité judi-

ciaire, politique ou autre. Mais enfin on ne peut dire que cette tentative obligatoire de conciliation procède du même principe que la tentative de conciliation pratiquée par le conseil des prud'hommes dans le premier cas, et ce n'est pas parce que celle-ci existe que l'autre doit, par une conséquence logique, être établie aujourd'hui.

Il y aurait pourtant un moyen de rendre logique et partant nécessaire la tentative obligatoire de conciliation judiciaire en cas de grève, ou de lock-out. Ce serait d'organiser le contrat collectif à durée déterminée. Nous ne pourrions développer un peu longuement cette idée sans sortir de notre sujet, mais nous croyons pouvoir au moins l'indiquer en passant. Le contrat collectif de travail donnerait aux rapports de patrons à ouvriers le caractère juridique qui leur manque, et rendrait possible et naturel le recours à justice, et la tentative préalable de conciliation, alors même qu'il viendrait à terme, à condition, bien entendu, qu'il contienne une clause spéciale prévoyant cette circonstance. La comparaison de M. Trimborn deviendrait fort juste.

L'orateur du centre déclare ensuite que ces règles préconisées par son parti ne sont pas définitives « Le temps et les changements qu'il amènera dans la situation économique et sociale pourront permettre d'aller plus loin encore ; il est possible qu'un jour nous attachions à la sentence du bureau de conciliation un *certain* caractère exécutoire (1). »

(1) Cf. Erzberger, p. 89.

Ne serait-ce pas aller bien loin, en effet, et contre le but poursuivi ? Ce « caractère exécutoire » des sentences rendues par les bureaux de conciliation aurait quelque chance d'effrayer les parties et de les détourner de cette procédure. Il transformerait au surplus les bureaux de conciliation en tribunaux d'arbitrage (1) proprement dits, s'il s'agissait en effet d'une sentence arbitrale rendue sur compromis et obligatoire en vertu de ce compromis.

Mais M. Trimborn complète sa pensée : « Le caractère obligatoire qu'il conviendrait peut-être d'attribuer plus tard à ces sentences ne serait pas absolu, mais au contraire essentiellement relatif. La sentence serait déclarée exécutoire *pour un certain temps*, c'est-à-dire que pendant quelques jours, peut-être quelques semaines, les ouvriers décidés à prononcer la grève et les patrons résolus à prononcer le lock-out, devraient continuer ou faire continuer le travail dans les conditions déterminées par la sentence, et cela sous peine d'une amende ou sous la menace de toute autre sanction appropriée (2). » Procédé ingénieux qui donnerait du temps et calmerait la fièvre de la lutte. M. Trimborn se hâte d'assurer qu'il ne s'agit là que d'un projet à réalisation lointaine, et qui ne saurait obtenir aucun succès

(1) L'expression « Tribunal d'arbitrage » a été plusieurs fois employée dans des projets où elle est synonyme, on a pu le remarquer, de « bureau de conciliation ».

(2) Cf. Erzberger, p. 89.

quant à présent. Il estime que tout d'abord, il est nécessaire que patrons et ouvriers apprennent à traiter en égaux ; il faut que les patrons s'accoutument à discuter les conditions du travail que trop longtemps ils ont imposées ; il faut, d'autre part, que les ouvriers s'accoutument à discuter pratiquement et raisonnablement les questions de salaires et se contentent de poursuivre l'amélioration de leur sort, sans escompter la transformation immédiate, subite et intégrale du régime économique.

La commission se rallia en fin de compte aux modifications contenues dans les textes suivants (1) :

ART. 62 *a*. — Si l'une des parties fait appel au bureau de conciliation, le président devra en aviser l'autre partie ou ses mandataires, et s'efforcer en même temps d'amener celle-ci à se prêter à la tentative de conciliation.

ART. 62 *b*. — De même, dans les autres cas de difficultés prévus à l'article 61, le président du conseil des prud'hommes doit s'entremettre pour gagner les parties à la cause de la conciliation.

ART. 62 *c*. — Le président est autorisé à convoquer et entendre, soit au début des pourparlers, soit au cours des débats, les personnes intéressées au conflit. Et il peut, si le bureau de conciliation a été saisi, conformément à l'article 62 *a*, condamner à une amende de 1 à 100 marks les parties non comparantes. Celles-ci se pourvoient contre cette peine suivant les dispositions du Code de procédure civile.

Ce sont là les dispositions essentielles du projet du centre.

(1) Cf. Erzberger, p. 89-90.

L'article 63 (1) fixe la composition du bureau de conciliation. Il dispose que « des hommes de confiance » choisis par les parties elles-mêmes, en un nombre déterminé, égal pour chaque partie, serviront d'assesseurs.

Enfin, l'article 69 *a* contient une disposition spéciale et nouvelle que nous reproduisons (2).

ART. 69 *a*. — Le conseil des prud'hommes siégeant comme bureau de conciliation n'est pas compétent pour les différends qui s'élèveraient entre les membres d'une corporation et leurs ouvriers, si la corporation a institué un bureau spécial de conciliation.

Le conseil des prud'hommes serait cependant compétent, en cette même qualité, s'il était saisi du litige par l'une ou l'autre partie.

Peut-être n'est-il pas excessif de tenir cette disposition pour un inconvénient. Elle consacre un privilège au profit des membres des corporations, et au préjudice des ouvriers qui ne sont point représentés dans ces corporations.

Enfin la compétence des conseils de prud'hommes en matière d'avis et propositions fut reconnue par la commission, sur le texte socialiste, dans un article 70 que nous n'avons pas à transcrire puisqu'il adopte les dispositions correspondantes du projet socialiste.

Ces articles furent votés par le Reichstag en troisième lecture et incorporés à la loi de 1890 sous l'article 75.

(1) Cf. Erzberger, p. 91.

(2) Cf. Erzberger, p. 91.

CHAPITRE IX

SESSION 1903-1905.

Ce sont les nationaux libéraux qui font revivre la question de la représentation des intérêts du travail en déposant la motion suivante (1) :

« Le Reichstag décide d'inviter les gouvernements des Etats de l'Empire à déposer sur le bureau du Reichstag un projet de loi portant création d'un Office impérial du travail auquel seront attribuées les fonctions de la commission actuelle des statistiques ouvrières et qui recevra, comme membres consultants, des représentants des patrons et des ouvriers en nombre égal. »

La fraction socialiste réédite, en cette session, le projet de 1900, mais sans plus de succès (3).

La motion nationale libérale ne fut pas plus discutée que le projet socialiste.

Aussi le centre prit-il, le 4 décembre 1903, l'initiative d'une interpellation, signée notamment de MM. Trimborn, Hitze, de Hertling, et présentée en ces termes (3) :

(1) Cf. Erzberger, p. 93.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 94.

« Les gouvernements des Etats de l'Empire ne se proposent-ils pas de prendre bientôt, en exécution du rescrit impérial du 4 février 1890, des mesures législatives qui permettent aux ouvriers de contribuer, par l'intermédiaire de représentants de leur choix, etc... »

Et les signataires de l'interpellation, après avoir invoqué l'autorité de ce rescrit, demandent ensuite aux gouvernements des Etats s'ils peuvent espérer voir intervenir prochainement (1).

« 1^o Un projet de loi réglant la condition légale des syndicats, en droit privé comme en droit public (2), plus particulièrement en ce qui concerne leur capacité juridique et la garantie du droit de coalition.

« 2^o Un projet de loi portant organisation d'une représentation régulière des ouvriers pour leur permettre d'exprimer librement et en toute sécurité leur vœux et leurs doléances aux pouvoirs publics. »

Cette interpellation développée par ses signataires donna naissance à un débat au cours duquel furent exprimées les opinions que nous connaissons déjà. Il est donc inutile de les répéter ici.

Réponse fut faite par le secrétaire d'Etat, comte de Posadowsky. Nous la résumons en ces termes (3) : « En

(1) Cf. Erzberger, p. 94.

(2) On sait en effet que les syndicats allemands pour développés qu'ils soient n'en doivent pas moins leur existence à un régime précaire. Ils sont tenus pour des coalitions permanentes et n'ont pas à proprement parler d'existence juridique. Le droit de coalition lui-même n'est consacré formellement par aucun texte et résulte exclusivement de l'abrogation de l'article 152 b qui les prescrivait.

(3) Cf. Erzberger, p. 100.

ce qui concerne la création d'une représentation du travail, les débats du 16 janvier 1901 ont proposé sa réalisation par annexion aux conseils des prud'hommes, pour donner aux ouvriers, selon le rescrit de 1890, le moyen de faire entendre leurs vœux et de défendre leurs intérêts. A la suite de ces débats, il a été inséré dans la loi de 1890 (conseils des prud'hommes) un article 75 dont l'alinéa 2 reconnaît à ces juridictions le droit de présenter des vœux et des propositions relatifs aux questions industrielles, aux pouvoirs publics de l'Etat, des communes et aux assemblées législatives des Etats et de l'Empire.

« C'est là un pas décisif dans la voie de la représentation ouvrière, visée par le rescrit impérial. Les gouvernements des Etats sont prêts à faire davantage dans le même sens. »

Cette déclaration fut accueillie par des applaudissements enthousiastes.

M. de Posadowsky continua (1). « En ce qui concerne la création d'un Office impérial du travail, cela ne peut s'entendre que de l'attribution à un organe rattaché au ministère de l'intérieur des fonctions exercées actuellement par la section des statistiques ouvrières de l'Office impérial de statistique. Il y aura lieu d'ailleurs de discuter ce point plus en détail. »

Ces paroles contenaient une promesse qui fut tenue

(1) Cf. Erzberger, p. 401.

quelques années plus tard. Nous allons étudier en effet dans notre troisième partie un projet du gouvernement qui porte la date du 4 février 1908 (1).

(1) Nous devons faire connaître que les parlements des Etats particuliers d'Allemagne furent saisis également de quelques propositions qui tendaient à la création de chambres du travail ou de chambres des ouvriers. Aussi en advint-il en Wurtemberg, Hesse, Bade, Hamburg, Reuss, et ailleurs encore. Mais ces projets furent écartés sans discussion parce qu'on admit partout, et à juste raison, que le problème devait être résolu par l'Empire. Cf. Harms, *Deutsche Arbeitskammern*.

TROISIÈME PARTIE

LE PROJET ACTUEL DU GOUVERNEMENT

CHAPITRE PREMIER

Y A-T-IL LIEU DE CRÉER AUJOURD'HUI DES CHAMBRES DU TRAVAIL.

Avant que de donner le texte du projet déposé par le gouvernement le 4 février 1908, il nous paraît intéressant de résumer en quelques pages l'état de la législation allemande actuelle en ce qui touche la représentation des intérêts du travail. Nous avons vu que si, après trente années, les efforts persistants de tous les grands partis parlementaires n'ont pas abouti à l'établissement de chambres du travail, ils ont néanmoins réussi à donner une satisfaction partielle aux champions de cette institution. L'annexion, en 1901, à la loi de 1890 d'un article qui confère aux conseils de prud'hommes la faculté de rédiger des rapports et d'émettre des avis (1) est une concession faite au principe affirmé depuis 1876

(1) Cf. loi du 27 juillet 1890, art. 75.

avec une inlassable persévérance. La fonction de conciliation qu'exercent ces mêmes conseils depuis leur création (1) est une autre attribution proposée pour les chambres du travail. L'objet de celles-ci a donc diminué de volume, comme nous le disions dans l'un de nos premiers chapitres. Est-ce à dire qu'il soit tellement réduit que la réforme ait perdu toute raison d'être ? M. Francke, dans un article de la *Soziale Praxis* du 10 décembre 1908, dit en substance. « Il est difficile de se figurer aujourd'hui quelle marche aurait pris le mouvement ouvrier, si, il y a quelque trente ans, des chambres du travail avaient été organisées conformément au vœu de M. Moufang.... Les chambres du travail eussent fonctionné sur un domaine plus étendu qu'aujourd'hui où, d'un côté, les conseils de prud'hommes avec leurs bureaux de conciliation et leur faculté de rédiger des rapports et avis, d'un autre côté le libre développement du contrat collectif, remplissent une grosse partie de leurs attributions ».

Sans doute, le contrat collectif de travail est un instrument précieux aux mains de la classe ouvrière, mais il n'est pas un moyen de représentation ouvrière ; il est au contraire subordonné dans son développement à cette représentation. Nous voyons bien l'objection que l'on peut nous faire. Puisque le contrat collectif, dirait-on, a pu naître sans qu'il existât des chambres du

(1) Cf. *ibid.*, art. 62 à 74.

travail, n'est-il pas illogique de présenter celles-ci comme nécessaires à la formation du contrat collectif? Mais nous répondrons que le contrat collectif n'a pas acquis, tant s'en faut, le développement qu'on lui peut souhaiter, et qu'il n'a chance de se généraliser et de s'étendre que s'il y est aidé par des organes assurant aux ouvriers et aux patrons le moyen de se rencontrer et de discuter leurs intérêts respectifs et leurs intérêts communs. Or, les chambres du travail constitueraient ces organes de délibération.

Quant à la conciliation, il ne saurait être question de l'organiser puisqu'elle existe, mais il peut être question de la perfectionner, et nous avons vu (1) quels arguments M. Harms, notamment, a présentés sur ce point, en faveur des chambres du travail.

La rédaction d'avis et rapports, d'autre part, est permise aux conseils de prud'hommes, mais nous savons que ces derniers ont déployé en cette matière, une très faible activité. M. de Schulz lui-même a dû le reconnaître (2).

Dans ces conditions, il est légitime d'affirmer que les c hambres du travail ont conservé leur objet. Elles ne

(1) Cf. 1^{re} partie, chap. IV.

(2) M. Harms donne en effet dans le rapport à la « Gesellschaft für soziale Reform », dont nous avons déjà parlé, des chiffres qu'il emprunte à l'Office impérial de statistique et qui révèlent que le nombre des avis émis en 1906 par les conseils de prud'hommes, pour toute l'Allemagne, ne s'élève qu'à 28. Le nombre des rapports dans la même année, est encore plus faible, 24.

seraient pas constituées, il est vrai, d'éléments tout nouveaux ; elles recevraient des attributions que d'autres organes assurent dès aujourd'hui, mais il n'en reste pas moins qu'elles assembleraient fort heureusement en une même institution, des fonctions disséminées et incomplètes.

Elles rempliraient, en tous cas, une mission essentielle. M. Francke reconnaît en effet que malgré les conseils de prud'hommes et malgré les contrats collectifs, patrons et ouvriers continuent de se considérer en ennemis. La raison en est qu'ils sont encore trop séparés, trop étrangers les uns aux autres. Les chambres du travail n'interviendraient-elles pas utilement pour assurer l'ordre et la paix ?

Nous devons, pour clore ce chapitre, dire un mot des Comités ouvriers prussiens des mines qui sont le prototype des chambres du travail.

Ces comités institués en Prusse par une loi du 14 juillet 1905, modifiant la loi générale sur les mines du 24 juin 1865-1892, sont rendus obligatoires dans toute mine où travaillent au moins 100 ouvriers.

L'article 80 *f* modifié dispose en effet : « Il devra être institué un comité ouvrier permanent dans les mines où sont occupés, en règle générale, 100 ouvriers au moins. Il aura mission de maintenir la bonne intelligence entre le personnel et le patron, et parmi les ouvriers eux-mêmes. »

Ils constituent, on n'en peut douter, une représenta-

tion des intérêts du travail. Le même article dit, dans un autre alinéa. « Les comités ouvriers sont formés de membres choisis par les ouvriers et dans leur milieu. » Leurs fonctions consistent, d'une manière générale, dans le contrôle des règlements du travail, mais aussi dans la représentation des intérêts particuliers et collectifs des ouvriers. L'article 80 *g*, alinéa 1, en témoigne : « Avant la publication d'un règlement du travail ou d'une annexe de celui-ci, le comité ouvrier permanent devra être entendu sur leur contenu, dans les mines où il en existe un ; dans les autres, il devra être donné aux ouvriers majeurs la faculté d'exprimer leur avis. » Enfin, l'alinéa 2 de l'article 80 *f* attribue à ces comités ouvriers un rôle plus général. « Il doit (le comité) porter à la connaissance du propriétaire de la mine, en exprimant son avis à ce sujet, les propositions, vœux et plaintes formulés par les ouvriers et qui sont relatifs aux conditions d'exploitation et de travail de la mine. »

C'est là, il faut le reconnaître, un organe de représentation des intérêts du travail, mais qui ne tient pas lieu de chambres. Outre, en effet, qu'il existe exclusivement pour les mines prussiennes occupant plus de 100 ouvriers, il lui manque encore le caractère mixte si désirable pour atteindre le but proposé par les partisans des chambres du travail, la paix entre patrons et ouvriers.

Sans doute, les comités des mines sont en rapport avec les patrons, mais il y a d'une part le comité ouvrier,

d'autre part le ou les patrons. Ce n'est point là encore l'organe de fusion, de rapprochement que seraient les chambres du travail.

La création de celles-ci n'est donc pas seulement désirable parce que les institutions actuelles ne donnent qu'une représentation fragmentaire des intérêts du travail, mais encore parce que cette représentation, pour autant qu'elle existe, n'offre pas tous les caractères voulus.

CHAPITRE II

LE PROJET ACTUEL DU GOUVERNEMENT SUR

LES CHAMBRES DU TRAVAIL (1).

TITRE I^{er}. — *Formation. — Attribution et composition des chambres du travail.*

ART. 1^{er}. — Il sera formé, entre patrons et ouvriers d'une ou de plusieurs industries des chambres du travail correspondant aux syndicats professionnels et fonctionnant dans les mêmes ressorts que ceux-ci.

Les chambres du travail seront investies de la capacité juridique.

ART. 2. — Les chambres du travail sont appelées à assurer la paix économique. Elles devront veiller non seulement sur les intérêts économiques et industriels communs aux patrons et aux ouvriers des diverses branches d'industries qu'elles représentent, mais encore sur les intérêts de même nature qui sont particuliers aux ouvriers.

ART. 3. — Il entre particulièrement dans les attributions des chambres du travail :

1° D'améliorer les rapports entre ouvriers et patrons.

2° De collaborer à la rédaction des rapports et avis que les autorités centrales et communales sont conduites à élaborer dans leur œuvre de protection des intérêts mentionnés à l'article 2. Elles sont aussi autorisées à établir pour leurs districts des mémoires sur les questions industrielles et économiques.

A la demande des autorités communales et centrales, elles auront à faire connaître leur avis sur :

(1) Ce projet fut déposé sur le bureau du Reichstag à la date du 4 février 1908.

a) L'application des prescriptions contenues aux articles 105 *d* et 105 *e*, 120 *e* et 139 *a*, 154, alinéa 4 du Code industriel (1).

b) Les coutumes en usage constant dans leur ressort pour l'interprétation des contrats entre ouvriers et patrons ;

3° De délibérer sur les vœux et propositions relatifs à leurs affaires (art. 2).

4° D'appeler l'attention sur les arrangements et les règles qu'il conviendrait d'édicter pour le relèvement de la situation économique et pour le bien-être général des ouvriers, et de coopérer à l'application de ces mesures par l'intermédiaire de leurs représentants.

ART. 4. — Les chambres du travail sont autorisées, dans la sphère de leur activité (art. 2 et 3), à présenter des propositions aux conseils municipaux, aux représentations des associations communales et aux corps législatifs des Etats ou de l'Empire.

ART. 5. — Les affaires qui concernent exclusivement la situation des établissements industriels particuliers ne doivent pas, sous réserve des dispositions de l'article 6, entrer dans la compétence des chambres du travail.

ART. 6. — Les chambres du travail pourront, lorsque des difficultés surviendront entre patrons et ouvriers sur les conditions de la continuation ou de la reprise du travail, connaître de ces difficultés et jouer le rôle de bureau de conciliation à l'égard des ouvriers et patrons représentés, s'il n'existe point de conseil de prud'hommes compétent, ou bien si les ouvriers intéressés travaillent dans des régions qui appartiennent au ressort de plusieurs conseils de prud'hommes, ou bien encore si les tentatives de con-

(1) Les articles 105 *d* et 105 *e* concernent les dérogations à la loi sur le repos hebdomadaire.

Les articles 120 *e* et 139 *a* sont relatifs à certaines mesures de protection ouvrière (durée de la journée de travail, règles touchant la morale et l'hygiène, et l'interdiction d'employer les femmes et les enfants dans certains cas).

L'article 154, alinéa 4, consacre l'extension du contrôle des inspecteurs du travail aux ateliers.

ciliation faites par devant le conseil des prud'hommes compétent sont demeurées sans résultats.

Pour la procédure à suivre, les dispositions des articles 63 à 73 de la loi sur les conseils des prud'hommes du 30 juin 1901 sont applicables.

Sera compétente la chambre du travail du lieu où travailleront les ouvriers intéressés, et, dans le cas où les ouvriers intéressés travailleraient en différents ressorts, la chambre du travail compétente sera celle appelée tout d'abord à procéder à la conciliation.

ART. 7. — Sont ouvriers, au sens de la présente loi, les ouvriers industriels, tels qu'ils sont définis au titre VII du Code industriel, y compris ceux qui travaillent pour le compte de certains entrepreneurs à la fabrication de produits industriels en dehors des lieux de travail (ateliers et chantiers) et alors même qu'ils fourniraient la matière première et les outils.

Sont patrons, au sens de la présente loi, les chefs des établissements qui sont considérés comme industriels par le Code industriel, en tant qu'ils occupent au moins un ouvrier (alinéa 1) régulièrement l'année durant ou à certains moments de l'année.

Les mandataires et les directeurs fondés de pouvoir des patrons définis dans le présent article sont assimilés à ces derniers.

Sont exclus du bénéfice de la présente loi les aides, apprentis et tous gens de travail occupés dans les pharmacies, maisons de commerce et dans les entreprises industrielles représentées dans les chambres des métiers, ainsi que les patrons de ces établissements (1).

ART. 8. — L'organisation de toute chambre du travail sera décidée par le Conseil fédéral qui détermine les industries pour lesquelles des chambres du travail devront être créées, ainsi que les limites du district et le siège de la chambre. Il pourra de même ordonner la formation de sections pour les groupes d'industries, et son intervention sera également admise pour toute modification ultérieure.

(1) C'est dire que seule l'industrie et la grande industrie formera des chambres du travail.

ART. 9. — Chaque chambre se composera d'un président, d'au moins un suppléant et du nombre de membres nécessaires. Il y aura lieu de désigner aux membres des remplaçants en prévision des cas d'empêchement et ces remplaçants siégeront, dans les cas de démission ou de mort d'un membre titulaire, avant l'extinction de son mandat jusqu'à l'époque du renouvellement.

Le président et son suppléant ne devront être ni patrons ni ouvriers. Ils seront nommés par le personnel chargé de la surveillance (art. 26) et présideront aussi les sections.

S'il existe plusieurs chambres en un même lieu, le président et son suppléant seront, en principe, communs à toutes les chambres, et, de même, les arrangements relatifs au service des bureaux, les locaux affectés à ces services et aux séances seront communs (1).

ART. 10. — Les membres des chambres du travail et des sections, ainsi que leurs suppléants seront pris pour moitié parmi les patrons et pour moitié parmi les ouvriers.

Les représentants patronaux seront élus par les patrons ; les représentants ouvriers seront élus par les ouvriers.

Le nombre des membres des chambres du travail et des sections, de même que le nombre des suppléants sera fixé par le comité de surveillance (art. 26).

Les membres et leurs suppléants recevront pour chaque séance à laquelle ils auront assisté, une indemnité pour les frais de voyage éventuels et une indemnité de séjour. Le maximum de celle-ci sera fixé par le règlement de la chambre.

TITRE II. — *Droit de vote et éligibilité.*

ART. 11. — Les représentants des patrons seront élus par les comités directeurs des syndicats professionnels patronaux de l'industrie, auxquels sont affiliées les personnes à représenter dans

(1) Cette disposition nous éloigne singulièrement de la fixation du ressort d'après le nombre des habitants, système préconisé par les socialistes. Ce projet tend à spécialiser les chambres du travail, et à leur ôter tout caractère de représentation générale.

les chambres (1). En tant que les syndicats professionnels sont divisés en sections, les comités directeurs des sections remplaceront les comités directeurs de syndicats.

Le droit de vote, dans chaque corps électoral, sera défini pour chaque chambre par une décision du comité de surveillance (art. 26). Et de même, les conditions de quotité seront fixées, en cas de nécessité, en tenant compte du nombre de personnes affiliées aux syndicats, dans les limites du district de la chambre.

ART. 12. — Les représentants des ouvriers, divisés en deux fractions, seront élus en deux scrutins séparés :

1° La première fraction par les membres des comités ouvriers permanents (art. 134 *h* du Code industriel) formés dans les établissements industriels du ressort de la chambre, si ces établissements entrent dans la catégorie de ceux à représenter. Sont électeurs les seuls membres des comités ouvriers élus par les ouvriers et issus de leur milieu. Dans le cas où une entreprise industrielle contiendrait les éléments essentiels de plusieurs industries différentes, cet établissement serait assimilé à l'industrie dont son caractère essentiel se rapproche le plus.

Une décision du conseil de surveillance arrêtera pour chaque chambre, d'après ce qui précède, quels sont les comités ouvriers appelés à procéder à l'élection de leurs membres.

2° La seconde fraction par les représentants des ouvriers désignés, conformément à l'article 114 de la loi du 30 juin 1900 sur les assurances contre les accidents de l'industrie, pour donner leur opinion et décider en cas d'accidents ; le droit de vote se détermine d'après les dispositions correspondantes de l'article 11, alinéas 1 et 2, sur les élections des représentants patronaux.

(1) Ceci revient à dire que trouveront place dans les chambres du travail les représentants des seuls patrons appartenant à un syndicat. Si l'on considère que, comme nous l'avons noté par ailleurs, les syndicats allemands n'ont, légalement, qu'une existence précaire, cette disposition peut sembler étrange, et ceux qui demandent la consécration légale du régime d'actuelle tolérance ont pour eux la logique.

Les électeurs de la première fraction ont chacun une voix.

Si le nombre des représentants à élire n'était pas divisible par deux, le reste serait élu par les membres des comités ouvriers mentionnés sous le numéro 1 du présent article.

Au cas où, dans le ressort d'une chambre du travail, il n'existerait pas d'électeurs tels qu'ils sont qualifiés sous le numéro 2, les élections totales seraient faites par les électeurs de la première fraction.

ART. 13. — Sont éligibles les Allemands :

1° Qui ont trente ans accomplis ;

2° Qui travaillent dans l'étendue du ressort de la chambre ;

3° Qui appartiennent depuis au moins une année à l'industrie ou au groupe d'industries pour lesquels la chambre du travail ou la section est constituée ;

4° Qui, dans l'année qui a précédé l'élection, n'ont point reçu pour eux ou leur famille un secours du bureau de bienfaisance, ou bien l'ont restitué.

N'est point éligible celui qui ne peut, conformément à l'article 32 de la loi sur l'organisation judiciaire, exercer la fonction de juré.

TITRE III. — *Procédure électorale et durée du mandat.*

ART. 14. — Les élections auront lieu sous la direction du président de la chambre du travail par vote individuel. Elles se feront au moyen d'un bulletin écrit et à la majorité relative ; en cas de partage des voix, le sort décidera. Le résultat des élections sera enregistré par écrit et proclamé publiquement. Les dispositions essentielles relatives aux élections et à la procédure devront être revisées par le Conseil fédéral. Il est loisible aux intéressés de faire un règlement d'après lequel la minorité sera représentée proportionnellement. Dans ce cas, le vote pourra être limité à des listes qui pourront être présentés jusqu'à un moment à déterminer et qui sera antérieur à l'élection.

Les contestations relatives à la validité des élections peuvent être

portées, dans le délai de deux semaines à partir de la publication des résultats, devant le président de la chambre du travail. Appel peut-être fait de sa décision dans le délai de deux semaines devant le conseil de surveillance. Celui-ci prononce en dernier ressort.

ART. 15. — Les membres des chambres du travail et leurs suppléants seront élus pour six années. En cas de démission d'un membre ou de son suppléant avant l'extinction de son mandat, il devra être procédé, par les soins du président, à des élections complémentaires. Ces élections seront faites par les corps électoraux de l'article 11 ou les groupes d'électeurs de l'article 12, alinéa 1, qui avaient élu les démissionnaires. Les dispositions relatives à la quotité des voix seront applicables à ces élections complémentaires.

ART. 16. — Les membres qui deviendraient inéligibles par suite de la révélation de circonstances particulières ou par la survenance de circonstances nouvelles devront démissionner. Au cas de refus, la chambre du travail prononcera leur exclusion, non sans avoir entendu leurs observations. L'intéressé aura un délai de deux semaines pour se pourvoir contre cette décision devant le conseil de surveillance. Celui-ci décidera en dernier ressort.

TITRE IV. — *Frais.*

ART. 17. — Les frais qu'entraîneront la constitution et le fonctionnement des chambres du travail seront supportés par les corps électoraux désignés par l'article 11 en proportion du nombre des voix tel qu'il sera fixé conformément à l'article 11, alinéa 2.

Ni le président de la chambre du travail, ni ses suppléants ne devront recevoir d'indemnité de la chambre. La répartition des frais sera opérée par le président. Les intéressés pourront porter leurs réclamations devant le conseil de surveillance. Celui-ci décidera en dernier ressort. Les frais résultant de la constitution des chambres du travail seront avancés par le conseil de surveillance.

ART. 18. — La chambre du travail doit, en raison des dépenses

nécessaires qu'entraîne l'accomplissement de son devoir, établir un budget annuel que le conseil de surveillance aura mission de ratifier.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux résolutions dont l'exécution rendra nécessaires des dépenses qui n'ont pas été prévues au budget. Les comptes de l'année seront communiqués au conseil de surveillance.

TITRE V. — *Gestion.*

ART. 19. — La direction des affaires courantes et la gestion des chambres du travail incombent au président.

Les séances seront fixées par le président ou son suppléant. Ceux-ci prennent part aux séances avec plein droit de suffrage.

Sur la demande des deux tiers des membres, la convocation à une séance de la chambre ou d'une section devra être faite.

ART. 20. — Les représentants des ouvriers devront, chaque fois qu'ils seront appelés à l'exercice de leur fonction, en donner connaissance à leurs patrons.

La cessation du travail pendant le temps où les personnes ci-dessus désignées sont empêchées, par l'accomplissement de leur mission, de travailler, n'autorise pas les patrons à modifier les conditions du travail avant l'expiration du contrat de travail.

ART. 21. — La chambre du travail est autorisée à former des comités hors de son sein et à leur fixer une mission spéciale, permanente ou temporaire.

ART. 22. — Sont réservées à la décision de l'unanimité des membres de la chambre :

1° L'élection des comités ;

2° L'établissement du budget, l'apurement des comptes et leur réception, et les résolutions sur les dépenses qui n'ont pas été prévues dans le budget.

3° L'émission d'avis conformément à l'article 3, numéro 2 et l'élaboration de propositions suivant l'article 4 ;

4° Les résolutions à prendre aux termes de l'article 16.

ART. 23. — Les séances des chambres du travail et des sections sont publiques. Sont exclues des débats publics les questions pour lesquelles le président juge la publicité inopportune ou celles qui sont jugées telles par les pouvoirs publics. Contre la décision par laquelle le président soustrait une question à la publicité, une réclamation peut être faite par les membres de la chambre au conseil de surveillance. Celui-ci décide en dernier ressort.

Le conseil de surveillance peut exclure d'une séance un membre de la chambre, mais non sans avoir entendu celui-ci.

ART. 24. — Les décisions seront prises à la majorité des voix. En cas de partage, celle du président sera prépondérante. Pour qu'une décision soit valable, il est nécessaire que tous les membres de la chambre aient reçu convocation et communication de l'objet de la séance. Il faut en outre que la moitié au moins des membres de la chambre ou de la section aient été présents.

Les patrons et les ouvriers doivent participer au vote en nombre égal de part et d'autre. S'il se trouve plus de représentants d'un côté que de l'autre, les membres en excédent devront se retirer suivant le rang d'âge, en commençant par le plus jeune.

Il sera dressé un compte rendu de chaque délibération.

Les décisions qui excéderaient les attributions des chambres du travail ou qui contreviendraient aux lois, seront écartées par le président avec l'indication du motif, et l'effet de ces décisions sera suspendu jusqu'à ce que le conseil de surveillance ait statué, ce qu'il fera sans appel.

Dans le cas où pour la rédaction d'un rapport ou la discussion d'une proposition, tous les patrons d'un côté, et tous les ouvriers de l'autre côté, s'arrêteraient à un point de vue opposé, la décision ne serait pas retenue.

ART. 25. — Les dispositions ci-dessus concernant la gestion seront insérées dans le règlement des chambres qui devra être ratifié par le conseil de surveillance.

Ce règlement devra contenir des dispositions sur :

1° La forme des convocations de la chambre du travail.

2° La forme de ratification de ses décisions.

3° L'élaboration et le vote de son budget.

4° L'examen et le vote de son compte annuel.

5° La modification éventuelle du règlement lui-même.

6° Les journaux par lesquels seront faites les publications des séances et autres.

TITRE IV. — *Contrôle.*

ART. 26. — Les chambres du travail sont soumises, en tant qu'il ne sera pas autrement décidé par les autorités centrales de l'Empire, au contrôle des pouvoirs administratifs supérieurs du district où elles auront leur siège. Si le ressort d'une chambre du travail s'étend sur le territoire de plusieurs Etats de l'Empire, le conseil de surveillance sera déterminé par le Conseil fédéral.

Si la chambre du travail, inattentive aux injonctions répétées du conseil de surveillance négligeait l'accomplissement de ses devoirs ou commettait une infraction aux lois par omission ou commission et compromettrait ainsi l'intérêt public, ou poursuivait un autre objet que celui assigné par la loi, le conseil de surveillance pourrait la dissoudre et ordonner de nouvelles élections. Dans l'intervalle, les affaires seraient réglées par le président de la chambre dissoute.

ART. 27. — Le Conseil fédéral fera connaître les autorités de chaque Etat particulier désignées « pouvoirs administratifs supérieurs » dans l'alinéa 1 de l'article 26.

TITRE VII. — *Dispositions finales.*

ART. 28. — Les dispositions de cette loi ne sont pas applicables aux industries qui relèvent de l'administration de la guerre ou de la marine.

ART. 29. — Les dispositions des articles 1 à 27 sont applicables aux patrons et ouvriers des mines, salines et autres exploitations souterraines dans la mesure suivante :

1° La fonction définie à l'article 3, alinéa 2, s'étend aussi à la

rédaction d'avis sur la dispense des règlements de police qui ont pour objet la protection de la vie ou de la santé des ouvriers et le maintien des bonnes mœurs et de la morale par la bonne organisation des ateliers et usines.

2° Les gouvernements des États particuliers diront par un décret comment il convient d'assimiler les patrons et leurs mandataires ou directeurs fondés de pouvoir, au point de vue de l'élection aux chambres du travail.

ART. 30

Il est à peine besoin de signaler que les dispositions de ce projet sont assez différentes de celles contenues dans le projet Hitze et, à plus forte raison, dans les projets socialistes. Etablies pour la seule industrie et là seulement où elles seront jugées nécessaires, les chambres du travail n'ont pas un rôle très étendu. La fonction de conciliation, en particulier, ne leur revient qu'accessoirement.

Ce projet a déjà reçu quelques retouches du conseil fédéral, mais qui n'en changent pas l'esprit ni les grandes lignes. Une seule modification importante est à relever. Le système électoral, si compliqué dans le premier projet, a été remplacé par le suffrage universel, direct et secret.

Ayant été discuté au Reichstag, en première lecture, les 15 et 16 janvier derniers (1909), il est dès aujourd'hui possible de dire que le projet du gouvernement a quelque chance d'être adopté. Les partis parlementaires ont en effet maintenu leur attitude antérieure. Presque tous sont animés du même esprit d'opportunisme en

faveur d'une réforme qu'ils ne conçoivent pas de la même manière, mais dont ils adoptent tous le principe fondamental.

Députés du centre, libéraux, libéraux-nationaux, conservateurs se félicitent de pouvoir discuter sur un projet officiel. Mais les discours de leurs représentants ne contiennent, par ailleurs, aucune observation nouvelle et qui vaille d'être rapportée.

Après plus de trente années d'études et de discussions répétées, il est évident que la question a été vue sous tous ses aspects. Il ne reste qu'à l'adopter ou la rejeter suivant l'opinion qu'on en a.

Hors du Reichstag, l'accueil fait au projet du gouvernement est beaucoup moins favorable. L'opinion, représentée ici par la presse et les associations professionnelles, se trouve partagée.

La « Deutsche Arbeitgeberzeitung », organe patronal, repousse les chambres mixtes et demande une organisation tripartite : chambres des patrons, chambres des ouvriers, et conseils du travail (Arbeitsräte).

Le « Correspondenzblatt der General Kommission der Gewerkschaften Deutschlands », organe des syndicalistes, prend aussi position contre le projet gouvernemental. Il veut une organisation exclusivement ouvrière.

De même la « Frankfurterzeitung ».

Et aussi les « Mitteilungen der Hauptstelle deutscher Arbeitgeber Verbände ».

Par contre, la « Kölnische Volkszeitung », organe du centre, reflète l'opinion favorable du parti.

Un organe socialiste le « Hamburger Echo », appuie le projet, mais demande qu'il soit accordé aux chambres du travail de plus nombreux devoirs, notamment l'inspection des ateliers et le contrôle sur l'application des règlements protecteurs du travail.

Les chambres du commerce sont à peu près toutes hostiles, non seulement au projet, mais à la conception des chambres mixtes. C'est l'opinion exprimée par les chambres de Essen, Barmen, Elberfeld, Solingen, Berlin, Düsseldorf, et, ce qui est plus important encore, par le Congrès des chambres du commerce, dans son assemblée générale du 12 janvier 1909. Les chambres du travail, dit-on, aggraveront, en les opposant, les difficultés qui déjà, mettent aux prises les patrons et les ouvriers. Elles ne feront pas la paix économique et sociale, tout au contraire.

C'est encore l'avis d'autres groupes patronaux, tels l'« Arbeitgeberverband » de Hambourg, et l'« Association allemande des patrons des mines ».

Par contre, sont favorables au projet, les syndicats « Hirsch-Dunker » et le « Zentralblatt der christlichen Gewerkschaften Deutschlands » qui insiste sur l'importance des chambres du travail eu égard au développement du contrat collectif.

Enfin le « Deutsche Techniker Verband » proteste, comme nous l'avons déjà dit, contre l'exclusion des

employés techniques, surveillants et contremaîtres, des chambres du travail, dont il se déclare partisan.

Dans ces conditions, il est impossible de prévoir ce que donnera une institution qui compte autant d'adversaires que d'amis.

Mais il n'y a pas lieu de désespérer puisque, en somme, les adversaires le sont beaucoup moins de l'institution elle-même que de la forme qui lui est donnée dans un projet particulier. Peut-être auront-ils la sagesse de s'efforcer à tirer le parti le meilleur de l'organe que l'on aura créé.

CONCLUSION

Les chambres du travail donneront-elles, si elles sont instituées, les résultats qu'on en attend ?

Nous nous garderons bien d'émettre un avis personnel et nous ne saurions mieux conclure qu'en reproduisant l'opinion d'hommes infiniment mieux qualifiés que nous-même.

M. Harms disait en 1904, à l'assemblée générale de la « Société pour la réforme sociale » :

« Nous avons à peu près tous abandonné l'optimisme qui nous faisait parler, au début de la période de réforme sociale, de *solution* de la question sociale. Nous sommes devenus plus modestes. »

Et en terminant son ouvrage sur les chambres du travail en Allemagne : « Qu'on n'attende pas trop maintenant des chambres du travail qu'elles établissent immédiatement et du premier coup la paix sociale. Quiconque se promettrait un aussi beau résultat, pourrait éprouver une grave déception. Lentement, très lentement, la barrière formée de préjugés, de défiance et d'hostilité qui se dresse entre patrons et ouvriers, s'abaissera..... La conception de l'hostilité essentielle et irréductible du capital et du travail est encore à détruire..... Le sentiment que des relations pacifiques sont nécessaires

et possibles ne peut-être inculqué du jour au lendemain aux intéressés..... Mais le but est si désirable qu'il importe au plus haut point de le poursuivre. »

Le même M. Harms dit encore dans un ouvrage sur les chambres du travail en Hollande : « Le Congrès des chambres du travail offrait un aspect réconfortant ; il montrait à l'évidence que capital et travail peuvent fort bien trouver un terrain d'entente dans une représentation de leurs intérêts communs ».

Et la même note optimiste est donnée dans la *Soziale Praxis* dont le numéro du 4 mai 1903 reproduit une lettre d'un chef d'industrie importante dont nous détachons ce passage :

« On a soutenu parfois que les comités ouvriers contiennent un gros danger, qu'ils renforcent l'organisation socialiste révolutionnaire. L'expérience contredit cette opinion. Il est prouvé que partout où les comités ouvriers ont apporté leur collaboration, l'influence des idées révolutionnaires n'a pas tardé à s'affaiblir. Les plus fanatiques socialistes révolutionnaires sont devenus des hommes pratiques à l'école des faits, car l'ouvrier qui est contraint à discuter des questions positives s'aperçoit bientôt qu'il ne faut rien attendre des programmes vagues et généraux..... »

Ne peut-on croire que les chambres du travail rempliront ce même rôle et mieux qu'une institution incomplète et encore mal développée ?

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les chambres du travail dans la doctrine.

CHAPITRE PREMIER. — Terminologie	9
CHAPITRE II. — Y a-t-il lieu d'organiser une représentation spéciale du travail ?	17
CHAPITRE III. — Chambres du travail ou chambres des ou- vriers ?	24
CHAPITRE IV. — Organisation des chambres du travail.	34
CHAPITRE V. — Devoirs des chambres du travail.	47
CHAPITRE VI. — Y a-t-il lieu d'admettre tous les salariés dans les chambres du travail	53
CHAPITRE VII. — Documents	59

DEUXIÈME PARTIE

Les chambres du travail au Reichstag.

CHAPITRE PREMIER. — Session de 1876-1877	77
CHAPITRE II. — Session de 1883-1884	83
CHAPITRE III. — — 1884-1885	88
CHAPITRE IV. — — 1885-1886.	96
CHAPITRE V. — — 1890-1891.	106
CHAPITRE VI. — — 1893-1894.	111
1894-1895.	111

CHAPITRE VII. —	Session de	1898-1899.	118
		1899-1900.	118
CHAPITRE VIII. —	—	1900-1903	139
CHAPITRE IX. —	—	1903-1905	159

TROISIÈME PARTIE

Le projet actuel du gouvernement.

CHAPITRE PREMIER. —	Y a-t-il lieu de créer aujourd'hui des chambres du travail ?	163
CHAPITRE II. —	Le projet du gouvernement.	169
CONCLUSION		183

Vu :

Le Président de la Thèse,
RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
